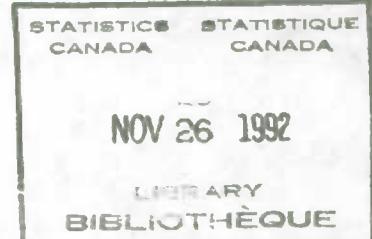


51631 (E) # 51632



CANADIAN EDUCATION CONSEIL
STATISTICS COUNCIL DES STATISTIQUES
CANADIENNES DE L'ÉDUCATION

A Statistical Portrait
Portrait statistique
of Elementary de l'enseignement
and Secondary primaire
Education et secondaire
in Canada au Canada



Statistics
Canada

Statistique
Canada



Council of Ministers
of Education, Canada

Conseil des ministres
de l'Éducation (Canada)

July 1992

Price: \$12.00

Catalogue CS 2-38/1990
ISBN 0-660-55834-3

How to Order the Publication or Obtain More Information

Education, Culture and Tourism Division
Statistics Canada
Ottawa, Ontario
Canada
K1A 0T6
Telephone: 613-951-9039

OR

Council of Ministers of Education, Canada
252 Bloor St. West
Suite 5-200
Toronto, Ontario
Canada
M5V 1V5
Telephone: 416-964-2551

Juillet 1992

Prix: 12.00 \$

Catalogue CS 2-38/1990
ISBN 0-660-55834-3

Comment commander la publication ou obtenir d'autres renseignements

Division de l'éducation, de la culture et du tourisme
Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
Canada
K1A 0T6
Téléphone: 613-951-9039

OU

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
252, rue Bloor ouest
Suite 5-200
Toronto (Ontario)
Canada
M5V 1V5
Téléphone: 416-964-2551

ERRATA

October 30, 1992

A Statistical Portrait of Elementary and Secondary Education in Canada

Catalogue CS 2-38/1990
Second Edition, July 1992.

■ *Graph, Page ii*

The Elementary/Primary structure for Quebec should be 1 to 6, not 1 to 8 as shown:

■ *2nd Highlight, Page 38*

The second highlight should read as follows: calculated nationally, education costs consume 15.7 % of all provincial and local expenditures on public services.

■ *2nd Paragraph, Page 41*

The entire paragraph should be replaced by the following: As shown in Chart 25, increases in expenditures per student were smaller than increases in the Gross Domestic Product (GDP) per capita in Canada between 1985-86 and 1989-90. In general terms, this single comparison means that the money spent for education has been rising more slowly than the increase in the economy.

■ *Graph 26, Page 42*

The scale of the graph should be **0, 2, 4, 6, 8, 10** instead of **0, 20, 40, 60, 80, 100**. Also, the Operating/FTE and Capital/FTE designations in the legend should be reversed.

Education, Culture and Tourism Division

Le 30 octobre 1992

Portrait Statistique de l'Enseignement primaire et secondaire au Canada

Catalogue CS-2-38/1990
Deuxième édition, Juillet 1992.

■ *Graphique, page ii*

Le structure Élémentaire/Primaire au Québec devrait être de la 1^{re} à la 6^e année plutôt que de la 1^{re} à la 8^e année, tel qu'indiqué.

■ *2^e Fait saillant, page 38*

Le deuxième fait saillant devrait se lire comme suit: qu'à l'échelle nationale, l'éducation représente 15,7 % de toutes les dépenses provinciales et locales au titre des services publics.

■ *2^e Paragraphe, page 41*

Le paragraphe en entier doit être remplacé par ce qui suit: Le graphique 25 montre qu'entre 1985-1986 et 1989-1990, les dépenses par élève ont augmenté plus lentement au Canada que le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Autrement dit, l'augmentation des dépenses au titre de l'éducation a été plus lente que celle de l'économie.

■ *Graphique 26, page 42*

L'échelle du graphique devrait être **0, 2, 4, 6, 8, 10** plutôt que **0, 20, 40, 60, 80, 100**. Également, les renvois " Fonction./ETP et Immobilis/ETP " dans la légende devraient être inversés.

Division de l'éducation, de la culture et du tourisme

Letter from the Co-chairs of the CESC

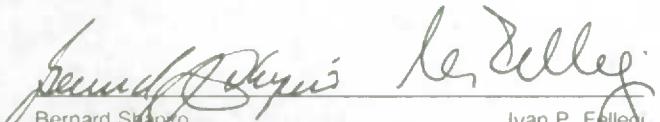
The fundamental goal of education across the nation is to prepare the youth of Canada for a changing, technological, information-based future, and to enable them to be successful members of Canadian society. With this in mind, the Canadian Education Statistics Council (CESC), representing the provincial and territorial deputy ministers of education and Statistics Canada, have undertaken to develop provincially comparable statistics. The first edition of the Statistical Portrait of Elementary and Secondary Education in Canada provided Canadians with descriptions of students, teachers, and costs of education in Canada. In this second edition, while similar themes are explored, the emphasis has been placed on the outcomes of the education system.

Any limited selection of statistics cannot tell the whole story of education in Canada. Indeed, any single set of indicators should be used with appropriate caution in assessing the efficiency or effectiveness of any aspect of schooling. However, the data in this collection reveal that:

- graduation rates are increasing, with a greater number of students continuing their education at the postsecondary level;
- the Canadian teaching force is aging, with a large proportion of educators eligible for retirement at the turn of the century; and
- although spending on education has maintained a consistent share of provincial budgets, there is increasing competition for public funds.

We trust that this document provides the reader with some insight into education in Canada.

Co-chairs
Canadian Education Statistics Council


Bernard Shapiro
Deputy Minister, Colleges
& Universities, Ontario

Ivan P. Fellegi
Chief Statistician of Canada

Lettre des coprésidents du CSCE

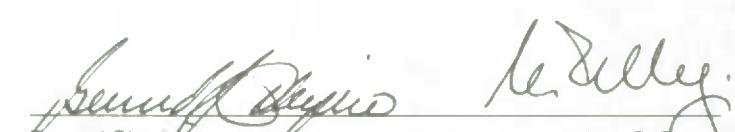
Le but fondamental de l'éducation dans tout le pays est de préparer les jeunes du Canada à un avenir en constante évolution, fondé sur l'information et dominé par la technologie, et de les aider à devenir des membres à part entière de la société canadienne. C'est pourquoi le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (CSCE), qui représente les sous-ministres de l'Éducation dans les provinces et les territoires ainsi que Statistique Canada, s'est engagé à mettre au point des statistiques comparables au niveau provincial. La première édition du Portrait statistique de l'enseignement primaire et secondaire au Canada présentait aux Canadiens et aux Canadiennes des renseignements descriptifs sur les élèves, sur le personnel scolaire et sur le coût de l'éducation au Canada. Tout en explorant les mêmes thèmes, la deuxième édition met davantage l'accent sur les résultats du système scolaire.

Un choix limité de données statistiques ne peut donner une image complète de l'éducation au Canada. En fait, tout ensemble isolé d'indicateurs doit être utilisé avec la prudence qui s'impose lorsqu'il s'agit d'évaluer le rendement ou l'efficacité d'un aspect quelconque du système scolaire. Voici toutefois ce qui ressort des renseignements figurant dans la présente édition:

- les taux de diplomation augmentent, de plus en plus d'élèves poursuivant leurs études au niveau postsecondaire;
- le personnel scolaire canadien vieillit: une grande proportion de ses membres aura droit à la retraite à la fin du siècle;
- les dépenses pour l'éducation bénéficient d'une part importante des budgets, mais la concurrence pour l'obtention de fonds publics s'intensifie.

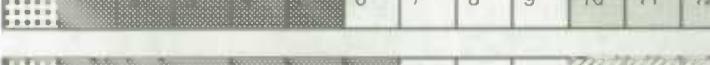
Nous espérons que le présent document permettra aux personnes qui le lisent de se faire une meilleure idée de l'éducation au Canada.

Les co-présidents du
Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation


Ivan P. Fellegi
Statisticien en chef du Canada

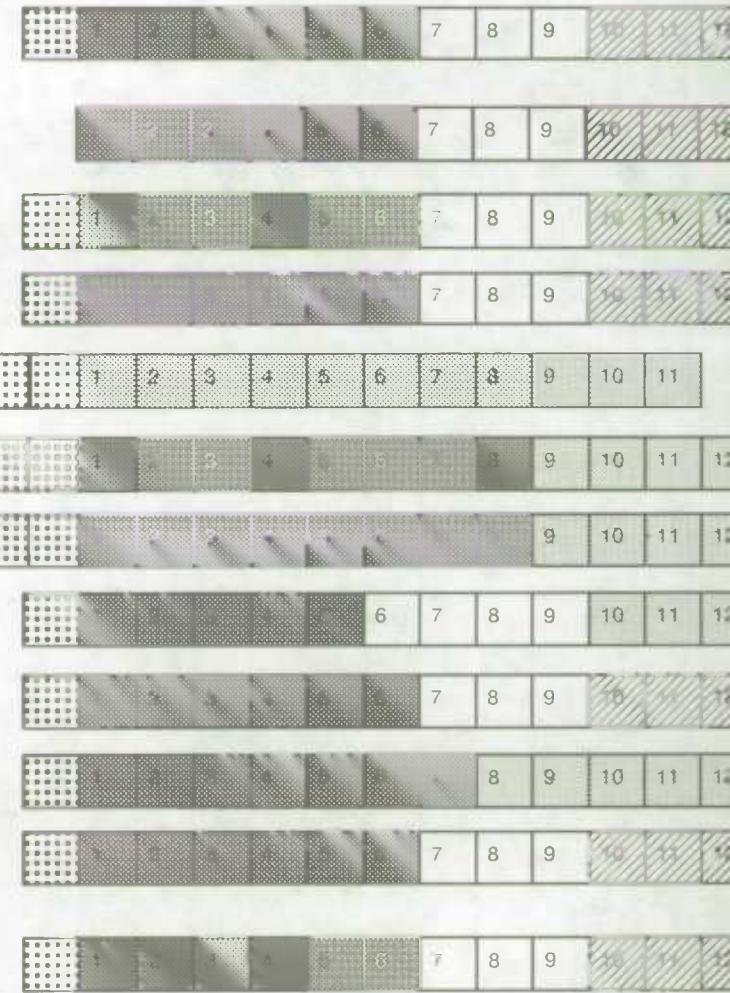
The Structure of Education in Canada

This responsibility for education in Canada rests with provincial and territorial governments. Each province and territory has developed its own system of education, and the structure can differ from jurisdiction to jurisdiction. The following chart illustrates the similarities and differences.

Newfoundland – Terre-Neuve	
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	
Quebec – Québec	
Ontario	
Manitoba	
Saskatchewan	
Alberta	
British Columbia – Colombie-Britannique	
Yukon	
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	

La structure de l'enseignement au Canada

Au Canada, la responsabilité de l'enseignement relève des gouvernements provinciaux et territoriaux. Chaque province et territoire a créé un système d'éducation qui lui est propre, et la structure peut différer d'une instance à l'autre. Le tableau suivant illustre bien les ressemblances et leurs différences.



Pre-grade 1
Préscolaire 1



Elementary/Primary
Élémentaire/Primaire



Junior high/Middle
Secondaire 1^{er} cycle/Intermédiaire



Senior high
Secondaire 2^e cycle



Secondary
Secondaire

* Includes O.A.C. = Ontario Academic Credits (primarily for students completing university entrance courses.)

* Inclut C.U.O. = Cours à unités de l'Ontario (principalement pour les élèves qui se préparent à entrer à l'université.)

Compulsory School Attendance Ages¹**Âge de fréquentation scolaire obligatoire¹**

Province	Starting Age ² Âge à l'inscription ²	Minimum Leaving Age Âge minimum requis pour quitter l'école
Newfoundland – Terre-Neuve	6 years of age as of December 31 – 6 ans au 31 décembre	16 – Student must attend to end of school year in which 16 th birthday occurs. – 16 – L'élève doit fréquenter l'école jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 16 ans.
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	7 years of age as of January 31 – 7 ans au 31 janvier	16 – Student may leave upon attaining 16 th birthday. – 16 – L'élève peut quitter l'école dès l'âge de 16 ans
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	6 years of age as of October 1 – 6 ans au 1 ^{er} octobre	16 – Student may leave upon attaining 16 th birthday. – 16 – L'élève peut quitter l'école dès l'âge de 16 ans.
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	7 years of age by December 31 – 7 ans au 31 décembre	16 – Student may leave upon attaining 16 th birthday. – 16 – L'élève peut quitter l'école dès l'âge de 16 ans.
Quebec – Québec	6 years of age before October 1 – 6 ans avant le 1 ^{er} octobre	16 – Student must attend to end of school year in which 16 th birthday occurs. – 16 – L'élève doit fréquenter l'école jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 16 ans.
Ontario	6 years of age as of the first school day in September – 6 ans avant le jour de la rentrée scolaire en septembre	16 – Student may leave upon attaining 16 th birthday. – 16 – L'élève peut quitter l'école dès l'âge de 16 ans.
Manitoba	7 years of age as of the first school day in September or within 12 weeks thereafter – 7 ans avant le jour de la rentrée scolaire en septembre ou durant les douze semaines qui suivent.	16 – Student must attend to end of term in which 16 th birthday occurs. – 16 – L'élève doit fréquenter l'école jusqu'à la fin du semestre au cours duquel il atteint l'âge de 16 ans.
Saskatchewan	7-Student must attend upon attaining 7 th birthday – 7 – L'élève doit fréquenter l'école dès qu'il atteint l'âge de 7 ans.	16 – Student may leave upon attaining 16 th birthday. – 16 – L'élève peut quitter l'école dès l'âge de 16 ans.
Alberta	6 years of age as of the first school day in September – 6 ans avant le jour de la rentrée scolaire en septembre	16 – Student may leave upon attaining 16 th birthday. – 16 – L'élève peut quitter l'école dès l'âge de 16 ans.
British Columbia – Colombie-Britannique	7 years of age by December 31 – 7 ans au 31 décembre	16 – Student may leave upon attaining 16 th birthday. – 16 – L'élève peut quitter l'école dès l'âge de 16 ans.
Yukon	7 years of age by September 1 – 7 ans au 1 ^{er} septembre	16 – Student must attend to end of school year in which 16 th birthday occurs. – 16 – L'élève doit fréquenter l'école jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 16 ans.
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	6 years of age as of the first school day in December – 6 ans avant le premier jour d'école en décembre	16 – Student must attend school who on December 31 of an academic year, is 15 years of age; in practical terms student must stay in school to age 16. – 16 – L'élève qui a 15 ans au 30 décembre doit fréquenter l'école jusqu'à la fin de l'année scolaire; à toutes fins pratiques, l'élève doit fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 16 ans.

¹ These regulations represent the general provincial and territorial policy on compulsory attendance. They do not detail a number of exceptions in certain jurisdictions. For the most part, exceptions are subject to certification by the Minister of Education.

¹ Ces règlements constituent la politique générale des provinces et territoires en matière de fréquentation scolaire obligatoire. Ils ne rendent pas compte dans le détail d'un bon nombre d'exceptions propres à certaines instances. Pour la plupart, ces exceptions doivent être approuvées par le ministre de l'Éducation.

² The starting age refers to the age at which the child is obligated to attend. The age at which the child may attend is generally one year earlier.

² L'âge du début de la scolarité désigne l'âge à partir duquel un enfant est tenu de fréquenter l'école. L'âge d'admissibilité est en général inférieur d'un an.

Table of Contents

Page

Letter from the Co-chairs of the CESC	i
The Structure of Education in Canada	ii
Compulsory School Attendance Ages	iii
Introduction	5
Student Participation and Performance	8
Non-Compulsory Schooling	8
Participation Among Non-Graduates	10
Graduation	11
Movement to Postsecondary Education	12
School Leavers	13
Literacy and Numeracy Skills	14
Demography and the School-Age Population	18
Canada's Youth	19
School Enrolment	21
Migration	22
Participation in Official-Languages Programs	25
Educators	28
Number of Educators	28
Women in School Administration	30
The Aging Workforce	32
Ratio of Enrolment to Educators	34
Finance	38
Education Costs and the Economy	39
The Cost of Educating a Student	41
How We Pay for Education	41
How the Money is Spent	44
Appendix I: Provincial Financing Systems	48
Appendix II: Definitions	62
Appendix III: Data tables to support the figures in the text	66

List of Graphs¹

Student Participation and Performance

Graph 1 : Proportion of 4- and 5-year-olds Enrolled in Publicly-Funded Schools, by Province/Territory, Canada, 1989-90	9
Graph 2 : Proportion of Population Older than Compulsory School Age Enrolled in Publicly-Funded Schools, by Province/Territory, Canada, 1989-90	9

¹ All graphs in text are supported by data tables in Appendix III.

Table des matières

Page

Lettre des coprésidents du CSCE	i
Structure de l'enseignement au Canada	ii
Âge de fréquentation scolaire obligatoire	iii
Introduction	5
Participation et performance des élèves	8
Scolarité non obligatoire	8
Participation chez les personnes non diplômées	10
Diplomation	11
Entrées dans l'enseignement postsecondaire	12
Abandons scolaires	13
Compétences de base en langue et en mathématiques	14
La démographie et la population d'âge scolaire	18
La jeunesse canadienne	19
Effectifs scolaires	21
Migration	22
Taux de participation aux programmes de langues officielles	25
Le personnel scolaire	28
Composition du personnel scolaire	28
Les femmes et l'administration scolaire	30
Le vieillissement de la main-d'oeuvre	32
Rapport entre les effectifs et le personnel scolaire	34
Les finances	38
Le coût de l'éducation et l'économie	39
Le coût de formation d'un élève	41
Comment l'éducation est financée	41
Comment l'argent est dépensé	44
Annexe I : Systèmes de financement provinciaux	48
Annexe II : Définitions	62
Annexe III : Données brutes appuyant les graphiques présentés dans le texte	66

Liste des graphiques¹

Participation et performance des élèves

Graphique 1 : Pourcentage d'élèves de 4 et 5 ans, inscrits dans les écoles financées par les fonds publics, par province/territoire, Canada, 1989-1990	9
Graphique 2 : Pourcentage de la population plus âgée que l'âge obligatoire, inscrite dans les écoles financées par les fonds publics, par province/territoire, Canada, 1989-1990	9

¹ Tous les graphiques accompagnant le texte s'appuient sur les tableaux de données de l'Annexe III.

Table of Contents – Continued

Page

List of Graphs – Continued**Student Participation and Performance – Concluded**

Graph 3: Participation Rates Among Non-Graduates, by Age and Province/Territory, Canada, 1989-90

11

Graph 4: Graduation Rates, by Province/Territory, Canada, 1988-89 and 1989-90

12

Graph 5: Transition of Secondary School Graduates Immediately to Postsecondary Education, 1989-90

13

Demography and the School-Age Population

Graph 6: Population by Age Groups, Canada, 1971 to 2000

20

Graph 7: Population by Age Groups as a Percentage of Total Population, by Province/Territory, Canada, 1989

20

Graph 8: School Enrolment by Grade, Canada, 1971-72 to 1989-90

21

Graph 9: Number of Immigrants Under 18, by Province/Territory, 1989

23

Graph 10: Proportion of Immigrants Under 18, by Language Spoken, Selected Provinces, 1989

23

Graph 11: Net Interprovincial Migration of Persons Under 18, by Province/Territory, 1980 to 1990

24

Graph 12: Interprovincial Migration of Persons Under 18, by Province/Territory, 1989-90

24

Graph 13: Minority Language Enrolment as a Percentage of Total School Enrolment, by Province/Territory, Canada, 1979-80 and 1989-90

26

Table des matières – suite

Page

Liste des graphiques – suite**Participation et performance des élèves – fin**

Graphique 3 : Taux de participation pour les non-diplômés, par âge et province/territoire, Canada, 1989-1990

11

Graphique 4 : Taux de diplomation, par province/territoire, Canada, 1988-1989 et 1989-1990

12

Graphique 5 : Transition des diplômés du secondaire directement à l'enseignement postsecondaire, 1989-1990

13

La démographie et la population d'âge scolaire

Graphique 6 : Population selon les groupes d'âge, Canada, 1971 à 2000

20

Graphique 7 : Population selon les groupes d'âge comme pourcentage de la population totale, par province/territoire, Canada, 1989

20

Graphique 8 : Effectif scolaire selon l'année d'études, Canada, 1971-1972 à 1989-1990

21

Graphique 9 : Nombre d'immigrants de moins de 18 ans, par province/territoire, 1989

23

Graphique 10 : Pourcentage d'immigrants de moins de 18 ans, selon la langue parlée, pour certaines provinces, 1989

23

Graphique 11 : Migration interprovinciale nette des personnes de moins de 18 ans, par province/territoire, 1980 à 1990

24

Graphique 12 : Migration interprovinciale des personnes de moins de 18 ans, par province/territoire, 1989-1990

24

Graphique 13 : Effectif dans la langue de la minorité comme pourcentage de l'effectif scolaire total, par province/territoire, Canada, 1979-1980 et 1989-1990

26

Table of Contents – Continued

	Page
List of Graphs – Continued	
Demography and the School-Age Population – Concluded	
Graph 14: Participation in French Immersion, by Province/Territory, Canada, 1980-81 and 1989-90	26
Educators	
Graph 15: Number of Educators in Public Schools, Canada, 1980-81 to 1989-90	29
Graph 16: Educators in Public Schools, by Gender and Province/Territory, Canada, 1989-90	29
Graph 17: Women in School Administration, Canada, 1980-81 to 1989-90	30
Graph 18: Proportion of Women in School Administration, by Province/Territory, Canada, 1989-90	31
Graph 19: Average Age of Educators in Public Schools, by Province/Territory, Canada, 1972-73, 1979-80 and 1989-90	33
Graph 20: Age Profile of Educators in Public Schools, Canada, 1972-73, 1979-80 and 1989-90	33
Graph 21: Ratio of Enrolment to Educators in Public Schools, Canada, 1980-81 to 1989-90	34
Graph 22: Ratio of Enrolment to Educators in Public Schools, by Province/Territory, Canada, 1980-81 and 1989-90	35
Finance	
Graph 23: Expenditures on Education as a Percentage of Total Provincial/Local Expenditures, by Province/Territory, 1985-86 and 1989-90	39
Graph 24: Expenditures on Education per Capita, by Province/Territory, Canada, 1985-86 and 1989-90	40

Table des matières – suite

	Page
Liste des graphiques – suite	
La démographie et la population d'âge scolaire – fin	
Graphique 14 : Participation aux programmes d'immersion en français, par province/territoire, Canada, 1980-1981 et 1989-1990	26
Le personnel scolaire	
Graphique 15 : Effectif du personnel scolaire dans les écoles publiques, Canada, 1980-1981 à 1989-1990	29
Graphique 16 : Personnel scolaire dans les écoles publiques, selon le sexe, par province/territoire, Canada, 1989-1990	29
Graphique 17 : Les femmes dans l'administration scolaire, Canada, 1980-1981 à 1989-1990	30
Graphique 18 : Pourcentage de femmes dans l'administration scolaire, par province/territoire, Canada, 1989-1990	31
Graphique 19 : Âge moyen du personnel scolaire dans les écoles publiques, par province/territoire, Canada, 1972-1973, 1979-1980 et 1989-1990	33
Graphique 20 : Profil d'âge du personnel scolaire dans les écoles publiques, Canada, 1972-1973, 1979-1980 et 1989-1990	33
Graphique 21 : Rapport des effectifs scolaires au personnel scolaire dans les écoles publiques, Canada, 1980-1981 à 1989-1990	34
Graphique 22 : Rapport des effectifs scolaires au personnel scolaire dans les écoles publiques, par province/territoire, Canada, 1980-1981 et 1989-1990	35
Les finances	
Graphique 23 : Dépenses d'éducation en pourcentage des dépenses totales des administrations provinciales et municipales, par province/territoire, Canada, 1985-1986 et 1989-1990	39
Graphique 24 : Dépenses en éducation par habitant, par province/territoire, Canada, 1985-1986 et 1989-1990	40

Table of Contents – Concluded

	Page
List of Graphs – Concluded	
Finance – Concluded	
Graph 25: Public School Expenditures per Student as a Percentage of GDP per Capita, by Province/Territory, Canada, 1985-86 and 1989-90	40
Graph 26: Public School Expenditures per Student, by Province/Territory, Canada, 1985-86 and 1989-90	42
Graph 27: Increase of Public School Expenditures per Student, Compared to Education Price Index (EPI), Province, Canada, 1985-86 and 1989-90	42
Graph 28: Sources of School Board Revenue, by Province/Territory, Canada, 1989-90	43
Graph 29: Distribution of Public School Expenditures, Canada, 1985-86 and 1989-90	45
Graph 30: Average Educators' Salaries, by Province/Territory, Canada, 1989-90	45

Note:

All data cited in this document have been provided by the provinces and territories, except for the data on school leavers and literacy and numeracy skills. However, certain adjustments to provincial data may have been made by Statistics Canada in order to ensure consistency of the information presented. Consequently, some figures cited in this publication may vary from those released by individual jurisdictions.

Table des matières – fin

	Page
Liste des graphiques – fin	
Les finances – fin	
Graphique 25 : Dépenses des écoles publiques par élève en pourcentage du PIB par habitant, par province/territoire, Canada, 1985-1986 et 1989-1990	40
Graphique 26 : Dépenses des écoles publiques par élève, par province/territoire, Canada, 1985-1986 et 1989-1990	42
Graphique 27 : Pourcentage d'augmentation des dépenses des écoles publiques par élève, comparé à l'indice des prix à l'enseignement (IPE), par province, Canada, 1985-1986 et 1989-1990,	42
Graphique 28 : Sources de revenus des commissions et conseils scolaires, par province/territoire, Canada, 1989-1990	43
Graphique 29 : Répartition des dépenses des écoles publiques, Canada, 1985-1986 et 1989-1990	45
Graphique 30 : Coût salarial moyen du personnel scolaire par province/territoire, Canada, 1985-1986 et 1989-1990	45

Note:

Toutes les données présentées dans les pages qui suivent ont été fournies par les provinces et les territoires, exception faite de celles qui concernent les abandon scolaires et les compétences de base en langue et en mathématiques. Il se peut toutefois que Statistique Canada ait effectué quelques rajustements aux données provinciales pour garantir l'uniformité des renseignements présentés. Certains chiffres figurant dans la présente publication peuvent donc différer de ceux qui ont été publiés par telle ou telle instance.

Introduction

Throughout the world, major social, economic, technological, cultural, and demographic changes are occurring. Industry must be able to compete in the international marketplace. It is expected that individuals will change careers several times during their lives. Environmental issues will play a more prominent role in how we manage our economy. All of these factors, whether global, national, or personal, have implications for the kinds of attitudes, skills, and knowledge that students will need in the future.

Across Canada, education issues are increasingly a focus of attention, especially as the nation becomes more and more concerned with its global competitiveness. The education systems are under closer scrutiny than before, and the public is asking many questions, such as:

- Who are the students in the schools?
- How many students graduate from high school and go on to attend postsecondary institutions?
- Are there enough teachers to meet present and future needs?
- How much is being spent on education?

In 1989-90, over five million students, almost 20% of Canada's population, were enrolled in school. This emphasizes the importance of education and the investment Canadians are making in their children and the future of the nation. Although Canada's population aged 5 to 16 is now less than in the 1970s, resulting in lower enrolments, students are starting school earlier and are staying in school longer. High school participation and graduation rates are higher than ever, and the likelihood of students continuing to some form of postsecondary education is increasing.

The number of immigrants to Canada is increasing, especially persons who speak neither English nor French. The number and varied characteristics of these immigrants present new challenges to which schools must respond through special needs classes and second language programs.

Demands on educators are steadily increasing as a result of this and other factors. At the same time, although the number of educators is increasing, they are aging. Within 15 years, nearly half of the educators in the profession will be eligible for retirement. Also, since employment opportunities are limited, fewer young people are entering the profession. This may change the composition of the teaching force, as could the fact that an increasing number of women are occupying administrative positions. Overall, the pupil-educator ratio continues to decrease.

Introduction

Des changements sociaux, économiques, technologiques, culturels et démographiques profonds sont en train de se produire dans le monde entier. Le secteur industriel doit être concurrentiel sur les marchés internationaux. Il devient normal de changer plusieurs fois de carrière au cours de son existence. Les questions écologiques vont jouer un rôle plus important dans la façon dont nous gérons notre économie. Tous ces facteurs, que leur dimension soit mondiale, nationale ou personnelle, ont une influence sur le genre d'attitudes, d'aptitudes et de connaissances dont les élèves auront besoin dans l'avenir.

Le Canada dans son entier porte une attention croissante aux problèmes d'éducation, particulièrement à mesure qu'il se préoccupe de plus en plus de sa compétitivité à l'échelle mondiale. Le système d'éducation est examiné avec plus de soin que jamais, le grand public posant à son sujet toutes sortes de questions :

- Qui sont les élèves qui fréquentent l'école?
- Combien d'élèves entreprennent des études post-secondaires à la fin de leurs études secondaires?
- Y a-t-il un réservoir suffisant de personnel enseignant pour répondre aux besoins présents et futurs?
- Combien d'argent consacre-t-on à l'éducation?

En 1989-1990, plus de cinq millions d'élèves allaient à l'école, soit près de 20 % de la population canadienne. Un tel chiffre atteste de l'importance de l'éducation et du montant d'argent que les Canadiens et les Canadiennes investissent pour la jeunesse et pour la prospérité future de la nation. Bien qu'il y ait moins d'enfants de 5 à 16 ans au Canada aujourd'hui que dans les années 70, ces enfants commencent l'école plus tôt et y restent plus longtemps. Les taux de participation et de diplomation sont plus élevés que jamais au secondaire et la probabilité augmente que les élèves entreprendront des études postsecondaires, sous une forme ou une autre.

Le Canada reçoit de plus en plus d'immigrantes et d'immigrants, en particulier des gens qui ne parlent ni anglais ni français. Le nombre et la diversité de ces immigrantes et immigrants présentent de nouveaux défis auxquels les écoles doivent faire face au moyen de classes spéciales et de programmes de langue seconde.

La charge de travail du personnel scolaire s'alourdit davantage, à cause de ce facteur, entre autres. Parallèlement, bien que ses effectifs augmentent, le personnel scolaire est en train de vieillir. D'ici quinze ans, près de la moitié des enseignantes et enseignants présentement en service pourraient être à la retraite. Par ailleurs, puisque les débouchés sur le marché du travail restent limités, de moins en moins de jeunes choisissent de faire carrière dans ce secteur. Tout cela pourrait changer la composition de la main-d'œuvre enseignante, tout comme le fait qu'un nombre croissant de femmes occupent des postes administratifs. Globalement, le rapport élèves-personnel scolaire continue à diminuer.

Monies spent on education are an investment in our children. Education, in return, should provide our youth with the ability to be productive members of our society. In general, average expenditures per student have increased at a faster rate than inflation. Instructional costs, including educators' salaries, represent a major portion of expenditures on education.

This document is part of the Canadian Education Statistics Council's goal of describing education in Canada. It includes data on students (their participation and demographic characteristics), educators, and school financing. Also, in keeping with the emphasis on outcomes, two sections have been added to this second edition: school leavers and literacy and numeracy skills. In a departure from the rest of the document, the data for these sections have come from sources other than provincial data bases. Overall, however, this document reflects the extensive work being done in each province and territory in response to questions such as the ones posed above.

L'argent consacré à l'éducation est un investissement que nous faisons dans nos enfants. L'éducation, en échange, devrait donner à nos jeunes la capacité d'être des membres productifs de notre société. En général, la moyenne des dépenses par élève a augmenté plus rapidement que l'inflation. Les frais d'enseignement, y compris les salaires du personnel scolaire, constituent une proportion importante des dépenses au titre de l'éducation.

Le présent document s'inscrit dans le cadre des travaux entrepris par le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation pour décrire l'éducation au Canada. Il comprend des données sur les élèves (leur participation et leurs caractéristiques démographiques), sur le personnel scolaire et sur le financement des écoles. Par ailleurs, l'accent étant mis cette fois-ci, comme nous l'avons indiqué, sur les résultats de l'enseignement, nous avons ajouté deux nouvelles sections, l'une sur les abandons scolaires et l'autre sur les compétences de base en langue et en mathématiques. Contrairement au reste du document, les données sur lesquelles ces deux sections s'appuient ne viennent pas des provinces. Dans l'ensemble, toutefois, les renseignements présentés dans ces pages sont le reflet du travail considérable qui a été effectué dans chaque province et territoire pour répondre à des questions comparables à celles que nous avons posées plus haut.

Student Participation and Performance

Participation et performance des élèves

Student Participation and Performance

In our competitive society, most jobs require at least secondary school completion. Students must be prepared for the challenges that they will face. In order to succeed in the international marketplace, nations need well-trained, flexible, and knowledgeable people. Preparing students for the demands of the future is one of the roles of schools, albeit in cooperation with families and other community agencies.

The data in this section reveal that:

- an increasing number of students below and above the compulsory school age are attending school;
- there is an increase in secondary school graduation rates across the nation, with a greater number of graduates continuing directly into postsecondary studies; and
- approximately 71% of 16- to 24-year-olds have reading (literacy) skills and 56% of them have the mathematical (numeracy) skills sufficient to deal with most everyday requirements.

Non-Compulsory Schooling

Except in the public schools of Prince Edward Island, kindergarten is now an integral part of elementary public education². Further, because of increasing demand, school boards in some provinces are creating programs for 4-year-olds.

Since 1970-71³, enrolment of students below compulsory school age has increased by nearly 70%, despite an overall decrease in the 4- and 5-year-old population (see Graph 1). For example, because of the introduction of kindergarten, Alberta had a 250% increase in its 5 and under enrolment over these two decades, while British Columbia and Ontario had increases of 45% and 38% respectively. This increase in enrolment, however, may simply be due to the fact that provinces have started to enrol 4- and 5-year-olds or that programs not previously offered are now being introduced.

² In most provinces, students enrolling in school for the first time may be either 4 or 5 years old at the time of enrolment, but must be either 5 or 6 years old by December 31 of that year. In Nova Scotia, the cut-off date is October 1 of a given year, while in Prince Edward Island, it is January 31. In Ontario, children need to be 4 or 5 years old at some time during a given year to enter either junior or senior kindergarten in September. In New Brunswick, the kindergarten program became fully operational in 1991-92. Although children in Yukon are not compelled to attend kindergarten, those that do must be 4 years and 8 months of age by September 1.

³ Source: *Elementary-Secondary School Enrolment, Statistics Canada, catalogue no. 81-210, 1988-89.*

Participation et performance des élèves

Dans notre société de libre concurrence, la plupart des emplois nécessitent au moins qu'on ait terminé les études secondaires. Il faut préparer nos élèves aux défis auxquels ils et elles auront à faire face. Pour réussir sur les marchés internationaux, les nations doivent disposer d'une main-d'œuvre instruite, flexible et compétente. Préparer les jeunes aux exigences de l'avenir est une des tâches que les écoles -- avec la collaboration des familles et de divers services communautaires, certes -- ont à remplir.

Les données présentées dans cette section révèlent :

- qu'un nombre croissant d'élèves fréquentent l'école avant et après l'âge de la scolarité obligatoire;
- que les taux d'obtention du diplôme d'études secondaires augmentent dans tout le pays et que ces diplômées et diplômés sont de plus en plus nombreux à commencer directement des études postsecondaires; et
- qu'environ 71 % des 16 à 24 ans savent lire (acquis de langue) et 56 % savent compter (acquis de mathématiques) suffisamment bien pour faire face à la plupart des situations de la vie quotidienne.

Scolarité non obligatoire

Sauf dans les écoles publiques de l'Île-du-Prince-Édouard, la maternelle fait désormais partie intégrante de l'enseignement public primaire². En outre, en raison de demandes croissantes, les conseils et commissions scolaires de certaines provinces établissent des programmes pour les enfants de 4 ans.

Depuis 1970-1971³, l'effectif des élèves ayant moins que l'âge de la scolarité obligatoire a augmenté de presque 70%, en dépit d'une baisse globale de la population des 4-5 ans (graphique 1). En Alberta, par exemple, à cause de l'introduction du programme de maternelle, l'effectif des 5 ans et moins a augmenté de 250 % au cours des vingt dernières années, contre 45 % et 38 % en Colombie-Britannique et en Ontario respectivement. Toutefois, ces augmentations sont peut-être simplement dues au fait que certaines provinces ont commencé à accepter les enfants de 4 ans et de 5 ans, ou que des programmes qui n'existaient pas sont offerts aujourd'hui.

² Dans la plupart des provinces, les élèves ont 4 ou 5 ans au moment de leur première inscription à l'école, mais ils doivent avoir 5 ou 6 ans avant le 31 décembre de la même année. En Nouvelle-Écosse, la date limite est le 1^{er} octobre de l'année considérée et à l'Île-du-Prince-Édouard, c'est le 31 janvier. En Ontario, les enfants doivent avoir 4 ou 5 ans au cours de l'année considérée pour pouvoir entrer en septembre à la maternelle ou au jardin d'enfants. Le programme de maternelle du Nouveau-Brunswick est entré pleinement en vigueur en 1991-1992. Quoique la maternelle ne soit pas obligatoire au Yukon, les jeunes qui veulent s'y inscrire doivent avoir 4 ans et 8 mois au 1^{er} septembre.

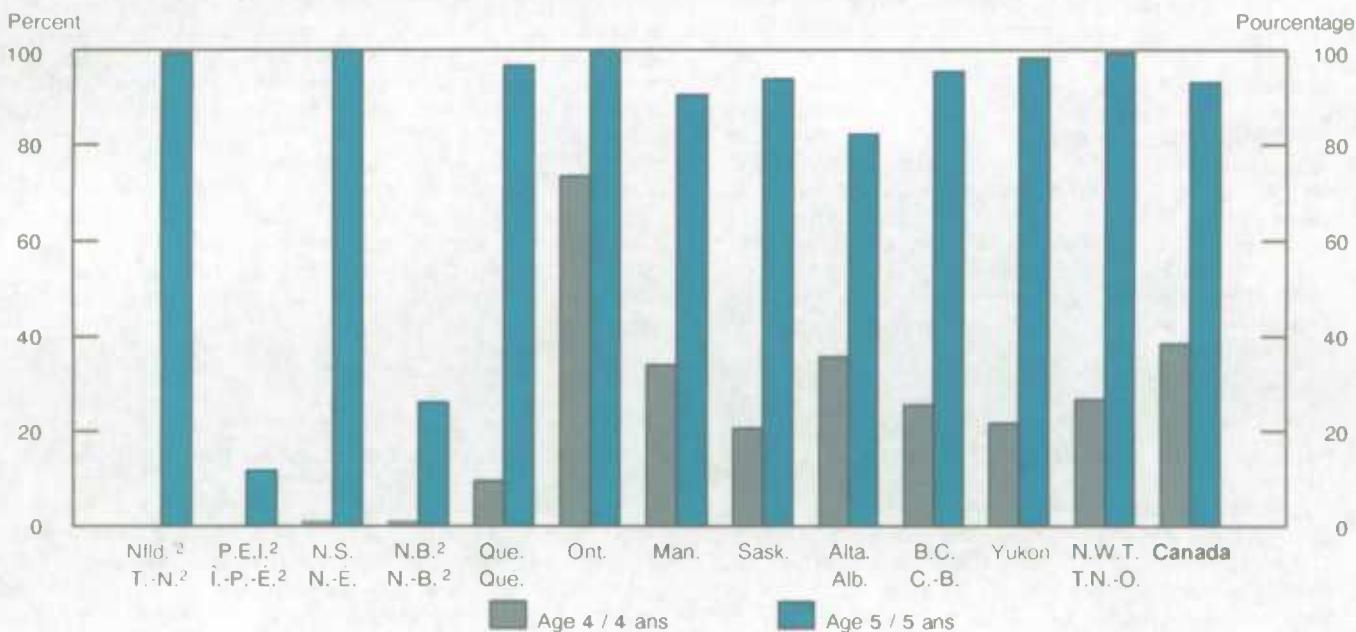
³ Source: Effectifs des écoles primaires et secondaires. Statistique Canada, catalogue no. 81-210, 1988-1989.

Graph 1

**Proportion of 4- and 5-Year Olds
Enrolled in Publicly Funded Schools, by
Province/Territory, Canada, 1989-901**

Graphique 1

**Pourcentage d'élèves de 4 et 5 ans, inscrits
dans les écoles financées par les fonds publics,
par province/territoire, Canada, 1989-19901**



¹ Children may be 4 or 5 entering school in September, but must be 5 or 6 by October or December, except in Ontario, where they must be 4 or 5 at some time during the year.

² Regular programs for 4-year olds were not available in 1989-90 in Newfoundland, Prince Edward Island and New Brunswick.

¹ Les élèves peuvent avoir 4 ou 5 ans en septembre de l'année scolaire, mais ils doivent avoir 5 ou 6 ans en octobre ou décembre, excepté en Ontario où ils doivent avoir 4 ou 5 ans pendant l'année scolaire.

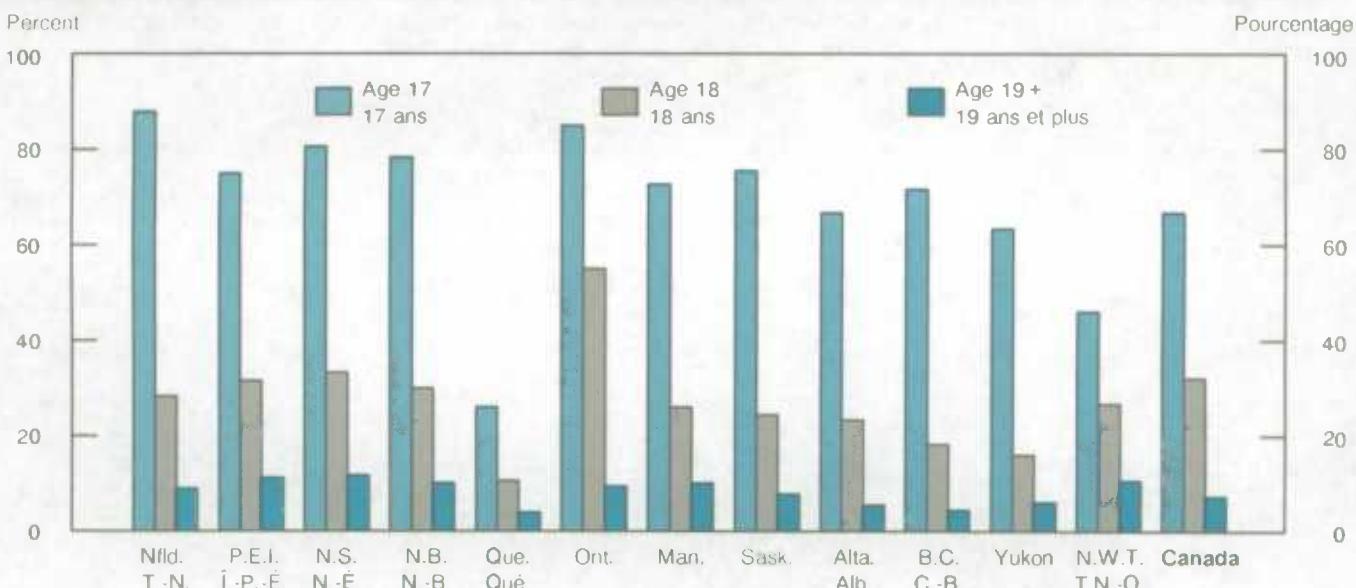
² Aucun programme régulier pour les élèves de 4 ans n'existe en 1989-1990 à Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick.

Graph 2

**Proportion of Population Older than
Compulsory School Age Enrolled in Publicly-
Funded Schools, by Province/Territory,
Canada, 1989-90**

Graphique 2

**Pourcentage de la population plus âgée que l'âge
obligatoire, inscrite dans les écoles financées par
les fonds publics, par province/territoire, Canada,
1989-1990**



At the same time, nearly 94% of Canada's 16-year-olds attend school. However, since school attendance is not compulsory after age 16, as seen in Graph 2, a lower percentage of 17- and 18-year-olds attend school.

The numbers shown in Graphs 1 and 2 reflect the holding power of schools and education systems in general. For example, in Quebec, the shorter period of secondary schooling (to grade 11) allows more students to graduate at age 16 or 17. Ontario's 17- and 18-year-olds are more likely to be enrolled than other Canadians of the same age because, although the period of elementary-secondary schooling is to grade 12, a number of these students choose to remain in the secondary system to obtain prerequisite courses that will enable them to enter university. In the 1989-90 school year, approximately 88% of Ontario's 17-year-olds and 57% of 18-year-olds were in secondary school.

Participation Among Non-Graduates

The participation rate is the ratio, for a given year, of secondary school enrolment of a specific age group to the population of the same age group that has not already graduated from school. This rate is based on enrolment as of September 30 for a given year.

As shown in Graph 3, given the compulsory school age, almost all 15-year-olds eligible to attend school were enrolled on September 30, 1990⁴. Rates declined to 94% for 16-year-olds who had not graduated, 80% for 17-year-old non-graduates and 45% for 18-year-olds who had not graduated. Approximately one in six eligible 19-year-olds were enrolled as of September 30.

Among provinces and territories, participation rates vary somewhat for 16-year-olds, but the variance becomes more noticeable with 17-year-olds. For 18-year-olds who have not graduated from high school, participation rates vary considerably, from 79% in Saskatchewan to 29% in the Northwest Territories. Among eligible 19-year-olds, participation rates vary from 12% in British Columbia and Quebec to 31% in Saskatchewan and New Brunswick.

⁴ The analysis is based on data for all provinces and territories except Ontario and Yukon, for which data are available but not comparable. In Ontario, the introduction of new graduation requirements in 1984 has made comparisons inappropriate.

Parallèlement, près de 94 % des Canadiens et Canadiennes de 16 ans fréquentent l'école. La scolarité cessant d'être obligatoire à 16 ans, comme le montre le graphique 2, les taux de participation baissent pour les élèves de 17 et 18 ans.

Les chiffres des graphiques 1 et 2 sont révélateurs de l'attraction des écoles et des systèmes scolaires en général. Au Québec, par exemple, où la scolarité est plus courte (11^e année), plus d'élèves obtiennent leur diplôme à 16 ou 17 ans. Les élèves de 17 et 18 ans ont plus de chances d'être encore à l'école en Ontario que dans le reste du pays parce que, même si la scolarité élémentaire-secondaire ne va que jusqu'à la 12^e année, un certain nombre de ces élèves choisissent de rester au secondaire pour faire les cours préalables qui leur permettront d'entrer à l'université. En 1989-1990, environ 88 % des élèves de 17 ans et 57 % des élèves de 18 ans de l'Ontario étaient encore à l'école secondaire.

Participation chez les personnes non diplômées

Le taux de participation est le rapport, pour un groupe d'âge spécifique, entre l'effectif scolaire au secondaire et la population n'ayant pas encore obtenu le diplôme de fin d'études. Ce taux est basé sur l'effectif des écoles le 30 septembre de l'année considérée.

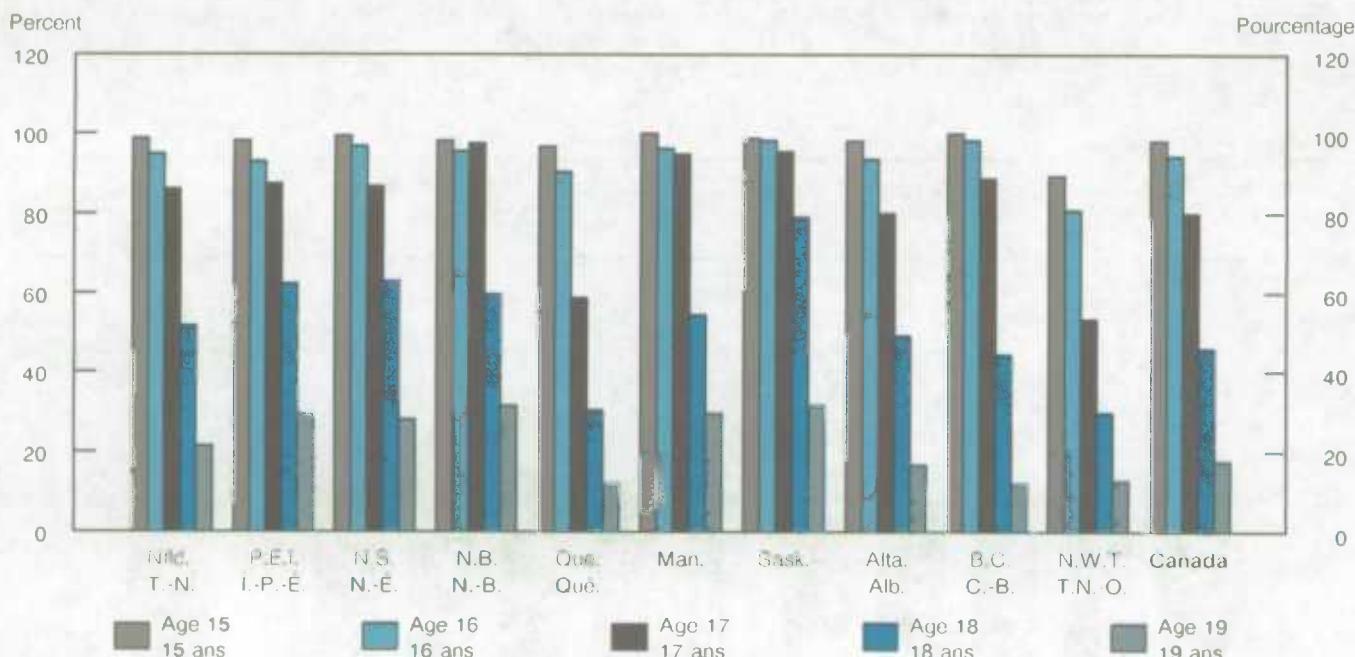
Compte tenu de l'âge de la scolarité obligatoire, pratiquement tous les jeunes de 15 ans admissibles étaient inscrits à l'école le 30 septembre 1990, comme le montre le graphique 3⁴. Le taux de participation tombe à 94 % chez les 16 ans, à 80 % chez les 17 ans et à 45 % chez les 18 ans. Chez les 19 ans, une personne sur six environ était inscrite au 30 septembre.

Chez les jeunes de 16 ans, le taux varie légèrement selon la province ou le territoire, mais l'écart devient plus marqué à 17 ans. Chez les 18 ans qui n'ont pas leur diplôme, les taux varient considérablement, de 79 % en Saskatchewan à 29 % dans les Territoires du Nord-Ouest. Pour la population admissible des 19 ans, le taux va de 12 % en Colombie-Britannique et au Québec à 31 % en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick.

⁴ L'analyse repose sur des données de toutes les provinces et territoires, exception faite de l'Ontario et du Yukon, pour lesquels des données sont disponibles, mais ne permettent pas les comparaisons. En Ontario, c'est la mise en place de nouveaux critères d'obtention du diplôme en 1984, qui interdit les comparaisons.

Graph 3

**Participation Rates Among Non-Graduates,
by Age and Province/Territory, Canada,
1989-90¹**



¹ Excludes Ontario and Yukon, for which data are available but not comparable.

Graduation

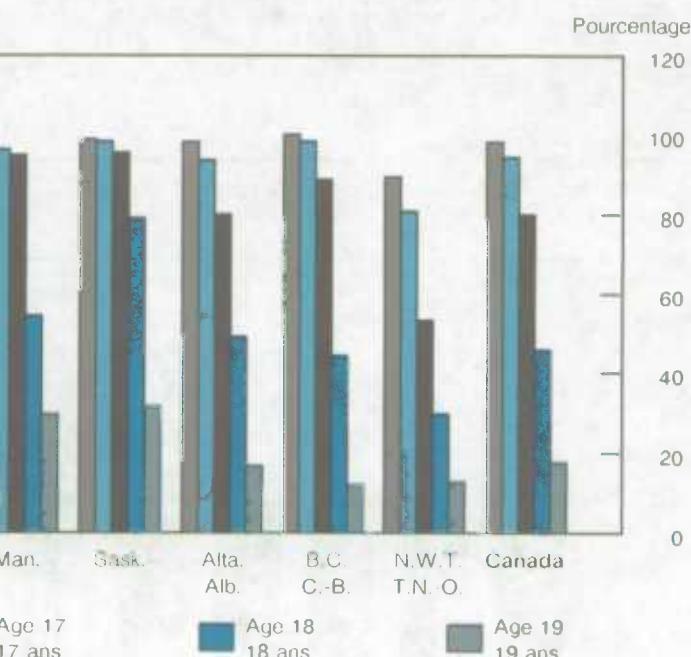
The graduation rate compares the number of graduates for a given age group to the total population for that same age group. The graduation rate presented here is the sum of age-specific ratios ([number of graduates aged 15 divided by the population aged 15] + [number of graduates aged 16 divided by the population aged 16] ... + [number of graduates aged 19 divided by the population aged 19]). The ratios are calculated using data from June 1990. Only the first diploma issued is counted. Since graduation requirements vary considerably from province to province, comparisons of provincial rates should be made with caution.

Graph 4 shows that the graduation rate associated with 15- to 19-year-olds rose slightly from 67% to 69% between 1988-89 and 1989-90⁵. In 1989-90, graduation rates ranged from 21% in the Northwest Territories to 83% in New Brunswick. It should be noted that these rates are based on data for youth only. However, a growing portion of the adult population also completes graduation requirements, so that if adult graduates were included in the calculation, the graduation rates would be higher for all regions.

⁵ The analysis is based on data from all provinces and territories except Yukon, for which data are not currently available.

Graphique 3

Taux de participation pour les non-diplômés, par âge et province/territoire, Canada, 1989-1990¹



¹ Exclut l'Ontario et le Yukon, pour lesquels les données sont disponibles mais non comparables.

Diplomation

Le taux de diplomation indique, à l'intérieur d'un groupe d'âge spécifique, la proportion de gens ayant obtenu un diplôme de fin d'études secondaires. Les taux de diplomation présentés ici sont la somme des taux de diplomation obtenus pour chaque groupe d'âge ([nombre des diplômées et diplômés de 15 ans divisé par la population des 15 ans] + [nombre des diplômées et diplômés de 16 ans divisé par la population des 16 ans] ... + [nombre des diplômées et diplômés de 19 ans divisé par la population des 19 ans]). Les calculs sont effectués à partir des données de juin 1990. Seul le premier diplôme obtenu est compté. Puisque les conditions de diplomation varient considérablement d'une province à l'autre, il convient d'exercer une certaine prudence lorsque l'on tente de comparer les taux de diplomation provinciaux.

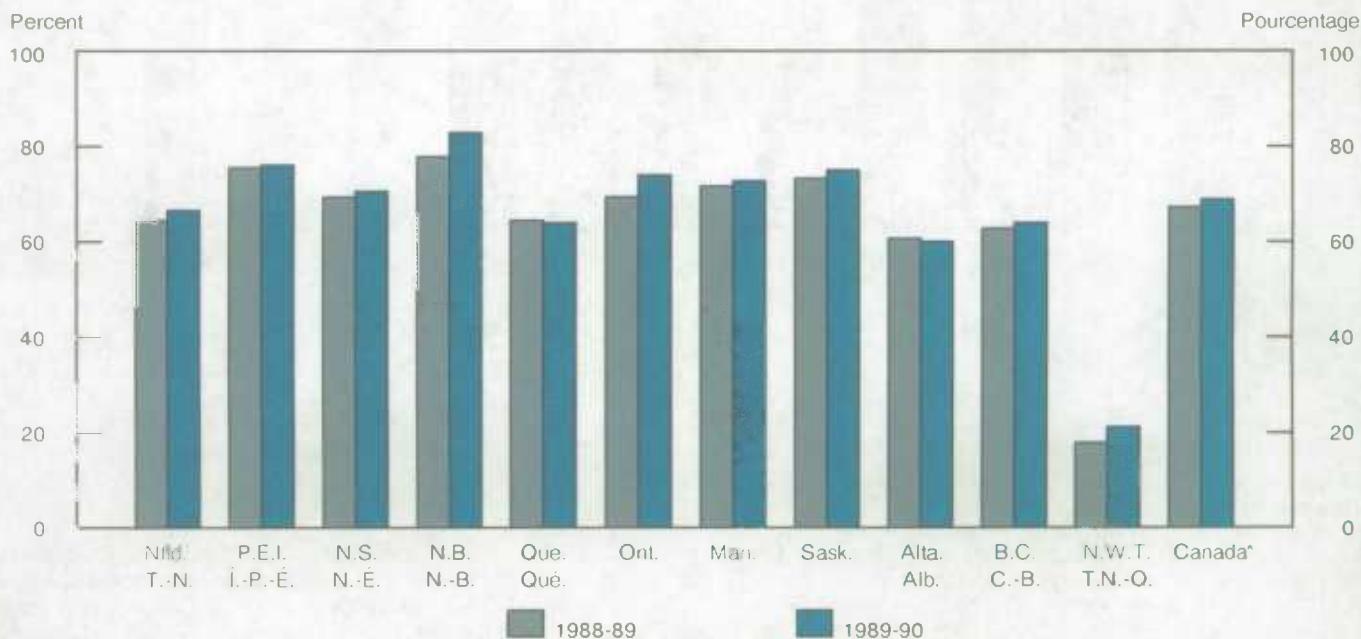
Le graphique 4 montre que les taux de diplomation pour le groupe d'âge de 15 à 19 ans ont augmenté légèrement entre 1988-1989 et 1989-1990, passant de 67 à 69 %. En 1989-1990, les taux de diplomation ont varié entre 21 % dans les Territoires du Nord-Ouest et 83 % au Nouveau-Brunswick. Il convient de souligner que ces données ne tiennent compte que des jeunes. Or, un pourcentage croissant de la population adulte répond aux critères de diplomation, et les taux seraient plus élevés dans toutes les régions si les effectifs inscrits à l'éducation des adultes étaient inclus.

⁵ L'analyse repose sur des données provenant de toutes les provinces et territoires, à l'exception du Yukon, pour lequel on ne dispose pas de données à l'heure actuelle.

In addition, interprovincial migration and labour force participation can have an effect on this indicator. In Alberta, for example, a number of 16- to 19-year-old non-graduates migrate to this province from elsewhere in Canada, many of whom do not enter the school system but rather, enter the workforce; this could have the effect of lowering the graduation rate for that province. Other provinces may be losing a number of 16- to 19-year-olds as a result of migration to other provinces, thus raising their graduation rate.

Graph 4

Graduation Rates, Province/Territory, Canada¹, 1988-89 and 1989-90



¹ Excludes Yukon, for which data are available but not comparable. Calculated for 15-19 year olds only.

La migration interprovinciale et les taux d'activité pourraient également avoir un effet sur cet indicateur. L'Alberta accueille par exemple un certain nombre de non-diplômés et non-diplômées de 16 à 19 ans d'autres régions du Canada qui viennent pour travailler et non pour aller à l'école. Ceci pourrait avoir pour effet de réduire le taux de diplomation dans cette province. Inversement, d'autres provinces perdent peut-être des jeunes de 16 à 19 ans à cause de la migration interprovinciale, ce qui pourrait relever leur taux de diplomation.

Graphique 4

Taux de diplomation, par province/territoire, Canada¹, 1988-1989 et 1989-1990

Movement to Postsecondary Education

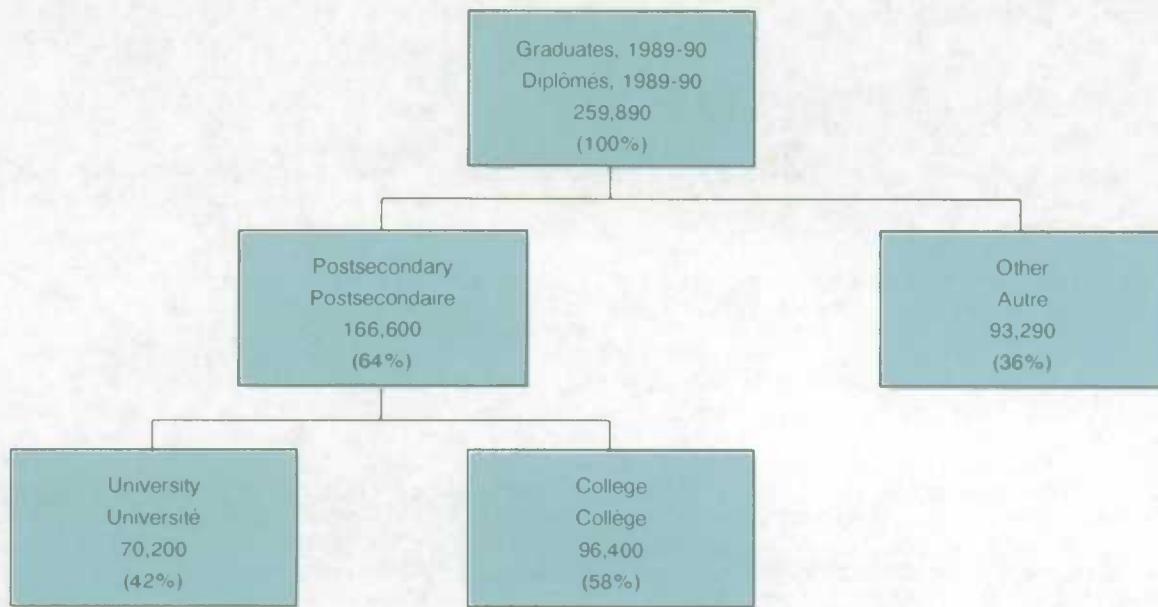
Over the past twenty years, the number of secondary school graduates has increased by 14.3%, from 227,339 in 1970-71 to 259,890 in 1988-89. Over the same period of time, the number of these persons entering postsecondary institutions immediately after graduation increased by 41.4%, from 117,800 in 1971-72 to 166,600 in 1989-90. As can be seen in Graph 5, of the 259,890 secondary school graduates in June 1989, 64% went directly to a postsecondary institution (27% to a university and 37% to a college or vocational/technical school), with the remaining 36% choosing other activities.

Entrées dans l'enseignement postsecondaire

Ces vingt dernières années, le nombre de diplômés et diplômées du secondaire a augmenté de 14,3 %, passant de 227 339 en 1970-1971 à 259 890 en 1988-1989. Au cours de la même période, le nombre de ces personnes s'inscrivant dans un établissement d'enseignement postsecondaire immédiatement après avoir obtenu leur diplôme a augmenté de 41,4 %, passant de 117 800 en 1971-1972 à 166 600 en 1989-1990. Le graphique 5 démontre que, des 259 890 personnes diplômées du secondaire en juin 1989, 64 % sont allées directement dans un établissement d'enseignement postsecondaire (27 % dans une université et 37 % dans un collège ou une école de formation technique et professionnelle), les 36 % restants choisissant d'autres activités.

Graph 5

**Transition of Secondary School Graduates
Immediately to Postsecondary Education,
1989-90**



Graphique 5

**Transition des diplômés du secondaire directement
à l'enseignement postsecondaire, 1989-1990**

School Leavers

In 1991, Statistics Canada surveyed 9,460 youths from 18 to 20 years of age⁶. The survey explored the environmental, social, personal, and economic factors that may have contributed to leaving school before obtaining a secondary school graduation diploma; increasingly, this diploma is seen as the minimum requirement for entering and remaining in the job market in future years. Also, since 1987, Newfoundland has been conducting a study (it will continue to 1995) that tries to understand why some students make a successful transition to work while others do not. Quebec conducted a longitudinal study, the results of which are based on the observed behaviours of the total school population over the last ten years⁷. And, several other provinces are also studying the phenomenon of school leavers.

Some of the key findings from these various sources are:

- approximately one quarter of youths leave school before obtaining a secondary school graduation diploma;
- approximately 10% more boys leave school before graduating than girls;
- youths in rural areas are more likely to leave school early than those in urban areas;

⁶ Source: School Leavers Survey, Statistics Canada, 1991.

⁷ Les Abandons au secondaire : profil socio-démographique. Ministère de l'Éducation du Québec : Direction des études économiques et démographiques, February 1991.

Abandons scolaires

En 1991, Statistique Canada a procédé à un sondage⁶ auprès de 9 460 personnes âgées de 18 à 20 ans pour connaître les facteurs socio-économiques et personnels qui font que les jeunes quittent les études avant d'obtenir le diplôme d'études secondaires; ce diplôme est de plus en plus considéré comme étant la base indispensable pour pouvoir entrer et rester sur le marché du travail des années à venir. D'ailleurs, Terre-Neuve a débuté en 1987 une enquête (qui se terminera en 1995) qui cherche à déterminer pourquoi certaines personnes font avec succès la transition entre l'école et le marché du travail, alors que d'autres y échouent. Le Québec a mené une étude socio-démographique⁷ basée sur les faits observés parmi la totalité des effectifs scolaires de la province au cours des dix dernières années. Et plusieurs autres provinces s'intéressent de près au phénomène de l'abandon scolaire.

Parmi les faits saillants tirés de ces diverses études, on observe que:

- environ le quart des jeunes quittent les études avant d'obtenir leur diplôme d'études secondaires;
- le taux d'abandon est environ 10 % plus élevé chez les garçons que chez les filles;
- les zones rurales sont plus touchées par l'abandon scolaire que les zones urbaines;

⁶ Source : Enquête auprès des sortants. Statistique Canada, 1991.

⁷ Les abandons scolaires au secondaire : profil socio-démographique. Ministère de l'Éducation du Québec : Direction des études économiques et démographiques, février 1991.

- students who are older than the normal secondary school entrance age are more likely to leave school before completion, meaning therefore that students who experience failure at the elementary level will possibly never complete their studies (according to Statistics Canada, more than 35% of the 18-20-year-old non-completers had failed a grade in elementary school, compared to 8% of graduates);
- students enrolled in private schools are more likely to graduate.

In leaving aside the strictly statistical information and trying to understand why students choose to leave school, the following can be observed:

- in certain social, economic, cultural, ethnic or linguistic groups, education is not as widely encouraged;
- at the student level, among family, friends, and even school itself, one might find certain incentives for leaving school;
- on a personal level, other factors may come into play: lower intellectual capacity; traumatic events to be faced without adequate psychological counselling; behaviours ill-suited to school life (e.g. attitude toward authority, belief that school does not adequately prepare one for the life one wishes to lead); alcohol and/or drug abuse;
- the decision to leave school is often not planned in the sense that students gradually withdraw from school and even return temporarily after having left for a time (Statistics Canada reports a 49% return rate), before leaving for good;
- working after school seems to be an important factor but not a direct cause of school leaving (for some students, the job market can be attractive while school can be perceived as being rather boring).

Literacy and Numeracy Skills

In October 1989, Statistics Canada surveyed adult functional literacy and numeracy skills, in order to develop a detailed profile of Canadians from 16 to 69 years of age. At present, this study represents the only available source of data on literacy and numeracy skills. However, the age range reported on in this section (16- to 24-year-olds) differs from the 5- to 19-year-old range used in the rest of the document. Despite the difference, the results of this study are of interest here because those young people have recently been through the education systems. For this

- les élèves qui sont plus âgés que la normale au moment de leur entrée au secondaire ont plus de chances d'abandonner, ce qui revient à dire que les élèves qui prennent du retard, même au niveau primaire, risquent de ne jamais terminer leurs études (selon Statistique Canada, plus de 35 % des non-finissants de 18 à 20 ans ont redoublé une classe au primaire, contre 8 % seulement des finissants);
- les élèves des écoles privées ont moins de chance de décrocher.

Et si on veut dépasser la dimension strictement statistique et comprendre ce qui pousse chacun des décrocheurs à abandonner ses études, on observe que :

- dans certains groupes sociaux, économiques, culturels, ethniques ou linguistiques, l'éducation n'est pas très encouragée;
- plus près de l'élève, au niveau de la famille, des amis ou de l'école elle-même, là aussi peuvent se rencontrer des encouragements à quitter l'école;
- au niveau personnel, on peut également souligner que des capacités intellectuelles plus faibles, des événements traumatisants vécus en l'absence de soutien psychologique, des habitudes de comportements mal adaptés à la vie scolaire (attitude face à l'autorité par exemple, ou la croyance pour un élève que l'école ne le prépare pas à la vie qu'il désire) ainsi que la consommation de drogues et d'alcool ne sont pas pour faciliter la réussite scolaire;
- le décrochage est souvent le résultat d'une décision non planifiée en ce sens que les jeunes quittent progressivement l'école, et même y reviennent temporairement (Statistique Canada évalue à 49 % le taux de retour), puis finissent par ne plus y revenir;
- le fait de travailler après l'école semble être un facteur, mais pas une cause directe du décrochage (le marché du travail peut donc être attristant de même que la vie scolaire peut être perçue comme ennuyeuse par certains élèves).

Compétences de base en langue et en mathématiques

En octobre 1989, Statistique Canada a effectué une enquête visant à évaluer les capacités fonctionnelles de lecture, d'écriture et de calcul des adultes, et ainsi établir un profil détaillé de la population canadienne de 16 à 69 ans. Cette étude constitue à l'heure actuelle la seule source d'information sur les compétences de base en langue et en mathématiques. Mais il convient de signaler que le groupe d'âge examiné à la présente section (les 16 à 24 ans) est différent de celui qui fait l'objet du reste du document (15 à 19 ans). En dépit de cette différence, les résultats de cette enquête nous intéressent puisqu'il s'agit de personnes ayant

study, literacy and numeracy skills⁸ were defined as "the information processing skills necessary to use printed material commonly encountered at work, at home, and in the community"⁹. The results of the study indicate that approximately 71% of the 2,308 16-to 24-year-olds surveyed have reading skills sufficient to deal with most everyday reading requirements. A further 23% of this age group can use reading materials to carry out simple reading tasks within familiar contexts.

Literacy rates rise with the level of schooling attained. Among those surveyed, 80% of the 16- to 24-year-olds who have completed at least secondary school demonstrated the highest level of literacy. In contrast, only 54% of those surveyed who had not completed secondary school attained this level.

In order to simulate the way arithmetic is used in everyday life, the numeracy tasks were embedded in reading tasks; this methodology differs from that usually used to measure numeracy skills, in that these are normally evaluated separately. About 56% of the total number of 16- to 24-year-olds surveyed can perform at the highest numeracy level; in other words, these people are able to deal with material that contains sequences of numerical operations with little explicit instruction. A further 30% of the total sample surveyed in this age group can function at a level where they can do addition and subtraction as long as the instructions are very clear and detailed.

⁸ The reader may wish to inquire further into the Council of Ministers of Education, Canada's School Achievement Indicators Program, which will, among other things, collect information on achievement levels in reading, writing, and mathematics of 13 year-olds and 16-year-olds. The first report of the School Achievement Indicators Program will be made public in the fall of 1993.

⁹ Source: Survey of Literacy Skills Used in Daily Activities. Statistics Canada, catalogue no. 89-525E, 1991.

récemment terminé leurs études. Aux fins de cette étude, les compétences de langue et de mathématiques⁸ sont définies comme étant «les aptitudes à traiter l'information dont on a besoin pour utiliser les documents que l'on trouve habituellement au travail, au foyer et dans la collectivité»⁹. Cette étude révèle qu'environ 71 % des 2 308 jeunes de 16 à 24 ans interrogés savent lire suffisamment bien pour la plupart des situations de la vie quotidienne. Un autre 23 % de ce même groupe d'âge est capable de lire des textes simples dans un contexte familier.

Le niveau de compétence de base en langue augmente proportionnellement au niveau d'études. En effet, parmi les participants et participantes à l'étude, 80 % des 16 à 24 ans ayant terminé au moins leurs études secondaires atteignent le niveau le plus élevé contre 54 % pour les participants et participantes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires.

Les problèmes de mathématiques étaient incorporés aux tâches de lecture pour imiter la façon dont le calcul intervient dans la vie de tous les jours; cette méthode diffère de celle qui est ordinairement utilisée pour mesurer cette compétence, puisqu'en général, la compétence de base en mathématiques est évaluée séparément. A peu près 56 % des 16 à 24 ans interrogés atteignent le niveau maximum; autrement dit, ces personnes sont capables, avec peu d'instructions explicites, de comprendre du matériel contenant des séquences d'opérations numériques. Et, un autre 30 % de l'ensemble des personnes interrogées sont capables de faire des additions et des soustractions à condition que les instructions soient très claires et détaillées.

⁸ Il convient dans ce contexte de signaler l'existence du Programme d'indicateurs du rendement scolaire (PIRS) du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), qui se veut, entre autres, de recueillir des renseignements sur le niveau de performance d'élèves de 13 et de 16 ans en lecture, en écriture et en mathématiques. Le PIRS publiera son premier rapport à l'automne de 1993.

⁹ Source : L'alphabétisation des adultes au Canada : Résultats d'une étude nationale. Statistique Canada, catalogue no 89-525F, 1991.

Demography and the School-Age Population

La démographie et la population d'âge scolaire

Demography and the School-Age Population

Education in Canada both shapes and reflects larger social forces. The size of school enrolment is determined mainly but not entirely by demographic factors such as births, immigration, and interprovincial migration. By tracing these and other key social factors over time, patterns emerge that help us to better understand education in a broader cultural context.

Demographic trends provide some information to predict the future education needs of the country. More specifically, an examination of the characteristics of the population provides information about the clients that the nation's schools will serve in coming years and indicates in part the changes required of the school systems.

At the national level, the data in this section enable us to project that:

- the school-age population will increase but will not return to previous levels;
- immigration and interprovincial migration will have effects on the school-age population in particular urban centres; and
- there is an increasing cultural and linguistic diversity among students.

La démographie et la population d'âge scolaire

L'éducation façonne et reflète en même temps des forces sociales plus vastes. L'importance de l'effectif scolaire est déterminée en grande partie, mais pas entièrement, par des facteurs démographiques comme la natalité, l'immigration et la migration interprovinciale. En suivant l'évolution dans le temps de ces facteurs et de certains autres indicateurs sociaux clés, on peut voir émerger des tendances qui nous aident à mieux comprendre l'éducation en la replaçant dans un contexte social plus large.

Les fluctuations démographiques donnent une idée des besoins futurs du pays en matière d'éducation. Plus précisément, un examen des caractéristiques de la population nous renseigne sur la clientèle que les écoles de la nation auront à accueillir au cours des années à venir et indique en partie les changements que les systèmes scolaires auront à introduire.

Les données présentées dans cette section nous permettent de prévoir :

- que la population scolarisable va augmenter, mais sans revenir aux niveaux antérieurs;
- que l'immigration et la migration interprovinciale auront des effets sur la population d'âge scolaire de certains centres urbains; et
- que la diversité culturelle et linguistique des élèves s'accentuera.

Canada's Youth

School attendance is compulsory in Canada from age 6 or 7 through to age 16. Demands on Canada's schools are influenced by, among other things, the make-up, growth, or decline of the school-age population. As the composition of this group changes, so do the services expected from schools. Population changes are influenced by birth, immigration, and migration patterns between provinces. Birth rates are the most important factor affecting overall enrolment levels. However, the needs of a growing number of school-age immigrants who speak little or no English or French have created demands for new services.

The population under 19 years of age declined by more than 1.5 million between 1971 and 1986 (see Graph 6). Although that population is now increasing, it is not expected to return to 1971 levels. By the year 2000, that upward trend is expected to reverse and school enrolment may start falling once again.

The number of pre-school-age children has fluctuated over the past twenty years, with declines during the 1970s and increases in the 1980s. Although increases have been noted in the last decade, it is expected that by the turn of the century, the under-5 population will decline by more than 100,000. Assuming constant provincial participation rates, nationally, the number of students entering school will likely peak in the 1995-96 school year.

The number of students of compulsory school age declined by nearly 1 million between 1971 and 1989. However, following this period of decline, the data seem to suggest a relatively stable population in schools for the next decade. By the year 2000, this group is expected to grow by only 125,000. This overall reduction has implications for teacher supply and demand, long-term planning, and requirements for facilities.

The 16- to 18-year-old population declined from 1.4 million to about 1 million between 1981 and 1991. It is expected that, by the year 2000, the numbers in this group will increase to approximately those of 1986 (nearly 1,150,000).

La jeunesse canadienne

Au Canada, la scolarité est obligatoire de 6 ou 7 ans jusqu'à 16 ans. Les attentes envers les écoles sont en partie influencées par la composition, la croissance ou le déclin de la population scolarisable. Quand la composition de ce groupe change, les services exigés des écoles changent aussi. L'évolution démographique est fonction de la natalité, de l'immigration et de la migration interprovinciale. Quoique la natalité soit le facteur le plus déterminant en ce qui concerne le niveau global des effectifs, les besoins d'un nombre croissant de nouveaux immigrants et immigrantes maîtrisant mal l'anglais ou le français exigent la création de nouveaux services.

Entre 1971 et 1986, la population des moins de 19 ans a diminué de plus de 1,5 millions de personnes (graphique 6). Elle a recommencé à augmenter, mais on ne pense pas qu'elle reviendra au niveau de 1971. On s'attend à ce que cette tendance à la hausse se renverse d'ici l'an 2000, et les effectifs scolaires pourraient recommencer à diminuer.

Le nombre d'enfants d'âge préscolaire a fluctué au cours des vingt dernières années, déclinant dans les années 70 pour remonter dans les années 80. En dépit des augmentations enregistrées pendant la dernière décennie, on prévoit que le nombre des moins de 5 ans diminuera de plus de 100 000 d'ici la fin du siècle. À l'échelle nationale, si les taux provinciaux de participation se maintiennent au présent niveau, le nombre d'élèves commençant l'école devrait probablement plafonner pendant l'année scolaire 1995-1996.

Le nombre d'élèves ayant l'âge de la scolarité obligatoire a diminué de près d'un million entre 1971 et 1989. Cependant, après cette période de déclin, les données semblent laisser prévoir une stabilité relative de la population des écoles pendant les dix prochaines années. D'ici l'an 2000, ce groupe ne devrait augmenter que de 125 000. Ceci a des répercussions sur l'offre et la demande de personnel enseignant, sur la planification à long terme et sur les besoins en installations.

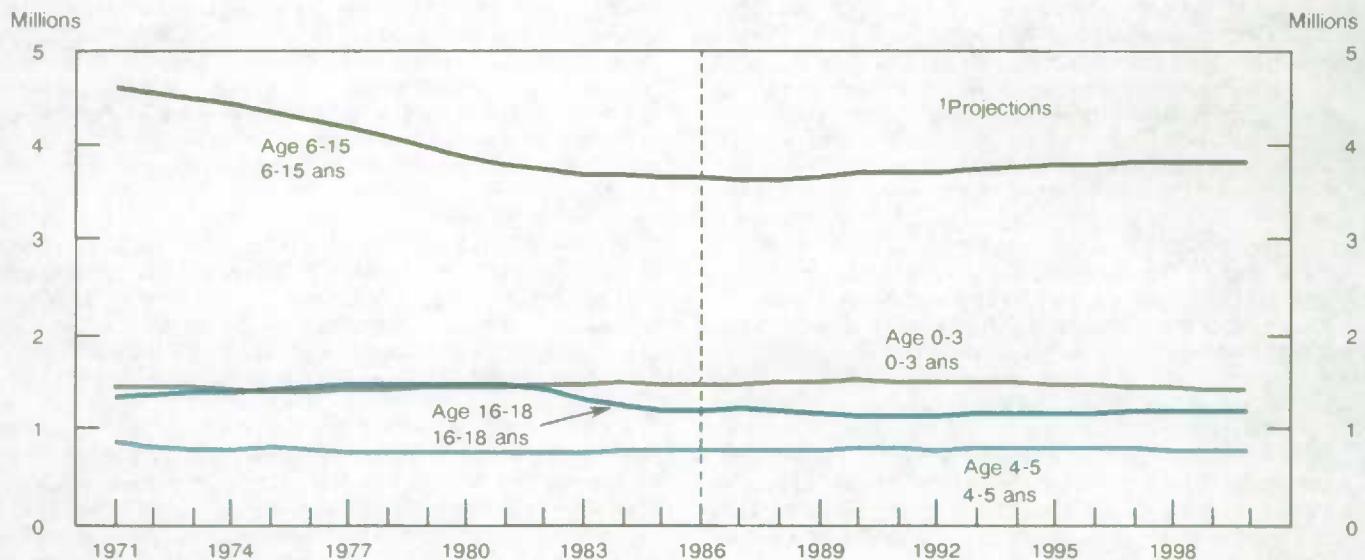
La population des 16-18 ans est tombée de 1,4 millions à environ 1 million entre 1981 et 1991. D'ici l'an 2000, ce groupe d'âge devrait revenir approximativement à son niveau de 1986 (presque 1 150 000).

Graph 6

**Population by Age Groups, Canada,
1971 to 2000**

Graphique 6

**Population selon les groupes d'âge,
Canada, 1971 à 2000**



¹Major assumptions: Fertility rate to reach 1.67 by 2011; annual immigration, 200,000 and emigration, 80,000 by 2011.

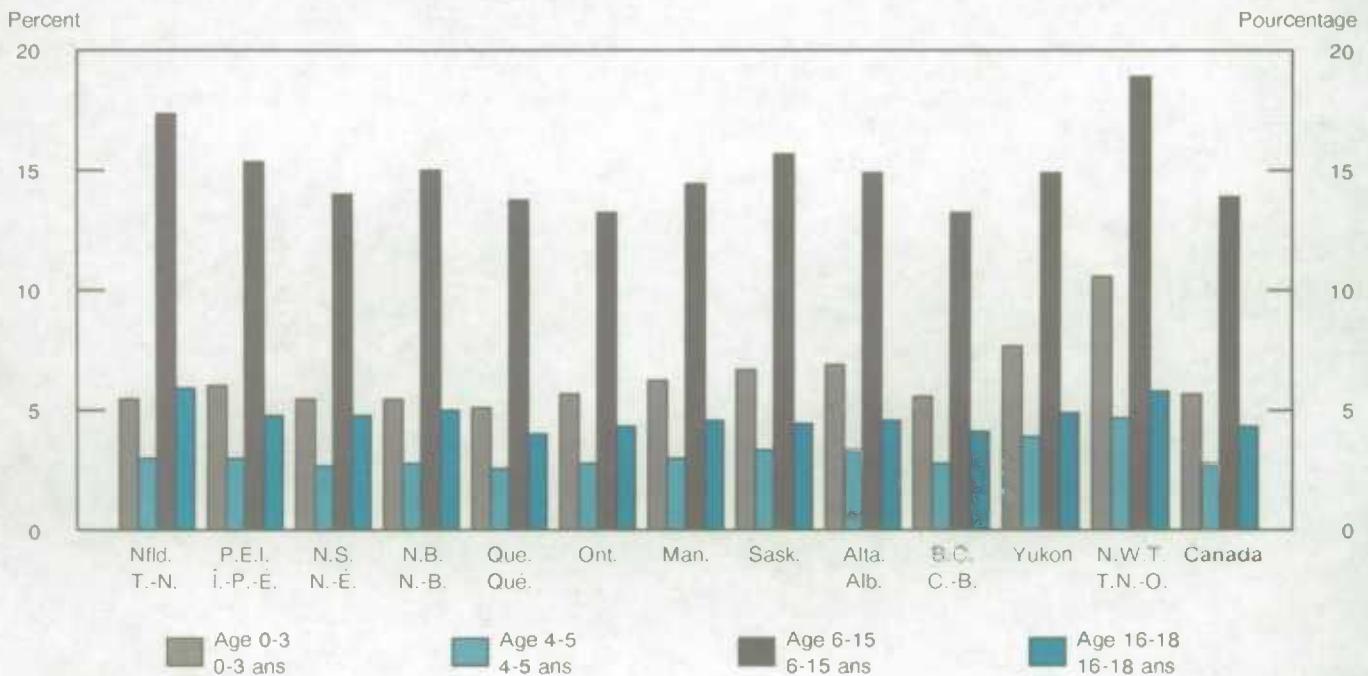
¹Principales hypothèses: Taux de fertilité de 1,67 en l'an 2011; immigration annuelle de 200 000 et émigration de 80 000 en 2011.

Graph 7

**Population by Age Groups as a Percentage
of Total Population, by Province/Territory,
Canada, 1989**

Graphique 7

**Population selon les groupes d'âge comme
pourcentage de la population totale,
par province/territoire, Canada, 1989**



School Enrolment

In 1989-90, 5,079,073 students were enrolled in Canadian public schools. Overall, enrolments decreased in the 1970s and early 1980s but have increased since 1984-85, although not in all provinces. Even though the number of students entering kindergarten has increased slightly, in other grades, the number of students is well below 1971-72 levels (see Graph 8).

The enrolment of students aged 16 to 18 has declined during the past two decades, a reflection no doubt of the fact that the total population for this age group fell steadily over the same twenty-year period. On the other hand, enrolment for the 20 and over age group has tripled over the last 20 years. This trend for higher enrolment of persons 20 and over possibly reflects the increased retention rates as well as the phenomenon of "drop-ins", persons who return to school after being out of school for a few years. Moreover, an increased number of adults are participating in secondary school education to upgrade their education and to acquire job-related skills.

Effectifs scolaires

En 1989-1990, il y avait 5 079 073 élèves dans les écoles publiques du Canada. Si, globalement, les effectifs ont diminué dans les années 70 et 80, ils ont augmenté de nouveau depuis 1984-1985, mais pas dans toutes les provinces. Le nombre d'enfants admis en maternelle a augmenté légèrement, mais les effectifs sont nettement inférieurs à ceux de 1971-1972 dans les autres niveaux (graphique 8).

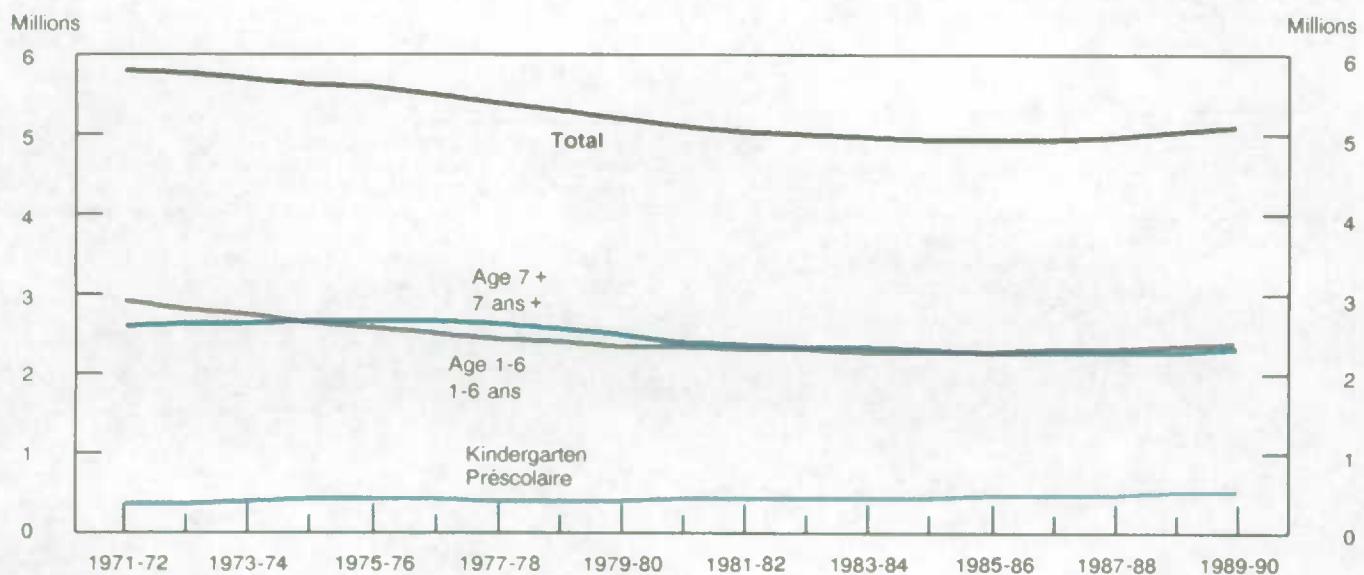
L'effectif des élèves de 16 à 18 ans a diminué au cours des vingt dernières années, vraisemblablement à cause de la baisse constante de la population totale des 16-18 ans au cours de cette même période. Par contre, l'effectif des 20 ans et plus a triplé ces vingt dernières années. Cette hausse chez les 20 ans et plus est peut-être attribuable à l'amélioration des taux de persévérance scolaire et au phénomène du «raccrochage», des personnes qui reprennent leurs études après une interruption de quelques années. Par ailleurs, les adultes sont de plus en plus nombreux à faire des études secondaires pour améliorer leur niveau d'instruction ou acquérir des compétences professionnelles.

Graph 8

School Enrolment by Grade, Canada, 1971-72 to 1989-90

Graphique 8

Effectif scolaire selon l'année d'études, Canada, 1971-1972 à 1989-1990



Migration

In 1989, nearly 200,000 immigrants entered Canada. Of these, 45,000 were of school age, representing less than 1% of the school-age population¹⁰. There is an uneven distribution of immigrants around the country (see Figure 9) and the impact on school systems varies by province and by city. In 1989, Ontario received 54% of all immigrant children, Quebec 18%, British Columbia 13%, and Alberta 8%. The remaining 7% were distributed throughout the rest of the country.

Graph 10 shows that approximately two-thirds of all school-age immigrants speak neither official language. This small number of students creates special demands on certain schools, which are being required to develop and expand programs for English and French as a second language, learning centres, guidance programs, and, where numbers are significant, settlement counselling services.

In the past ten years, as shown in Graph 11, interprovincial migration of persons under 18 has increased the population of Ontario and British Columbia and has decreased that of Newfoundland, Quebec, Manitoba, Saskatchewan, and New Brunswick. Migration patterns differ by province and by age and have fluctuated substantially between 1980 and 1990¹¹. For example, in Alberta, 10% of 18-year-olds in 1988 came from other provinces in the previous three years and did not enter the Alberta school system. As previously mentioned, these differences can have an impact on graduation and participation rates, since generally, mobility is much higher among young people of secondary school age (15-19) than among younger students.

Migration

Près de 200 000 personnes ont immigré au Canada en 1989, dont 45 000 étaient d'âge scolaire, soit moins de 1 % de la population d'âge scolaire¹⁰. Cette immigration se distribue inégalement à travers le pays (graphique 9) et son impact sur les systèmes scolaires varie d'une province à l'autre et même d'une ville à l'autre. En 1989, l'Ontario a reçu 54 % de tous les enfants immigrants, le Québec 18 %, la Colombie-Britannique 13 % et l'Alberta 8 %. Les 7 % restants se sont répartis dans le reste du pays.

Le graphique 10 montre que les deux tiers environ des enfants immigrants ne parlent aucune des deux langues officielles. En dépit de leur petit nombre, ces élèves imposent à certaines écoles de mettre en place et de développer des programmes de français ou d'anglais langue seconde, des centres d'apprentissage, des services d'orientation et, là où le volume d'immigration est important, des services d'aide à l'établissement.

Au cours des dix dernières années, comme le montre le graphique 11, la migration interprovinciale des moins de 18 ans est venue gonfler les populations de l'Ontario et de Colombie-Britannique au détriment de celles de Terre-Neuve, du Québec, du Manitoba, de Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick. Les caractéristiques de cette migration varient selon la province et le groupe d'âge et ont enregistré une assez grande fluctuation entre 1980 et 1990¹¹. En Alberta, par exemple, 10 % des jeunes âgés de 18 ans en 1988 avaient immigré des autres provinces durant les trois années précédentes et ne faisaient pas partie du système scolaire de la province. Comme nous l'avons déjà signalé, ces différences ont une influence sur les taux de diplomation et de participation puisqu'en général, plus de jeunes du secondaire (de 15 à 19 ans) semblent changer de province que de jeunes de 5 à 14 ans.

¹⁰ Second Language Instruction for Immigrants and Refugee Claimants: Survey Report. CMEC, December, 1991.

¹¹ Source: Post-censal Annual Estimates of Population by Marital Status, Age, Sex and Components of Growth -- Canada, Provinces and Territories, June 1, 1990. Statistics Canada, catalogue no. 91-210.

¹⁰ L'enseignement de la langue seconde aux immigrantes et immigrants et aux personnes demandant le statut de réfugié : Rapport d'enquête. CMEC, décembre 1991.

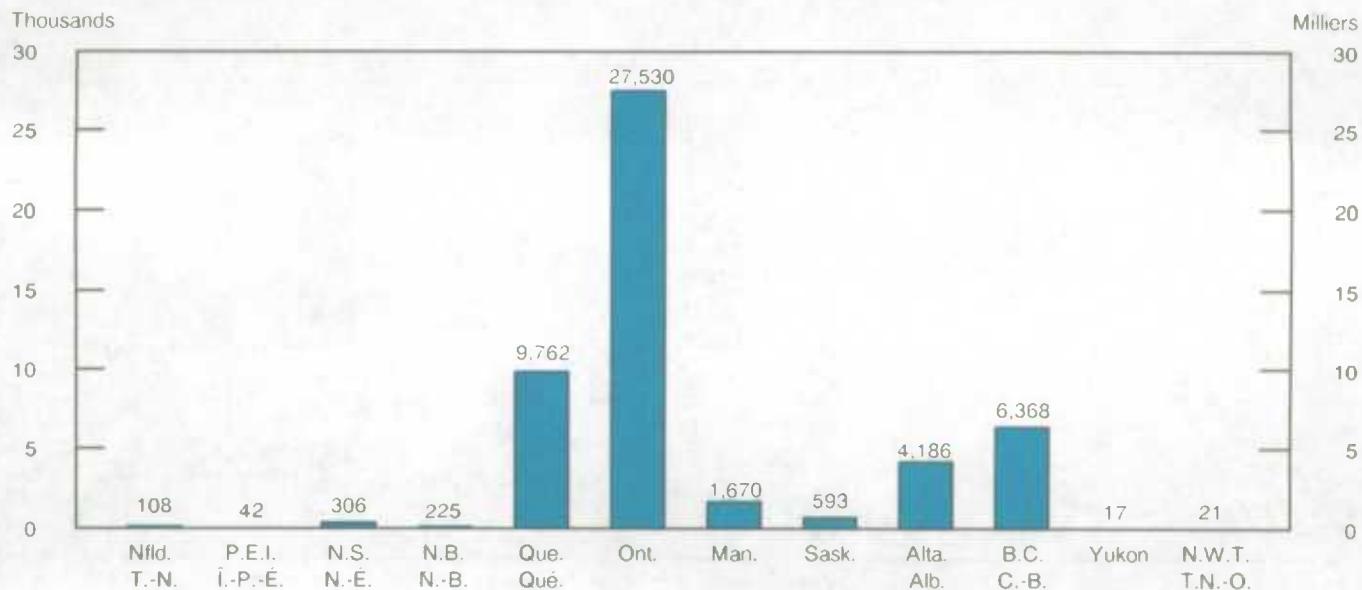
¹¹ Source : Estimations annuelles postcensitaires de la population selon l'état matrimonial, l'âge, le sexe et les composantes de l'accroissement, Canada, provinces et territoires au 1^{er} juin 1990. Statistique Canada, catalogue no. 91-210.

Graph 9

**Number of Immigrants Under 18,
by Province/Territory, 1989**

Graphique 9

**Nombre d'immigrants de moins de 18 ans,
par province/territoire, 1989**

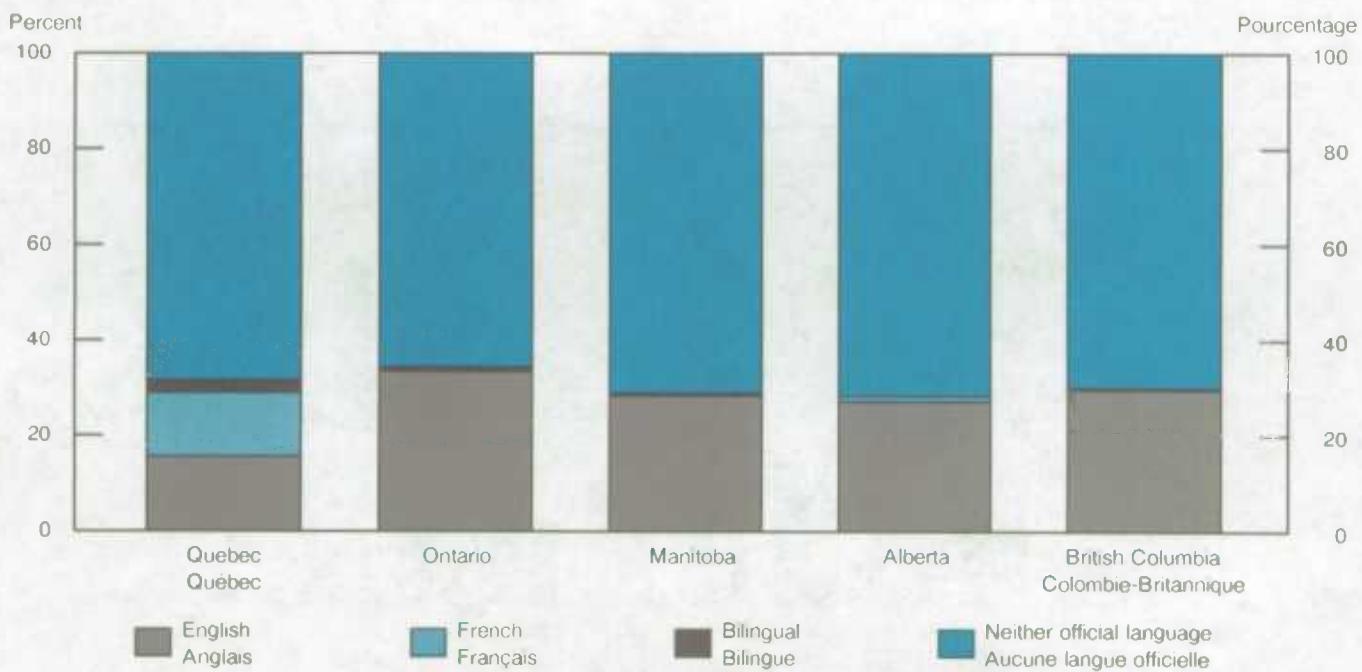


Graph 10

**Proportion of Immigrants Under 18, by
Language Spoken, Selected Provinces,
1989**

Graphique 10

**Pourcentage d'immigrants de moins de 18 ans,
selon la langue parlée, pour certaines provinces,
1989**

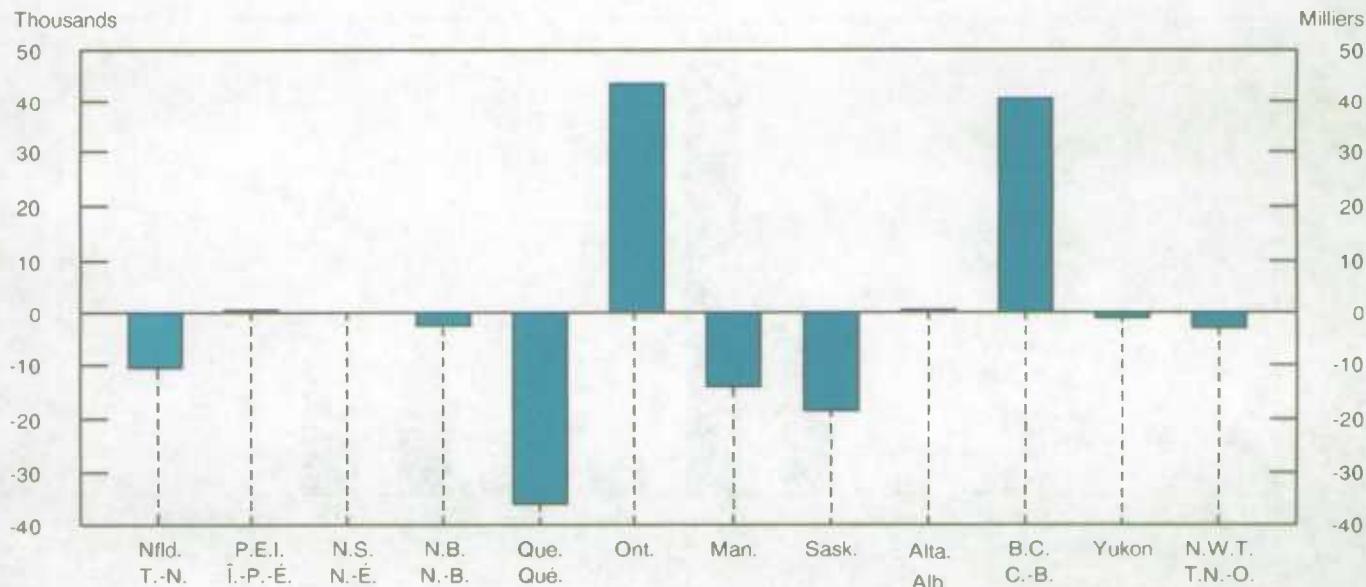


Graph 11

Net Interprovincial Migration of Persons Under 18, by Province/Territory, 1980 to 1990

Graphique 11

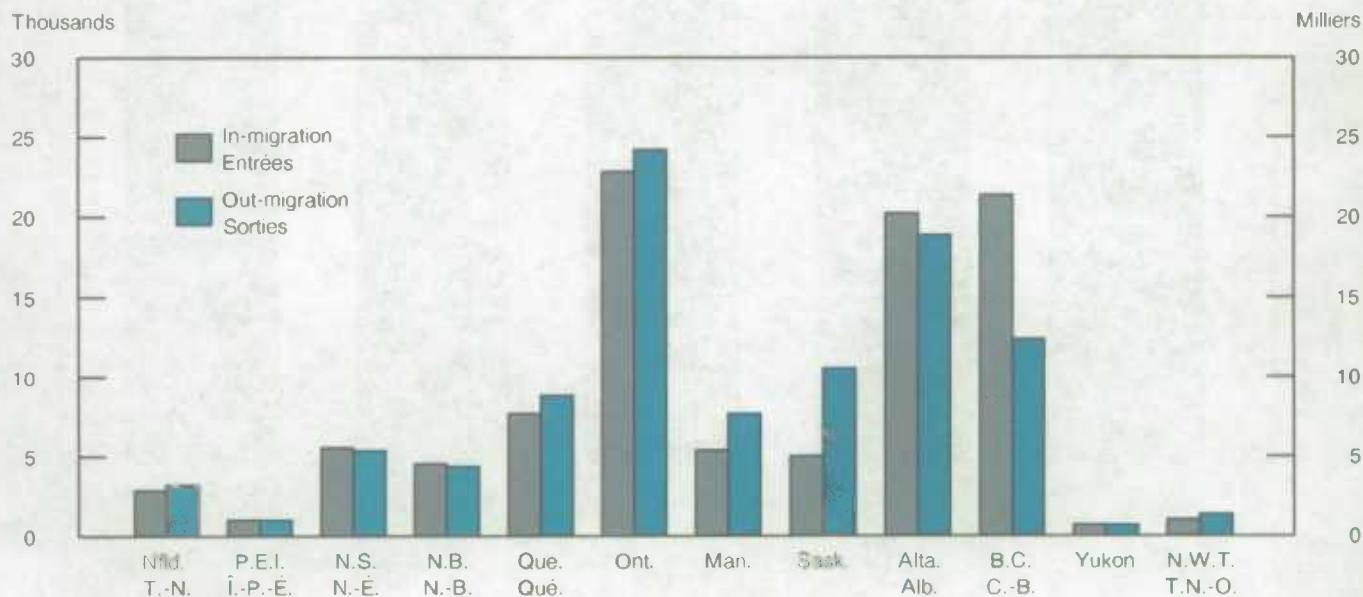
Migration interprovinciale nette des personnes de moins de 18 ans, par province/territoire, 1980 à 1990

**Graph 12**

Interprovincial Migration of Persons Under 18, by Province/Territory, 1989-90

Graphique 12

Migration interprovinciale des personnes de moins de 18 ans, par province/territoire, 1989-1990



Participation in Official-Languages Programs

Official minority-language education in Canada is guaranteed under Article 23 of the Charter of Rights and Freedoms¹². Under the official-languages programs, provinces provide schooling to children in the minority language (English in Quebec, French elsewhere in Canada), as well as English or French as a second language to the majority.

In 1989-90, schools provided minority language programs to nearly 258,000 students, representing just over 5% of the total school enrolment (see Graph 13). New Brunswick had the largest proportion of minority language students in French public schools (33% of the total school enrolment), Quebec had 10% of its enrolment in English schools, and Ontario had 5% of its enrolment in French schools. Other provincial and territorial jurisdictions ranged from under 1% to 3%.

French immersion programs, in which the language of instruction is French, are provided for non-francophones. Graph 14 shows that, between 1980 and 1990, while Canada's overall school enrolment declined, enrolment in French immersion grew. In 1970, except for a few experimental programs in Montreal, French immersion did not exist in Canada. By 1980, 2% of non-francophone students outside of Quebec were enrolled in these programs. Enrolment in French immersion programs outside Quebec increased from 65,000 students in 1980-81 to 240,000 in 1989-90.

While French immersion programs are available in all provinces and territories, they may not be available in all regions of each province (for example, in rural areas). Also, French immersion programs may be of the early or late variety. In early immersion, students are enrolled in the program from the beginning of the elementary level; the language of instruction in the early grades may be entirely French, falling off to 25% in the late elementary or early secondary grades. Students enrolled in late immersion programs begin receiving instruction in French, sometimes entirely in French, in the late elementary or early secondary grades.

Taux de participation aux programmes de langues officielles

L'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés garantit le droit à l'instruction dans la langue officielle de la minorité¹². Dans le cadre des programmes de langues officielles, les provinces ont des programmes pour les enfants de la langue de la minorité (l'anglais au Québec, le français dans le reste du Canada), ainsi que des programmes de français et d'anglais langues secondes pour les personnes appartenant à la majorité.

En 1989-1990, les écoles ont dispensé des cours dans la langue de la minorité à près de 258 000 élèves, soit à un peu plus de 5 % de la population scolaire (graphique 13). Le Nouveau-Brunswick avait la proportion la plus élevée d'élèves d'une minorité de langue officielle dans ses écoles publiques de langue française (33 % de la population scolaire totale), le Québec avait 10 % des élèves dans des écoles de langue anglaise et l'Ontario avait 5 % de ses élèves dans des écoles de langue française. Dans les autres provinces et dans les territoires, la proportion varie entre moins de 1 % et 3 %.

Les programmes d'immersion, dans lesquels la langue d'instruction est le français, sont pour les non-francophones. Le graphique 14 montre qu'entre 1980 et 1990, alors que la population des écoles du Canada diminuait, les programmes d'immersion en français ont vu leurs effectifs augmenter. En 1970, à l'exception de quelques programmes expérimentaux à Montréal, l'immersion en français n'existe pas au Canada. En 1980, 2 % des élèves non francophones hors Québec étaient inscrits à de tels programmes. L'effectif des programmes d'immersion en français hors Québec est passé de 65 000 en 1980-1981 à 240 000 en 1989-1990.

S'il existe aujourd'hui des programmes d'immersion en français dans toutes les provinces et les territoires, il n'y en a pas nécessairement dans toutes les régions des provinces et des territoires. Par ailleurs, les programmes d'immersion en français peuvent être soit précoces, soit tardifs. Les élèves sont inscrits au programme d'immersion précoce dès le début du primaire; l'enseignement peut être exclusivement en français au primaire, passant à 25 % vers la fin du primaire ou le début du secondaire. Dans les programmes d'immersion tardifs, les élèves commencent l'immersion, parfois exclusivement en français, uniquement à la fin du primaire ou au début du secondaire.

¹² Provincial implementation of this guarantee varies, however, and readers are advised to contact provincial authorities to determine actual implementation by a given province.

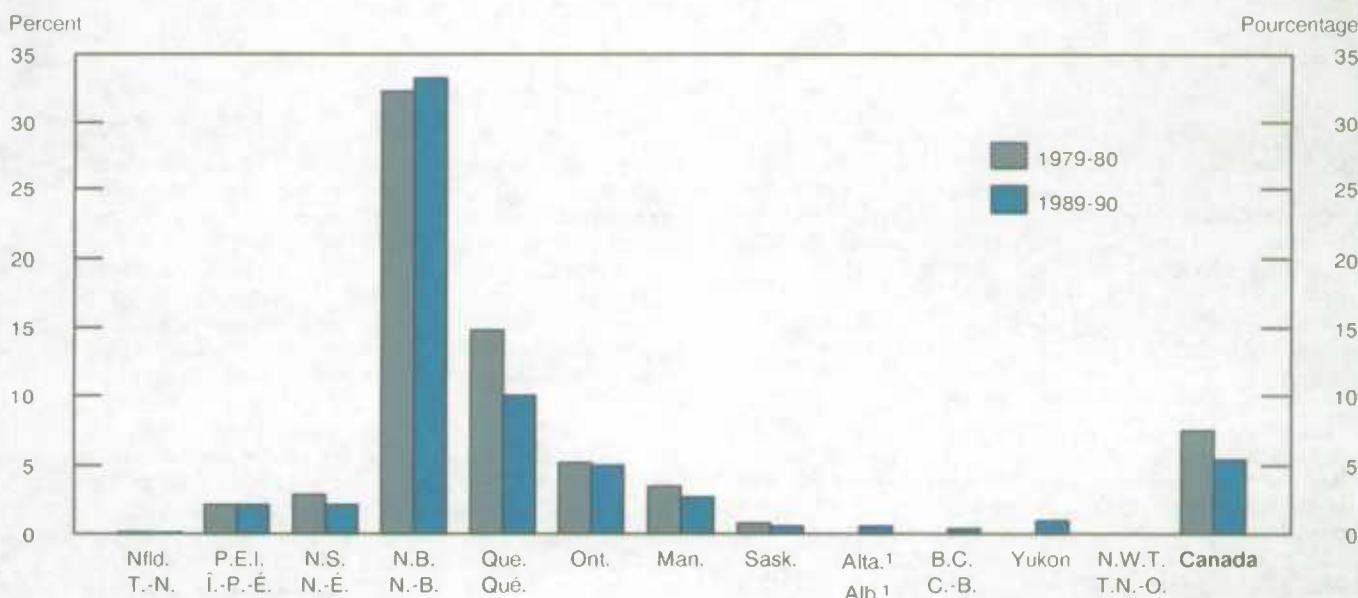
¹² L'application de cet article varie d'une province à l'autre; il est par conséquent recommandé de vérifier ce qu'il en est auprès des autorités provinciales.

Graph 13

Minority Language Enrolment as a Percentage of Total School Enrolment, by Province/Territory, Canada, 1979-80 and 1989-90

Graphique 13

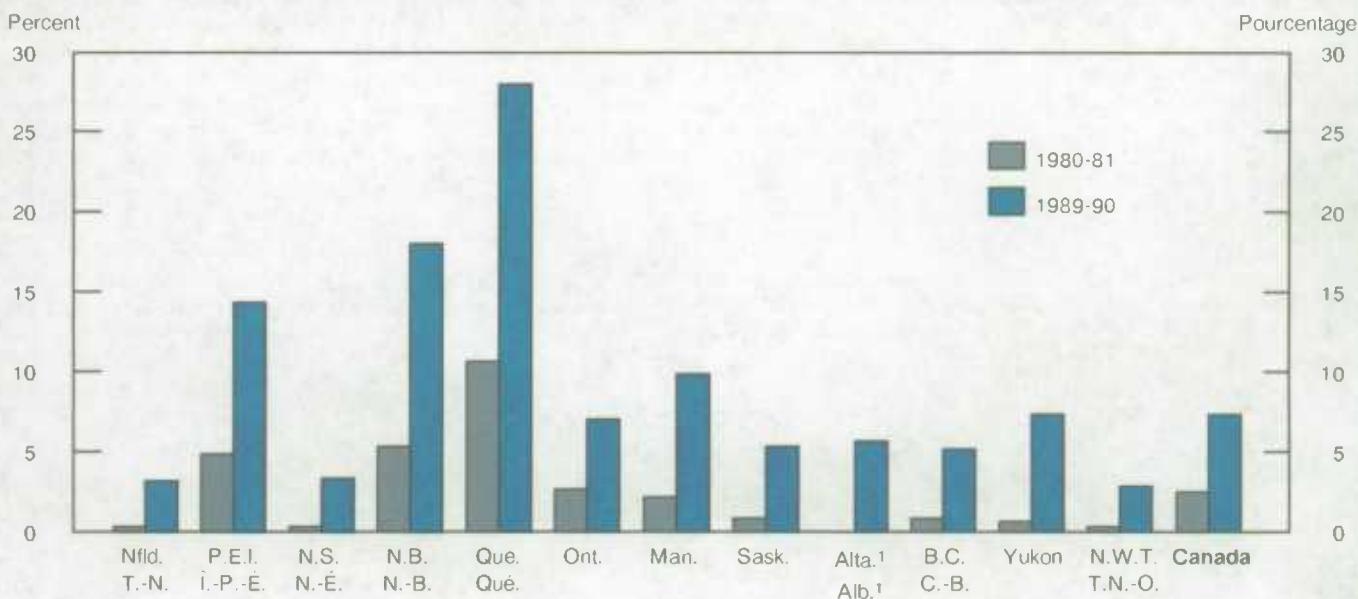
Effectif dans la langue de la minorité comme pourcentage de l'effectif scolaire total, par province/territoire, Canada, 1979-1980 et 1989-1990

¹ 1979-80 data not available.¹ Données non disponibles pour 1979-1980.**Graph 14**

Participation in French Immersion, by Province/Territory, Canada, 1980-81 and 1989-90

Graphique 14

Participation aux programmes d'immersion en français, par province/territoire, Canada, 1980-1981 et 1989-1990

¹ 1980-81 data not available.¹ Données non disponibles pour 1980-1981.

Educators

Le personnel scolaire

Educators

The number of educators¹³ has increased over the last few years. Throughout the 1980s, program offerings increased in number and type and the ratio of students to educators decreased.

There is an adequate supply of educators to meet the present demand. However, a large number of today's educators will reach retirement age by the year 2000. If these persons opt for retirement, a large number of new educators may be required to fill potentially vacant positions. Teacher supply and demand is being closely monitored by all jurisdictions, all of whom are actively planning for future requirements.

Education continues to employ more women than men. In fact, approximately 60% of educators are women and this proportion continues to rise each year.

The data in this section reveal that:

- a significant number of educators are approaching retirement age;
- although the percentage of women in administrative positions is slowly increasing, women still occupy a minority of administrative positions; and
- the ratio of students to educators continues to decrease.

Number of Educators

The demands on the education system have grown, as have the public's expectations. The availability of educators ready to offer a diversity of services is increasingly more important as schools try to prepare students for a challenging and varied set of experiences in their lives.

The number of educators has steadily increased since 1984-85 (see Graph 15). However, the growth has not been equal between men and women. In 1984-85, 55% of educators were women. As shown in Figure 16, by 1989-90, women accounted for almost 60% of the Canadian education workforce, ranging from 63% in Quebec to 53% in Newfoundland.

¹³ The term "educator" includes all school-based administrative and educational staff (teachers, principals, vice-principals, department heads, and school librarians), and board-based instructional staff.

Le personnel scolaire

Le personnel scolaire¹³ a augmenté en nombre au cours des dernières années. Tout au long des années 80, les programmes offerts ont augmenté en nombre et en diversité et le rapport entre les élèves et le personnel scolaire a diminué.

À l'heure actuelle, l'offre d'enseignants et d'enseignantes est suffisante pour faire face à la demande. Or une proportion importante du personnel scolaire en fonction aujourd'hui atteindra l'âge de la retraite d'ici l'an 2000. Si ces personnes optaient pour la retraite, il faudrait trouver beaucoup de nouvelles recrues pour remplir les postes rendus ainsi vacants. Tous les ministères suivent de près les tendances de l'offre et de la demande de personnel scolaire et planifient activement l'avenir.

L'éducation continue à employer en majorité des femmes; elles constituent de fait 60 % du personnel scolaire. Ce pourcentage continue à augmenter chaque année.

Les données présentées dans cette section révèlent:

- qu'une proportion importante du personnel scolaire approche de l'âge de la retraite;
- que les femmes restent minoritaires dans les postes administratifs, même si le pourcentage augmente lentement; et
- que le rapport entre les élèves et le personnel scolaire continue à diminuer.

Composition du personnel scolaire

Les besoins auxquels les systèmes éducatifs ont à faire face ont augmenté, de même que les attentes du public. Il est de plus en plus important de disposer de personnel scolaire qui soit prêt à offrir une gamme étendue de services pour que les écoles réussissent à préparer leurs élèves à une vie caractérisée par des défis variés et des exigences diverses.

Le personnel scolaire augmente continuellement depuis 1984-1985 (graphique 15). Cette croissance n'a toutefois pas été égale chez les hommes et chez les femmes. En 1984-1985, les femmes représentaient 55 % du personnel scolaire. En 1989-1990, comme le graphique 16 le montre, elles représentaient presque 60 % du personnel scolaire du Canada, ce pourcentage variant entre 63 % au Québec et 53 % à Terre-Neuve.

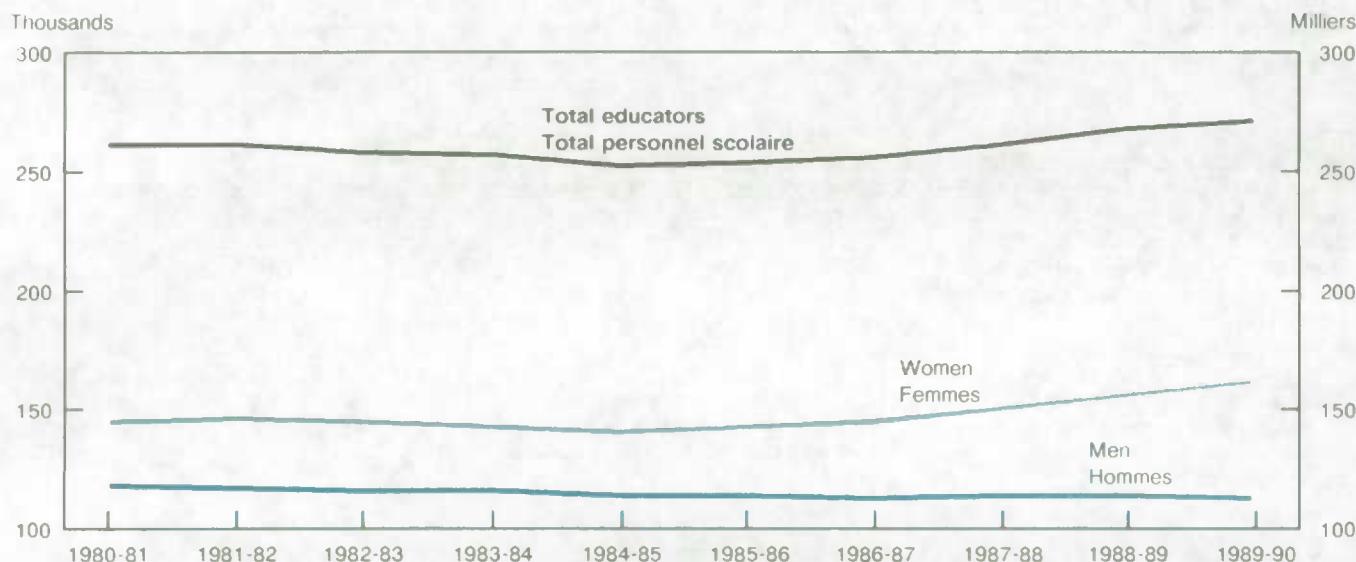
¹³ L'expression "personnel scolaire" est utilisée pour désigner tout le personnel administratif et enseignant des écoles (enseignants et enseignantes, directeurs et directrices d'école, directeurs et directrices adjoints, chefs de département, bibliothécaires), ainsi que le personnel enseignant rattachés aux conseils et commissions scolaires.

Graph 15

**Number of Educators in Public Schools,
Canada, 1980-81 to 1989-90**

Graphique 15

**Effectif du personnel scolaire dans les écoles
publiques, Canada, 1980-1981 à 1989-1990**

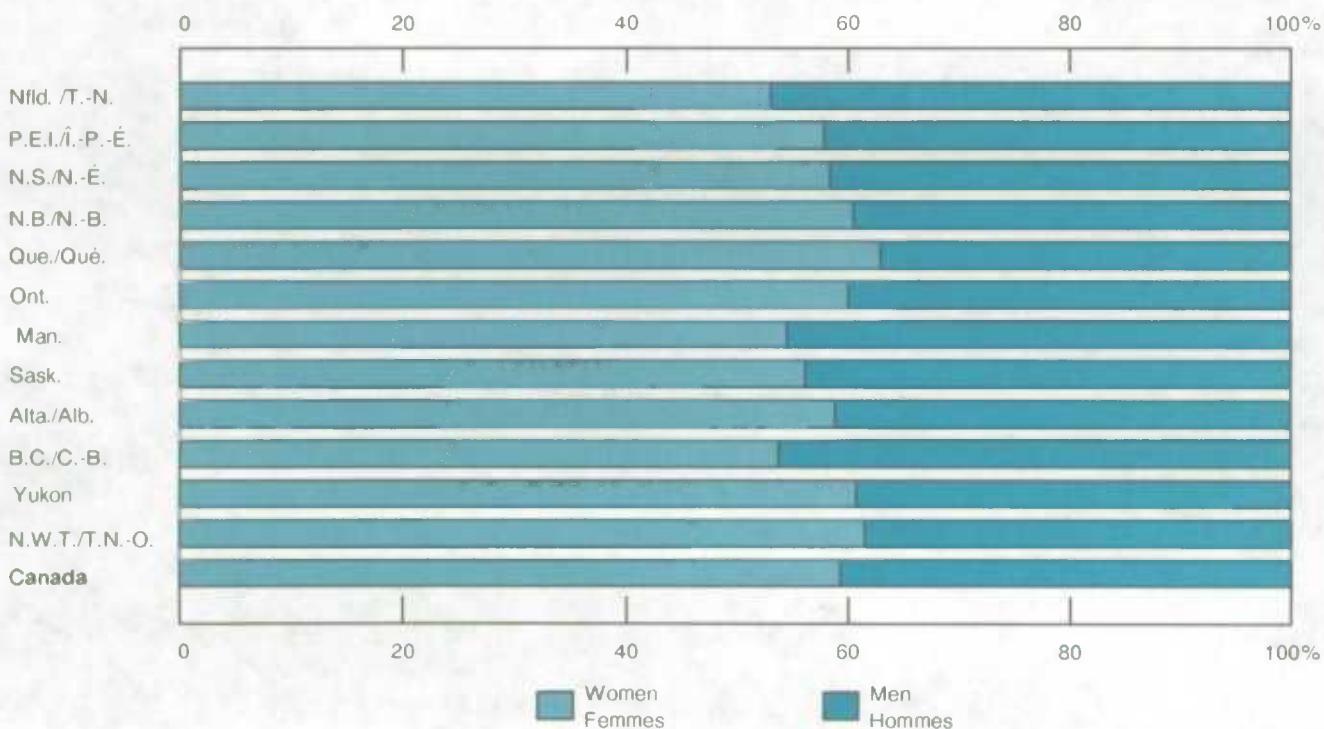


Graph 16

Educators in Public Schools, by Gender and Province/Territory, Canada, 1989-90

Graphique 16

**Personnel scolaire dans les écoles publiques, selon
le sexe, par province/territoire, Canada, 1989-1990**



Women in School Administration

In the past decade, society has concerned itself with ensuring the full participation of women in the workplace. This reflects the social pressure for equity, and business and industry's need to find and maintain an adequate supply of qualified and capable employees. In education, attention has been focused on opportunities for women in the administrative positions, such as principal and vice-principal.

In 1989-90, approximately 8% of educators were in these administrative positions. Women represent 60% of the education workforce yet they hold approximately one-quarter of administrative positions. Although the proportion is relatively low, it reflects an increase from the early 1980s, when women represented only one-sixth of the administrative workforce (see Graph 17). Of the administrative positions held by women, the majority are vice-principals. In Graph 18, we see that Yukon and the Northwest Territories have the highest percentage of administration positions held by women (33.3% and 30.5% respectively), while Prince Edward Island has the lowest (15.8%).

Les femmes et l'administration scolaire

Depuis une dizaine d'années, l'ensemble de notre société se préoccupe de la pleine participation des femmes dans tous les secteurs de l'emploi. Ce souci atteste de la volonté d'égalité sociale, mais aussi de la nécessité économique de trouver et de préserver un réservoir suffisant de main-d'œuvre qualifiée et compétente. Dans le secteur de l'éducation, l'attention a porté sur l'accès des femmes aux postes d'administration (directrices et directrices adjointes).

En 1989-1990, environ 8 % du personnel scolaire occupait des postes administratifs. Or, bien qu'elles représentent 60 % de la main-d'œuvre scolaire, les femmes occupent environ un quart des postes administratifs. Quoiqu'il soit bas, ce taux constitue tout de même un gain par rapport au début des années 80, alors que les femmes n'occupaient qu'un sixième de ces postes (graphique 17). La majorité des femmes occupant des postes administratifs sont directrices adjointes. Le graphique 18 révèle que c'est au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest que le pourcentage de femmes occupant des postes administratifs est le plus élevé (33,3 % et 30,5 % respectivement) et à l'Île-du-Prince-Édouard qu'il est le plus faible (15,8 %).

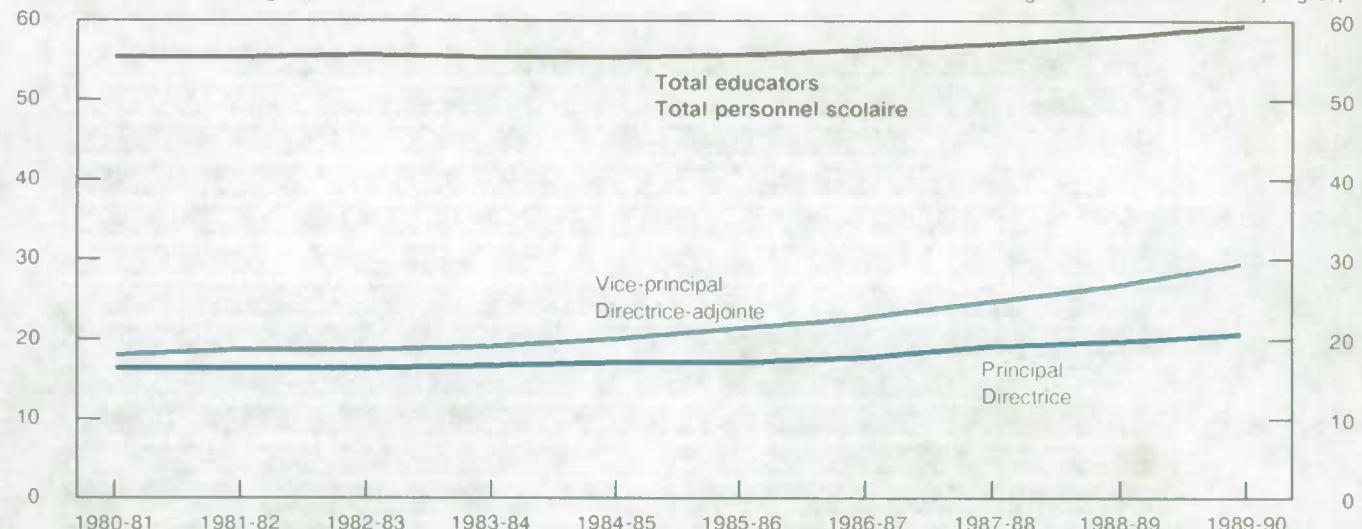
Graph 17

Women in School Administration, Canada, 1980-81 to 1989-90

Graphique 17

Les femmes dans l'administration scolaire, Canada, 1980-1981 à 1989-1990

Percent of women in each group



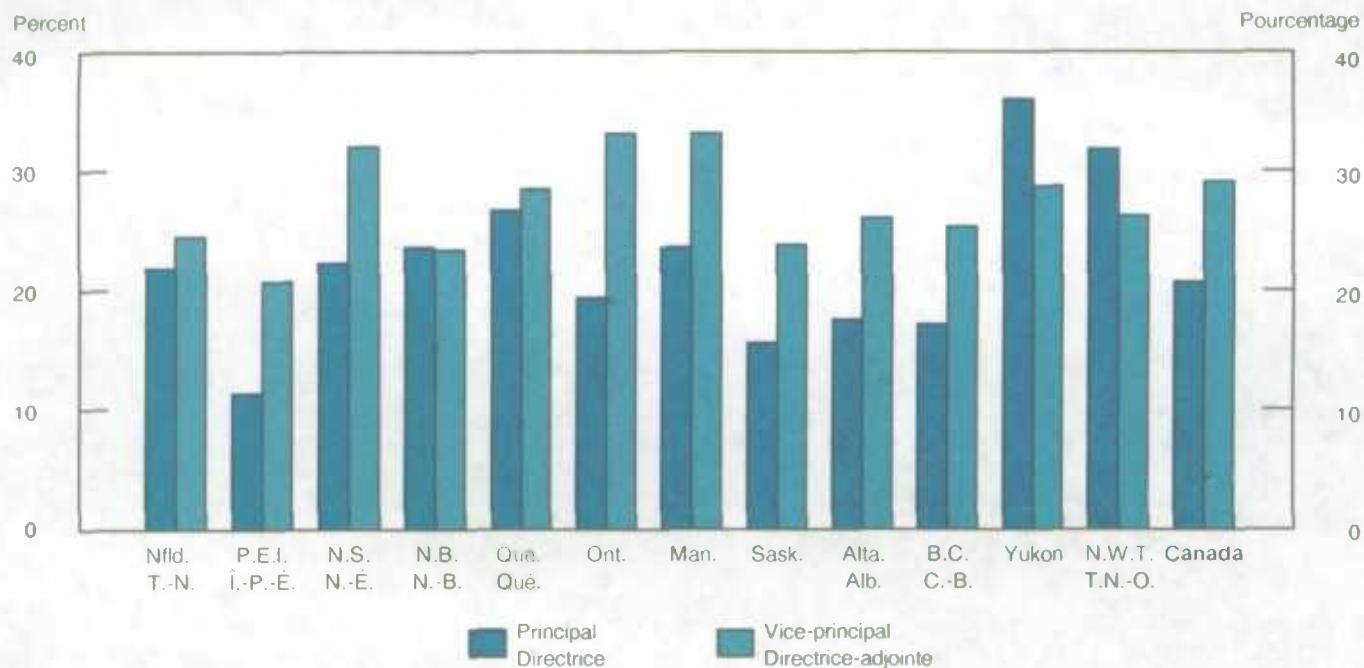
Pourcentage de femmes dans chaque groupe

Graph 18

Proportion of Women in School Administration, by Province/Territory, Canada, 1989-90

Graphique 18

Pourcentage de femmes dans l'administration scolaire, par province/territoire, Canada, 1989-1990



The Aging Workforce

The Canadian population is aging, and this pattern is clearly reflected in the teaching force. As demands on schools increase, so does the demand for educators. Along with changes in the age structure, the shifting role of educators from generalists to specialists has altered the profile of the education workforce.

The average age of educators rose from 35 years in 1972-73 to 41 years in 1989-90, ranging from 37 in the Northwest Territories to 43 in Quebec (see Graph 19). Educators appear to be leaving the profession at an earlier age, partly as a result of early retirement incentives. In 1972-73, the proportion of educators over the age of 55 was 7.8%. By 1989-90, the percentage had dropped to 4.5%.

At the present time, there is an adequate supply of recent graduates and part-time, returning, or temporary educators to meet current and immediate future demands for full-time educators. Partly due to the lack of job openings, in recent years, fewer young people have entered the teaching workforce. Graph 20 shows that in 1972-73, 44.2% of the teaching force was under 30. This percentage has fallen gradually over the years, so that in 1989-90, only 12.7% of educators were under 30.

A large number of today's educators will be eligible for retirement by the year 2000. If these persons do indeed opt for retirement, this means that for a number of provinces, a large number of new teachers could be required or a shortage of educators could occur by the end of the century¹⁴.

¹⁴ In Quebec, it is not anticipated that there will be a teacher shortage. Of all of the teachers leaving the profession, no more than 50% are expected to retire. Teachers are in fact leaving the profession at all ages, not just at retirement age. A 5% turnover rate is anticipated, which is not out of the ordinary.

Le vieillissement de la main-d'oeuvre

La population canadienne est vieillissante; la main-d'oeuvre scolaire suit la même tendance. Les écoles ont à offrir de plus en plus de services et, parallèlement, la demande de personnel scolaire continue à augmenter. Ce vieillissement s'accompagne d'un changement dans le rôle du personnel enseignant, du généraliste vers le spécialiste, qui a modifié le profil de la profession.

L'âge moyen du personnel scolaire à temps plein est passé de 35 ans en 1972-1973 à 41 ans en 1989-1990, les extrêmes étant 37 ans dans les Territoires du Nord-Ouest et 43 ans au Québec (graphique 19). Le personnel scolaire semble quitter la profession plus tôt, en partie pour profiter des programmes d'encouragement à la retraite anticipée. En 1972-1973, 7,8% du personnel scolaire avait plus de 55 ans; en 1989-1990, ce pourcentage était tombé à 4,5%.

Présentement, il y a suffisamment de diplômées et diplômés récents, ainsi que de personnel scolaire à temps partiel, temporaire ou reprenant un emploi, pour satisfaire aux besoins actuels et à court terme de personnel à temps plein. D'ailleurs, en partie à cause du peu d'emplois permanents disponibles, les jeunes gens qui choisissent la profession ont été rares ces dernières années. Le graphique 20 montre qu'en 1972-1973, il y avait 44,2 % du personnel scolaire qui était âgé de moins de 30 ans; cette proportion est tombée graduellement au fil des ans. Ainsi, en 1989-1990, seulement 12,7 % du personnel scolaire avait moins de 30 ans.

Une proportion importante du personnel scolaire en fonction aujourd'hui atteindra l'âge de la retraite d'ici l'an 2000. Si ces personnes optent effectivement pour la retraite, plusieurs provinces pourraient avoir à trouver beaucoup de nouvelles recrues, sous peine de risquer d'avoir à faire face d'ici la fin du siècle à une pénurie de personnel scolaire¹⁴.

¹⁴ Le Québec, cependant, ne prévoit pas de pénurie de personnel scolaire. De tous les enseignants et enseignantes quittant la profession, les retraites ne formeront pas plus de 50 % des départs. En fait, les enseignants et enseignantes quittent à tous les âges, pas seulement à l'âge de la retraite. On prévoit un renouvellement de l'ordre de 5 % par année, ce qui représente un taux normal.

Graph 19

Average Age of Educators in Public Schools, by Province/Territory, Canada, 1972-73, 1979-80 and 1989-90

Graphique 19

Âge moyen du personnel scolaire dans les écoles publiques, par province/territoire, Canada, 1972-1973, 1979-1980 et 1989-1990

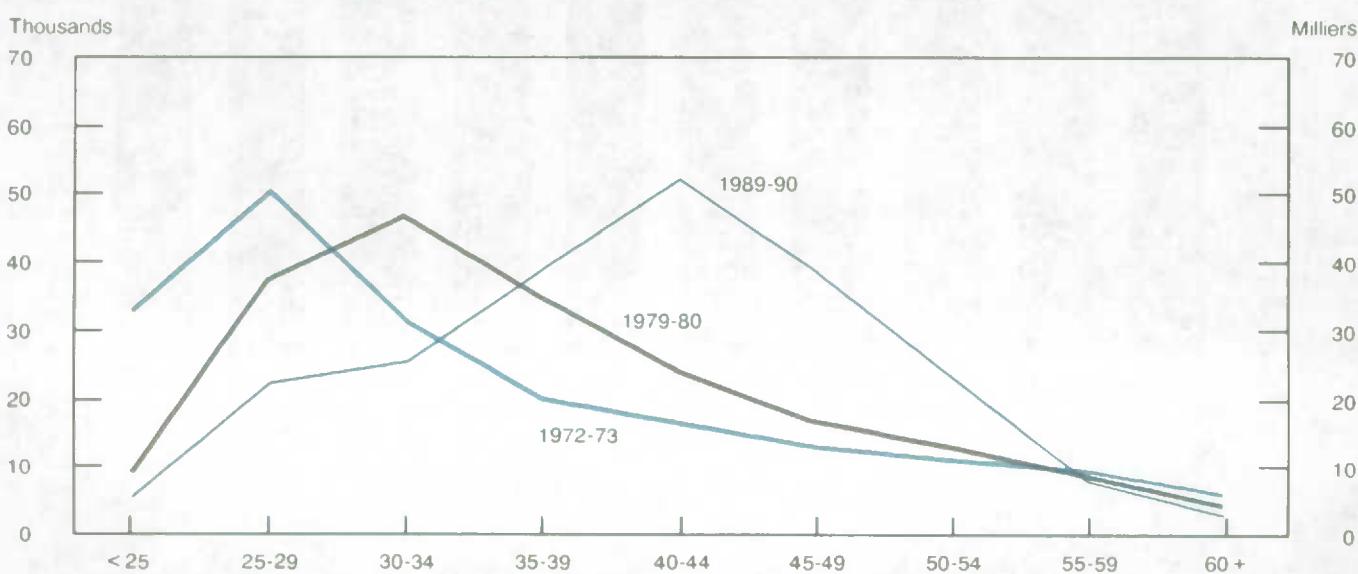


Graph 20

Age Profile of Educators in Public Schools, Canada¹, 1972-73, 1979-80 and 1989-90

Graphique 20

Profil d'âge du personnel scolaire dans les écoles publiques, Canada¹, 1972-1973, 1979-1980 et 1989-1990



¹ Excludes Quebec, as 1972-73 data are unavailable.

¹ Exclut le Québec; données de 1972-1973 non disponibles.

Ratio of Enrolment to Educators

The pupil-educator ratio gives an indication of the number of professional staff (such as classroom teachers, consultants, guidance and career counsellors, resource teachers, and school administrators) who contribute to the learning environment. It is the ratio of pupils to all educators.

As shown in Graph 21, since 1980-81, the number of pupils per educator decreased from 17.2 to 15.7. This is due to an increase in the number of educators and a decline in the number of students. The trend is common to all provinces and territories except Quebec. In 1989-90, Yukon and Manitoba had the lowest ratios (see Graph 22).

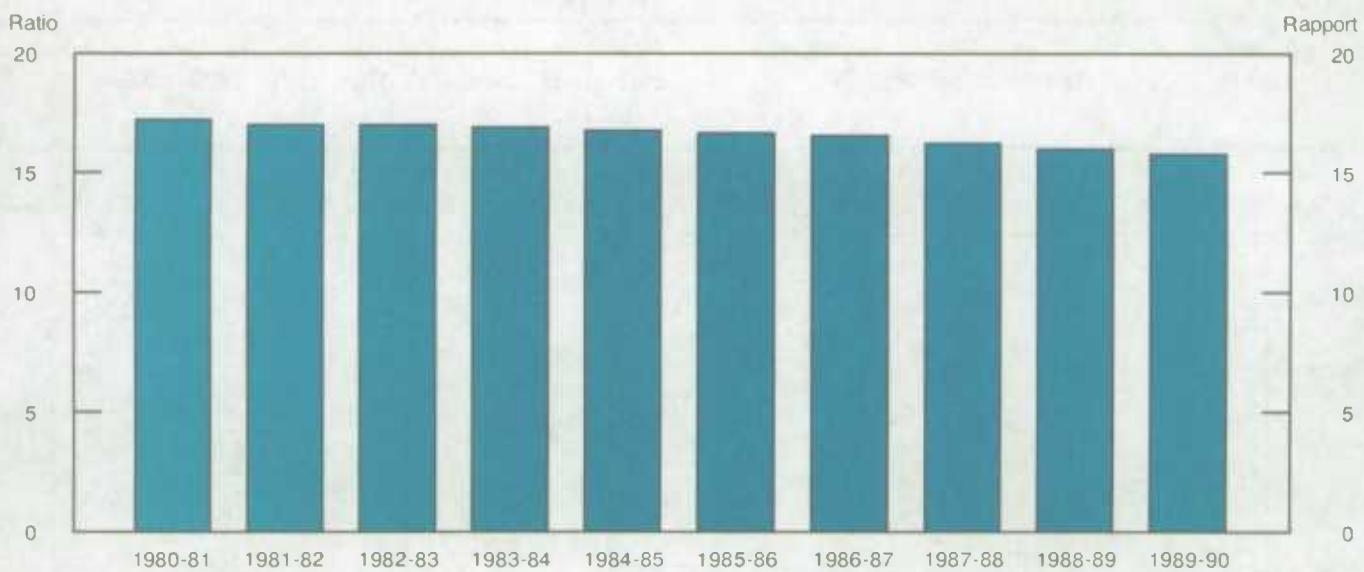
Rapport entre les effectifs et le personnel scolaire

Le rapport élèves-personnel scolaire donne une idée du nombre de personnes (enseignants et enseignantes, consultants et consultantes, conseillers et conseillères en orientation, conseillers et conseillères pédagogiques, personnel administratif, etc.) qui contribuent à la formation scolaire. C'est le rapport entre les élèves et l'ensemble du personnel scolaire.

Le graphique 21 montre que, depuis 1980-1981, le nombre d'élèves par éducateur est tombé de 17,2 à 15,7. Ceci est dû à une augmentation du nombre d'éducateurs et d'éducatrices et à une baisse des effectifs scolaires. Cette tendance se retrouve dans toutes les provinces et territoires sauf le Québec. En 1989-1990, le Yukon et le Manitoba avaient les taux les plus bas (graphique 22).

Graph 21

Ratio¹ of Enrolment to Educators in Public Schools, Canada, 1980-81 to 1989-90



¹ In full-time equivalents.

¹ En équivalence à temps plein.

Graphique 21

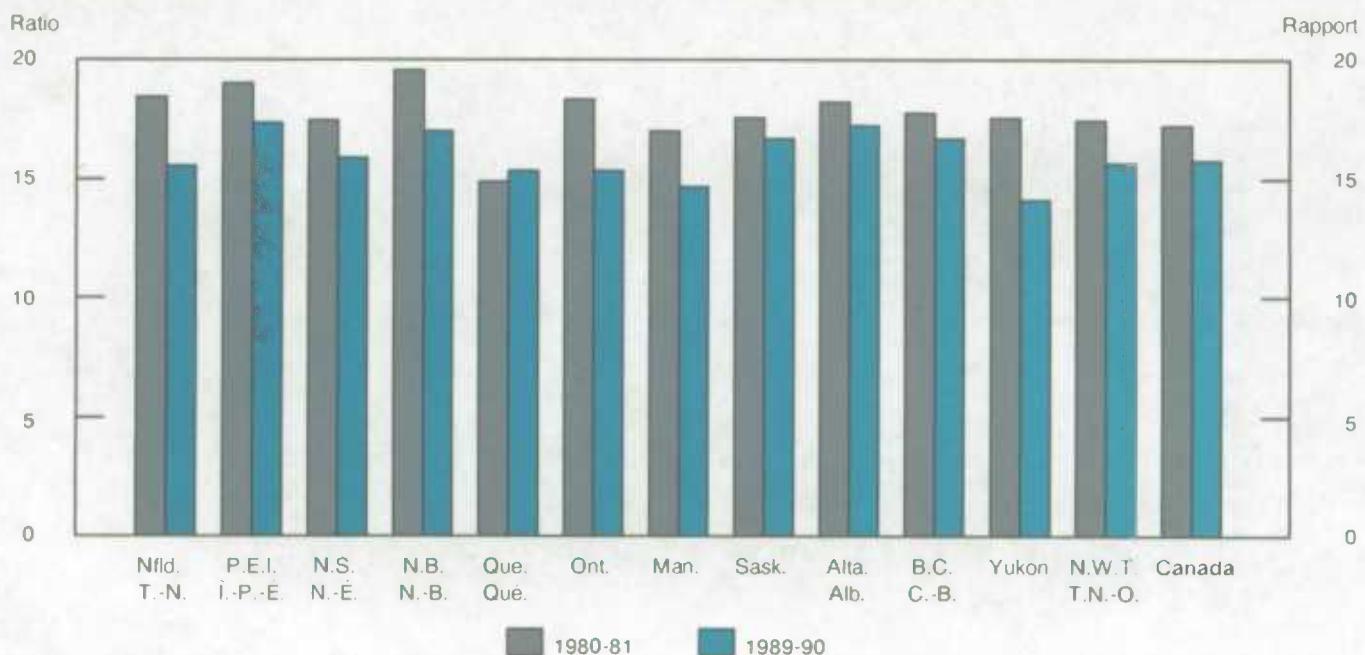
Rapport¹ des effectifs scolaires au personnel scolaire dans les écoles publiques, Canada, 1980-1981 à 1989-1990

Graph 22

Graphique 22

Ratio¹ of Enrolment to Educators in Public Schools, by Province/Territory, Canada, 1980-81 and 1989-90

Rapport¹ des effectifs scolaires au personnel scolaire dans les écoles publiques, par province/territoire, Canada, 1980-1981 et 1989-1990



¹ In full-time equivalents.

¹ En équivalence à temps plein.

Finance

Les finances

Finance

Canada's population is changing. It is becoming older and more culturally diverse. With limited resources to spend, provincial and local governments have to balance the demands of that changing society. Many people believe that by investing in the education of our children, we are in effect investing in the future of our society. Only with well-educated and well-trained citizens can Canada be competitive in the international marketplace.

The amount of funding available for education varies from province to province. It depends on, among other things, the size of the school-age population, the size of the labour force, the sources of taxation and government fiscal policy.

Each province provides different allocations to elementary-secondary education. However, differences in spending do not necessarily relate to variations in the quality of education or to differences in levels of student performance. In fact, research seems to indicate that instructional strategies have the most impact on student success. For this reason, caution should be exercised when comparing provincial expenditures. Costs will vary as a result of different operating and transportation costs, educators' salary scales, and many other factors.

The data in this section reveal that:¹⁵

- all provinces and territories make a sizable expenditure on education; however, the growth in total provincial and local expenditures on education has been consistent with the expansion in other provincial and local services;
- calculated nationally, education costs consume 15.7% of all provincial expenditures on public services;
- the portion of total provincial spending allocated to education has remained relatively constant over the past five years, despite competition for resources from other sectors;
- there are differences in the relative share of costs covered by provincial and local revenues, with costs increasingly being transferred to the municipal tax base;
- approximately 60% of school board resources are spent on instructional costs;
- the average yearly cost per student is \$5,817; and
- education expenditure rates between 1985-86 and 1989-90 increased by more than the increase in the Gross Domestic Product and in inflation as measured by the Education Price Index.

¹⁵ In this section, all dollar figures are in current dollars (see Appendix II for complete definition). Also, throughout this section, figures refer only to public education funding; the costs of private education have not been included.

Les finances

La population du Canada est en train de changer. Elle vieillit et sa diversité culturelle s'accentue. Avec les ressources limitées dont elles disposent, les provinces et les municipalités doivent s'efforcer de répondre aux besoins de cette société en évolution. Beaucoup de gens sont convaincus qu'en investissant dans l'éducation de nos jeunes, nous investissons dans l'avenir de notre société. Ce n'est que si le niveau d'instruction et de formation des Canadiens et des Canadiens est suffisamment élevé que le pays pourra être concurrentiel sur les marchés internationaux.

Le montant d'argent consacré à l'éducation varie d'une province à l'autre. Il dépend, entre autres, de la taille de la population d'âge scolaire, de la taille de la main-d'œuvre, de l'assiette fiscale et de la politique fiscale des gouvernements.

Chaque province consacre des sommes différentes à l'enseignement primaire et secondaire. Toutefois, ces différences budgétaires ne correspondent pas nécessairement à des variations au niveau de la qualité de l'éducation ou de la performance des élèves. En effet, les études semblent prouver que ce sont les méthodes pédagogiques qui sont des plus déterminantes pour le succès des élèves. Il faut donc faire preuve de prudence quand on compare les dépenses des provinces. Les variations peuvent être dues à des différences dans les coûts de fonctionnement et de transport, dans les échelles salariales du personnel scolaire et à bien d'autres facteurs.

Les données présentées dans cette section¹⁵ révèlent:

- que toutes les provinces et les territoires consacrent des sommes considérables à l'éducation; toutefois la croissance des dépenses provinciales et locales totales au titre de l'éducation est comparable à la croissance des autres services provinciaux et locaux;
- qu'à l'échelle nationale, l'éducation représente 15,7 % de toutes les dépenses provinciales au titre des services publics;
- que la proportion des dépenses provinciales au titre de l'éducation est restée relativement stable au cours des cinq dernières années, en dépit de la concurrence croissante exercée par d'autres secteurs au niveau du partage des ressources;
- qu'il existe des différences dans la proportion relative des dépenses couvertes par les recettes provinciales et locales, les municipalités ayant à en assumer une part de plus en plus grande;
- qu'approximativement 60 % des ressources dont les conseils et commissions scolaires disposent vont à l'enseignement;
- que le coût annuel moyen de l'éducation par élève est de 5 817 \$; et
- qu'entre 1985-1986 et 1989-1990, les dépenses au titre de l'éducation ont augmenté plus vite que le produit intérieur brut et que l'inflation, mesurée d'après l'indice des prix à l'enseignement.

¹⁵ Les chiffres fournis dans la présente section sont en dollars courants (définition complète à l'Annexe II). Par ailleurs, dans toute cette section, les chiffres ne s'appliquent qu'au secteur public de l'éducation; les coûts de l'enseignement privé n'ont pas été inclus.

Education Costs and the Economy

Financial resources available to education are in competition with increasing demands from other programs (such as social programs and health care) and with the increasing burden of provincial debt.

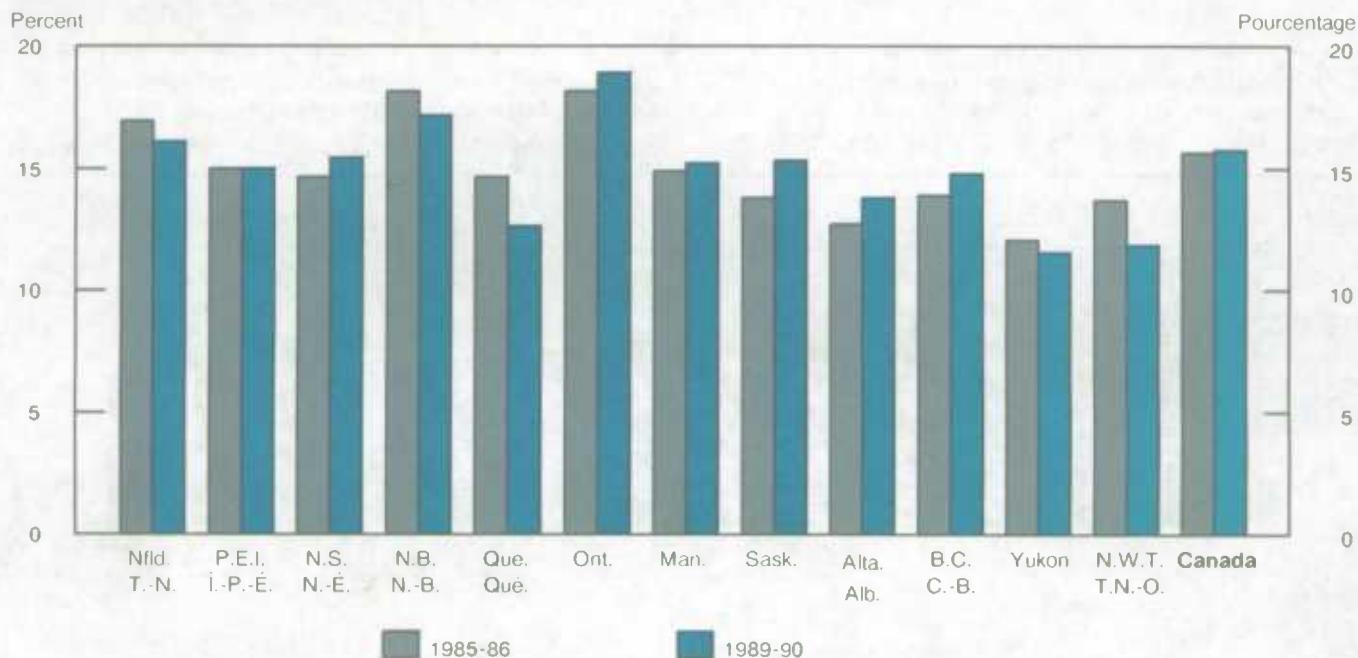
Graph 23 shows that nationally, total provincial and local spending on education as a proportion of total government spending increased marginally from 15.6% in 1985-86 to 15.7% in 1989-90. This indicates that for all of Canada, provincial and local spending on education has remained a fairly constant percentage of total spending, although there have been variations in individual provinces.

All provinces make a major investment in students, totalling \$24.4 billion for Canada. Elementary and secondary education expenditures per capita in Canada¹⁶ increased by 26%, from \$865 in 1985-86 to \$1,087 in 1989-90 (see Graph 24). Expenditures per capita have increased in every province. During the same period, the increase in the Consumer Price Index was 19.5%.

¹⁶ Per capita is defined as the total expenditure for education divided by the total population.

Graph 23

Expenditure on Education as a Percentage of Total Provincial/Local Expenditures, by Province/Territory, Canada, 1985-86 and 1989-90



Le coût de l'éducation et l'économie

L'éducation est en concurrence de plus en plus forte, pour ce qui est de l'accès aux ressources financières, avec d'autres secteurs comme les programmes sociaux et la santé et avec le fardeau de plus en plus lourd que constitue la dette provinciale.

Le graphique 23 montre qu'à l'échelle nationale, les dépenses totales des instances provinciales et locales au titre de l'éducation ont augmenté marginalement par rapport aux dépenses totales des pouvoirs publics, de 15,6 % en 1985-1986 à 15,7 % en 1989-1990. Ceci montre que, pour l'ensemble du Canada, le niveau des dépenses provinciales et locales pour l'éducation est resté relativement constant, en dépit de variations individuelles entre les provinces.

Toutes les provinces investissent des sommes considérables dans l'enseignement, le total s'élevant à 24,4 milliards de dollars pour l'ensemble du Canada. Les dépenses par habitant au titre de l'enseignement primaire et secondaire ont augmenté de 26 %, passant de 865 \$ en 1985-1986 à 1 087 \$ en 1989-1990 (graphique 24). Les dépenses par habitant¹⁶ ont augmenté dans chacune des provinces. Pendant cette même période, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 19,5 %.

¹⁶ Les dépenses par habitant sont calculées en divisant le montant total des dépenses au titre de l'éducation par la population totale.

Graphique 23

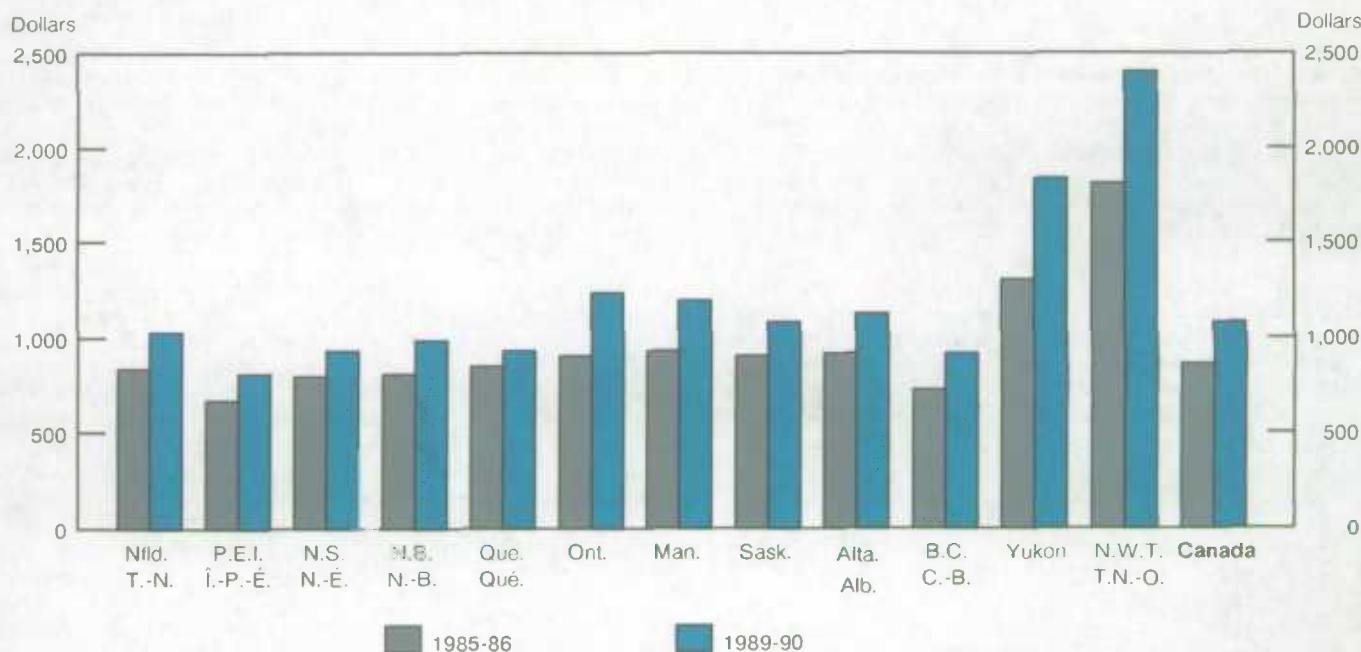
Dépenses d'éducation en pourcentage des dépenses totales des administrations provinciales et municipales, par province/territoire, Canada, 1985-1986 et 1989-1990

Graph 24

**Expenditures on Education per Capita,
by Province/Territory, Canada,
1985-86 and 1989-90**

Graphique 24

**Dépenses en éducation par habitant, par
province/territoire, Canada, 1985-1986 et
1989-1990**

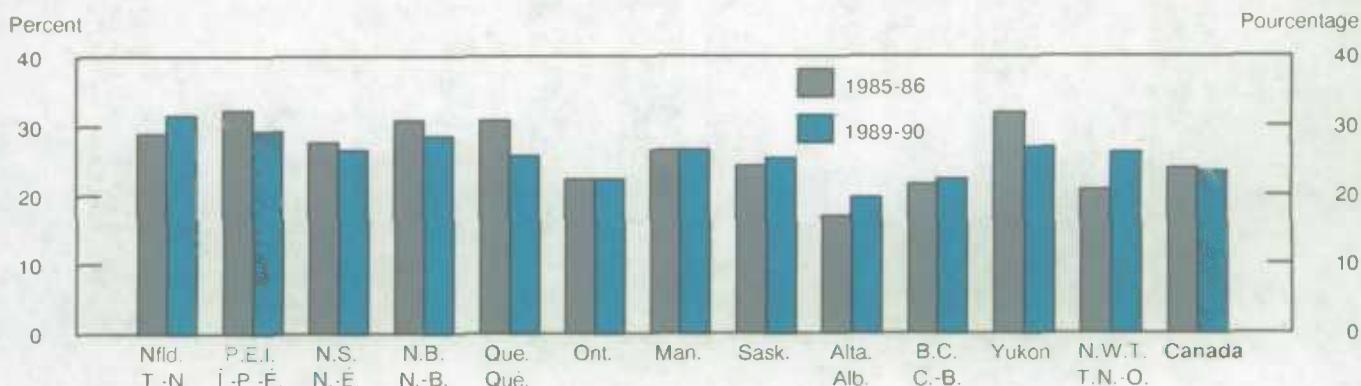


Graph 25

**Public School Expenditures per Student¹ as a
Percentage of GDP² per Capita, by
Province/Territory, Canada, 1985-86 to 1989-90**

Graphique 25

**Dépenses des écoles publiques par élève¹
en pourcentage du PIB² par habitant, par
province/territoire, Canada, 1985-1986 et 1989-1990**



The Cost of Educating a Student

Changes in expenditures per student are largely related to increases in instructional costs and fluctuations in enrolment. Instructional costs are defined as all expenditures dealing with activities related to the teaching process, such as salaries, wages, fringe benefits, and special allowances of regular, part-time and supply teachers, principals, vice-principals, student assistants and certified personnel; instructional supplies and materials; services purchased or contracted; and any other expenses dealing directly with the instruction function.

As shown in Graph 25, increases in expenditures per student were greater than increases in the Gross Domestic Product (GDP) per capita in Canada between 1985-86 and 1989-90. In general terms, this single comparison means that the money spent for education has been rising faster than the increase in the economy. Thus, it will be difficult to continue to support increases in educational costs if this difference is sustained.

During the same period, increases in expenditures for education were also greater than increases in the Education Price Index (EPI), a measure of the cost of purchasing a constant set of goods and services by school boards (see Graph 27). This indicates that actual expenditure growth in education during the last five years has exceeded the growth in the EPI for the same period.

Graph 26 shows that total operating and capital expenditures per student increased by approximately 28.3% over a five-year period, or from \$4,535 per student in 1985-86 to \$5,817 per student in 1989-90. The increase in operating costs per student for that period was slightly less than the increase in the capital costs per student (28% versus 30%), meaning that during the five-year period, relatively speaking, there was a greater emphasis on expenditures for replacing or expanding school facilities and other capital expenditures.

How We Pay for Education

Education is a provincial jurisdiction. Financial responsibility is usually shared between the provincial and local governments. In general, about two-thirds of the school board revenue is provided by provincial revenues; the remainder is obtained through taxation by local levels of government or by school boards with taxing powers. The average provincial contribution as a percentage of total revenue declined in recent years, with provincial grants decreasing from 64% of total school board revenues in 1985-86 to 61% in 1989-90. In concrete terms, this means that, for those provinces that share fiscal responsibility for education with local boards, a larger percentage of this fiscal responsibility is being transferred from provincial consolidated revenues to local tax bases.

Le coût de formation d'un élève

L'évolution des dépenses par élève est largement attribuable à des augmentations des coûts de l'enseignement et aux fluctuations des effectifs. Les coûts de l'enseignement sont toutes les dépenses attribuables aux activités liées au processus d'enseignement, comme les salaires, avantages sociaux et indemnités spéciales du personnel enseignant ordinaire, à temps partiel et en suppléance, des directrices et directeurs d'école, des directrices et directeurs adjoints, des élèves enseignants et du personnel certifié, les fournitures et le matériel pédagogique, les services achetés ou obtenus sous contrat, ainsi que toute autre dépense liée directement à la fonction enseignante.

Le graphique 25 montre qu'entre 1985-1986 et 1989-90, les dépenses par élève ont augmenté plus rapidement au Canada que le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Autrement dit, l'augmentation des dépenses au titre de l'éducation a été plus rapide que celle de l'économie. Il sera difficile de soutenir la croissance des coûts de l'éducation si cet écart avec le PIB se maintient.

Au cours de la même période, les dépenses par élève ont aussi augmenté plus rapidement que l'indice des prix à l'enseignement (IPE), qui mesure le prix d'achat d'un ensemble constant de biens et services par les conseils et commissions scolaires (graphique 27). Autrement dit, la croissance des dépenses réelles au titre de l'éducation a été plus forte que celle de l'IPE pour la même période.

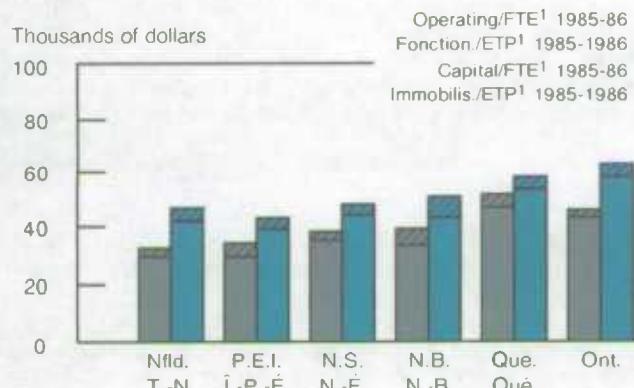
Le graphique 26 montre que les dépenses totales de fonctionnement et d'immobilisations par élève ont augmenté d'environ 28,3 %, passant de 4,535 \$ par élève en 1985-1986 à 5 817 \$ en 1989-1990. Pour cette période, l'augmentation des dépenses de fonctionnement par élève a été légèrement inférieure à celle des dépenses d'immobilisations par élève (28 % contre 30 %), ce qui signifie que, pendant ces cinq années, on a accordé relativement plus d'importance au remplacement ou à l'agrandissement des installations scolaires et à d'autres dépenses d'immobilisations.

Comment l'éducation est financée

L'éducation relève de la compétence des provinces. Les provinces et les municipalités se partagent normalement la responsabilité de son financement. En général, le trésor provincial fournit aux conseils et commissions scolaires les deux tiers environ de leurs recettes; le reste provient des impôts prélevés par les autorités locales ou par les commissions ou conseils scolaires habilités à percevoir des impôts. Proportionnellement aux recettes totales, la contribution provinciale moyenne a diminué ces dernières années, passant de 64 % des recettes totales des conseils ou commissions scolaires en 1985-1986 à 61 % en 1989-1990. Dans les provinces qui partagent la responsabilité financière pour l'éducation avec les conseils et commissions scolaires, cela signifie concrètement que le trésor provincial se décharge sur les autorités locales d'une part plus grande de cette responsabilité fiscale.

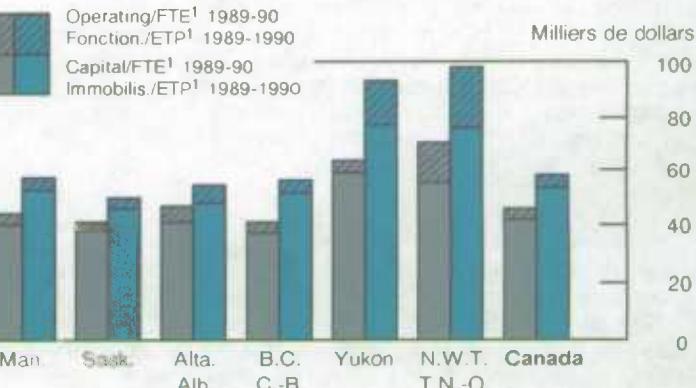
Graph 26

Public School Expenditures per Student¹, by Province/Territory, 1985-86 and 1989-90



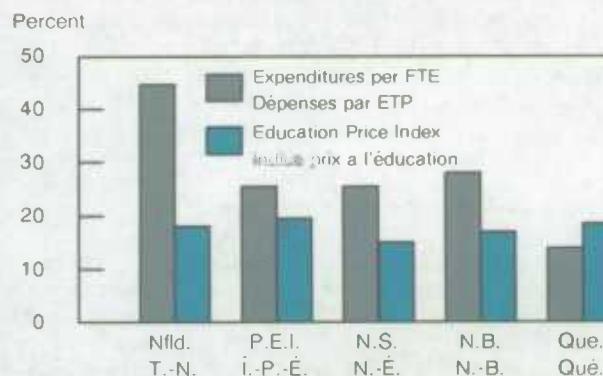
Graphique 26

Dépenses des écoles publiques par élève¹, par province/territoire, Canada, 1985-1986 et 1989-1990



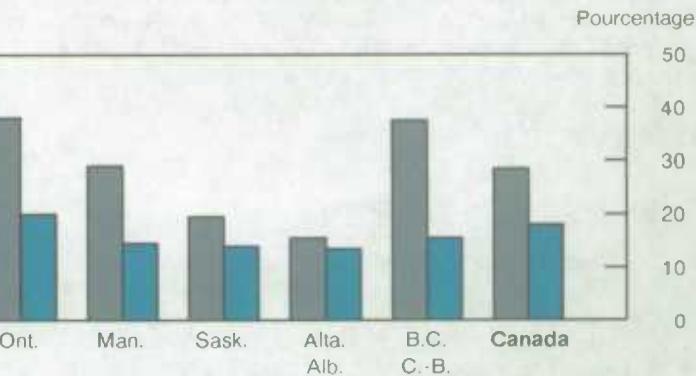
Graph 27

Increase of Public School Expenditures per Student¹, Compared to Education Price Index (EPI), by Province, Canada³, 1985-86 and 1989-90



Graphique 27

Pourcentage d'augmentation des dépenses des écoles publiques par élève¹, comparé à l'indice des prix à l'enseignement (IPE), par province, Canada³, 1985-1986 et 1989-1990



¹ Public School expenditures and FTE exclude adult education.

² GDP : Gross Domestic Product

³ EPI is not available for Yukon and N.W.T.

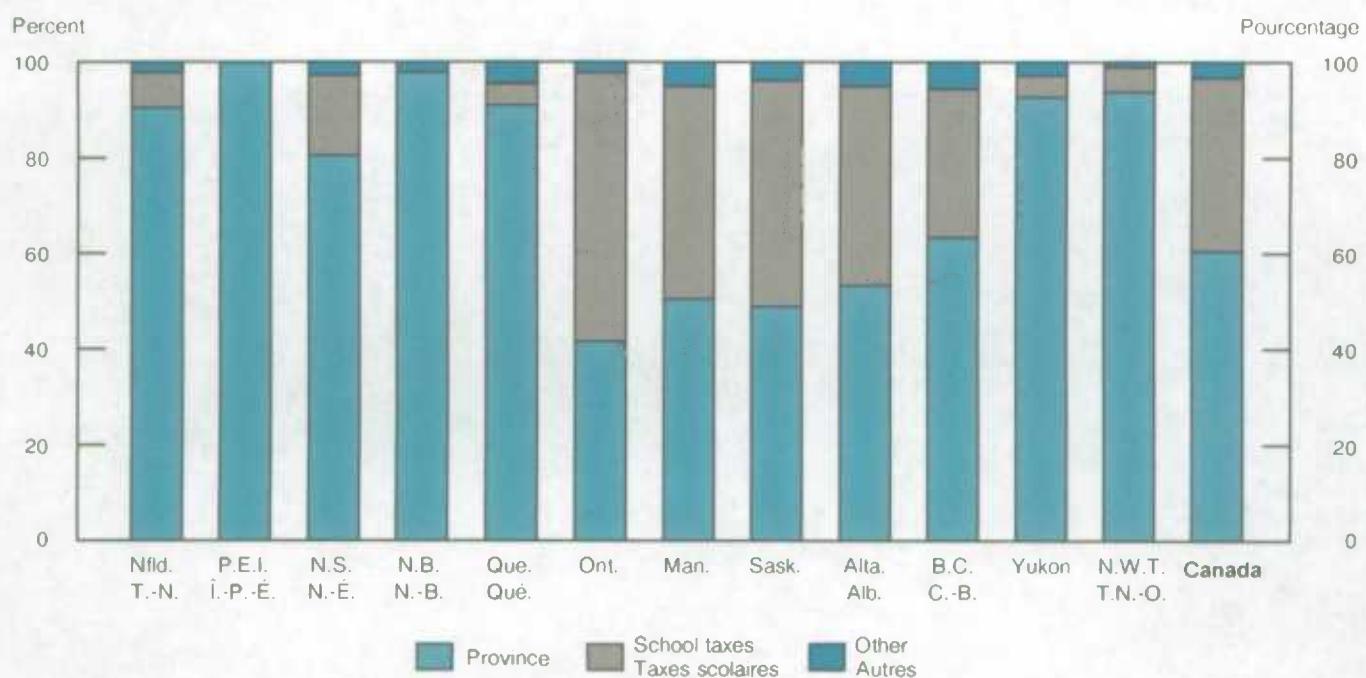
¹ Les dépenses des écoles publiques et élèves à temps plein excluent l'éducation aux adultes.

² PIB = Produit intérieur brut

³ L'IPE n'est pas disponible pour Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Provincially, the amounts provided from local and provincial revenues vary significantly due to the variations in school finance systems and fiscal policy (see Appendix I for a complete description of the financial systems in individual provinces). In some provinces, taxes on residential and commercial properties are collected directly by the provincial government and are used to offset part of the cost of education. In other provinces, local governments collect residential and commercial property taxes, and the proceeds are then used to cover the local contribution to education. For example, in Prince Edward Island and New Brunswick, there is no direct local taxation on property for education. In contrast, Ontario school boards receive more than half of their revenue from local taxation directly related to education. Graph 28 gives the sources of school board revenue by province and territory for 1989-90.

Provincialement, les recettes provenant des revenus locaux et provinciaux varient considérablement, étant donné la diversité des systèmes de financement des écoles et des politiques fiscales. (L'Annexe I contient une description complète des systèmes de financement de chacune des provinces.) Dans certaines provinces, l'impôt foncier sur les propriétés résidentielles et commerciales est perçu directement par le gouvernement provincial, qui l'utilise pour financer en partie le coût de l'éducation. Dans d'autres provinces, ce sont les autorités locales qui prélevent des impôts sur les propriétés résidentielles et commerciales, ces recettes fiscales servant à financer localement l'éducation. À l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, par exemple, il n'y a pas d'impôt foncier direct au titre de l'éducation. En Ontario, par contre, plus de la moitié des revenus des conseils scolaires proviennent d'impôts locaux liés directement à l'éducation. Le graphique 28 indique l'origine des recettes des conseils et commissions scolaires, par province et territoire, en 1989-1990.

Graph 28
**Sources of School Board Revenue,
by Province/Territory, Canada, 1989-90**
Graphique 28
**Sources de revenus des commissions et conseils
scolaires, par province/territoire, Canada, 1989-1990**


How the Money is Spent

Across Canada, in percentage terms, instructional costs in 1989-90 represented approximately 60% of expenditures on education. This percentage has remained fairly constant over the past five years (see Graph 29). The remainder was spent, for example, on the transporting of students to school, on maintaining and providing utilities for schools, on repairing and replacing older schools, and on other administrative expenditures.

Overall instructional costs include, among other items, salaries, fringe benefits¹⁷ and special allowances¹⁸. Increases in the overall instructional cost can be caused in part by increases in the number of teachers, annual negotiated contract increases, and increases due to changes in teacher certification levels and years of service. The advancing age and experience of educators means that each year, there are more teachers at the maximum salary level.

¹⁷ Fringe benefits are defined as an employment benefit, paid by the school board and/or by the provincial government, that is not reported as basic salary or wage. This includes items paid by the employer, such as contributions to private or public pension plans, unemployment insurance, life insurance plans, health plans, dental and drug plans, vision care plans, workers' compensation plans, private disability insurance plans, early retirement gratuities, private use of institutional goods and services, employee discounts, and any other benefits not directly reported under regular salaries and wages.

¹⁸ Special allowances are defined as costs directly incurred by provincial governments, not individual school boards. These are therefore not included as fringe benefits in calculating public school expenditures for this publication.

Comment l'argent est dépensé

Pour l'ensemble du Canada, les coûts de l'enseignement représentaient à peu près 60 % des dépenses au titre de l'éducation en 1989-1990. Ce pourcentage est resté sensiblement le même pendant les cinq dernières années (graphique 29). L'argent restant était utilisé, par exemple, pour le transport des élèves, l'entretien des écoles et l'installation de services, pour réparer ou remplacer les écoles vieillissantes et pour couvrir d'autres dépenses administratives.

Le coût total de l'enseignement comprend entre autres les salaires, les avantages sociaux¹⁷ et les indemnités spéciales¹⁸. L'augmentation du coût total de l'enseignement est due à l'augmentation du nombre des enseignantes et enseignants, aux augmentations annuelles négociées dans le cadre des conventions collectives, aux hausses dues à l'amélioration des niveaux de qualification et aux promotions. Le vieillissement et l'avancement des membres du personnel scolaire font en sorte que beaucoup touchent le salaire maximum.

¹⁷ Les avantages sociaux sont définis comme étant les avantages au personnel versés par le conseil ou la commission scolaire ou le gouvernement provincial, qui ne changent pas le salaire ou la rémunération de base. Il s'agit de cotisations à un régime de retraite privé ou public, d'assurance-chômage, de régimes d'assurance-vie, de régimes d'assurance maladie, de soins dentaires, de remboursement des médicaments et de soins ophtalmologiques, d'assurances contre les accidents au travail, d'assurances-invalidité privées, de primes de retraite anticipée, d'utilisation à des fins personnelles de biens et services de la compagnie, d'escomptes au personnel et de tout autre avantage qui n'est pas directement lié au salaire ou à la rémunération ordinaire.

¹⁸ Les indemnités spéciales sont des coûts assumés directement par les gouvernements provinciaux, non pas par les commissions ou conseils scolaires. Il n'en est donc pas tenu compte dans le calcul des dépenses des écoles publiques dans la présente publication.

Graph 29

**Distribution of Public School Expenditures,
Canada, 1985-86 and 1989-90
(\$000 000)**



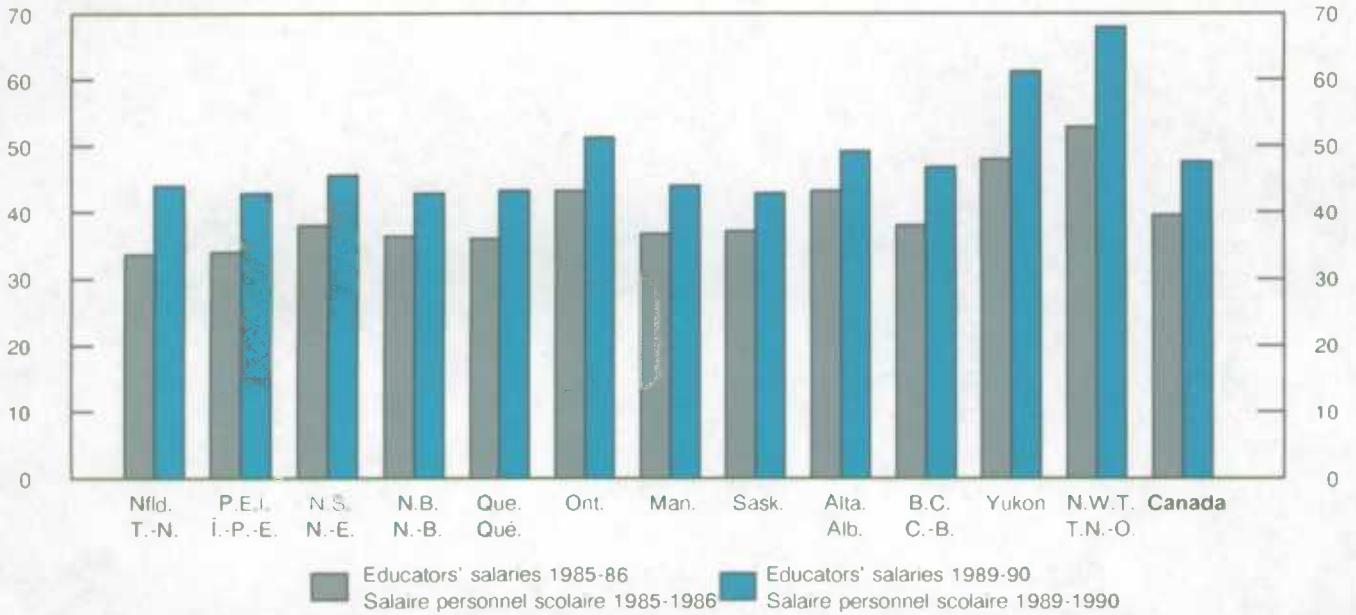
Graphique 29

**Répartition des dépenses des écoles publiques,
Canada, 1985-1986 et 1989-1990
(000 000 \$)**

Graph 30

**Average Educators' Salaries¹, by
Province/Territory, Canada, 1985-86 and
1989-90**

Thousands of dollars



Graphique 30

**Salaire moyen du personnel scolaire¹, par
province/territoire, Canada, 1985-1986 et
1989-1990**

Milliers de dollars

¹ Educators' salaries excludes superannuation costs and adult education. Number of FTE teachers also excludes adult education.

¹ Salaire du personnel scolaire exclut la caisse de retraite et l'éducation aux adultes. Le nombre d'ETP ne comprend pas l'éducation aux adultes.

Appendix I

Provincial Financing Systems

Annexe I

Systèmes de financement provinciaux

British Columbia

The public education system in British Columbia is made up of 75 local school districts. Each district has an elected board of school trustees which governs under the authority of the School Act. The total number of students in the province is half a million, taught in 1600 public schools.

Each year, the government establishes an average per pupil amount, which is multiplied by the total actual enrolment to establish the block of funds for public education. The block is adjusted annually to reflect economic and enrolment changes. The block can also be adjusted to reflect significant changes in program requirements.

The block of funds is distributed to the 75 school districts based on the relative costs of delivering education programs in each district, partially adjusted to reflect historical spending patterns. These costs are determined through a complex set of formulas that, over the past seven years, have been reviewed annually and refined in consultation with school districts.

The funding formulas recognize that the costs of providing the same educational programs to students vary between districts. For example, the cost of providing special needs students with the same educational opportunities is higher than for students in the regular program, and the cost of transporting students is higher in more remote districts.

In addition to the block of funds, the government funds debt servicing costs on public education facilities, as well as special programs (provincial special needs programs) and special initiatives (Royal Commission implementation, computer technology).

School boards can finance additional expenditures through the application of local revenues (earned interest income, facilities rentals). School boards are also able to finance expenditures for extras through taxpayer-approved referenda.

The Ministry of Education also provides funding for eligible independent schools, accounting for between 30% and 50% of their revenues.

Alberta

The funding of education in Alberta is a cooperative and joint undertaking of locally elected school boards and the provincial government. School jurisdictions are responsible for a portion of education costs through taxation on both residential and non-residential property, while the province provides a major portion of funds from general revenues and a tax levy on non-residential property. School jurisdictions currently receive on average 60% of their revenues from the provincial government, 34% from local property taxes and 6% from the federal government and miscellaneous fees and charges.

Colombie-Britannique

Le système scolaire public de la Colombie-Britannique est composé de 75 districts scolaires locaux. Chaque district est régi en vertu de la Loi sur l'instruction publique (School Act) par un conseil de conseillères et conseillers scolaires élus. Les 1 600 écoles publiques de la province accueillent un demi-million d'élèves au total.

Le gouvernement calcule chaque année le montant de l'allocation moyenne par élève, qui est multiplié par le nombre effectif d'élèves pour déterminer le montant de l'enveloppe budgétaire accordée à l'instruction publique. Cette subvention générale est rajustée annuellement pour tenir compte des fluctuations de l'économie et des effectifs scolaires. Elle peut aussi être rajustée pour tenir compte de toute modification importante aux programmes scolaires.

La subvention globale est répartie entre les 75 districts scolaires en fonction du coût relatifs des programmes scolaires pour chaque district, partiellement rajusté pour tenir compte de son niveau passé de dépenses. Ce coût est calculé au moyen d'une série complexe de formules qui, au cours des sept dernières années, a été révisée annuellement et affinée, avec la collaboration des districts scolaires.

La formule de financement tient compte du fait que le coût des programmes scolaires varie de district en district. Par exemple, le coût de prestation des programmes scolaires est plus élevé dans le cas des enfants en difficulté que dans celui des enfants des programmes ordinaires, et les frais de transport des élèves sont plus élevés dans les districts isolés.

Outre la subvention globale, le gouvernement finance le service de la dette sur les installations scolaires publiques, ainsi que les programmes spéciaux (programmes provinciaux à l'enfance en difficulté) et les initiatives spéciales (mise en oeuvre des recommandations de la Commission royale, technologie informatique).

Les conseils scolaires peuvent se servir des revenus locaux (intérêts créditeurs, location de locaux) pour financer leurs dépenses supplémentaires. Les conseils scolaires peuvent aussi financer des dépenses supplémentaires en les faisant approuver par les contribuables par référendum.

Le ministère de l'Éducation subventionne également les écoles privées admissibles, auxquelles il fournit entre 30 % et 50 % de leurs revenus.

Alberta

En Alberta, le financement de l'éducation est assumé, conjointement et en collaboration, par les conseils scolaires élus localement et par le gouvernement provincial. Les autorités scolaires financent une partie des coûts de l'éducation par le biais d'impôts sur les propriétés résidentielles et non résidentielles, tandis que la province finance une partie des fonds à partir de ses recettes générales et par un impôt sur les propriétés non résidentielles. À l'heure actuelle, les autorités scolaires reçoivent en moyenne 60 % de leur argent de la province, 34 % des impôts fonciers locaux et 6 % du gouvernement fédéral et d'autres taxes et droits divers.

Approximately 75% of the provincial grants to school jurisdictions are distributed through the School Foundation Program Fund (SFPF), which is funded by the general revenues of the province (85%), and by a tax levy on non-residential property (15%). The SFPF grants provide support for school construction, student transportation, and for debt payments for school instruction. The provincial government also provides other grants from its general revenues to support specific programs and services such as special education, vocational education, language programs, extension programs, and early childhood services.

The provincial government provides fiscal equity funding to school jurisdictions, to reduce effects of factors that are beyond the control of school jurisdictions and that cause differences in available educational resources and services for students. The equity grant formula provides funding to compensate school boards that have below provincial average assessment per student or higher per student costs due to population sparsity, with a distance component to offset higher costs associated with operating at a significant distance from a major supply centre.

The provincial government does not contribute to the teachers' pension fund. Rather, it is committed to paying 100% of the pensions of those who retired before 1939 and 50% of the pensions of those who retired after 1939. It operates the Learning Resources Distributing Centre, which is financially self-sufficient. The Department of Education also administers the Alberta School for the Deaf and the Alberta Distance Learning Centre, which develops and provides traditional correspondence courses and distance education programs and resources.

Private schools in Alberta receive slightly more than one third of their revenue from the provincial government. The main source of private school revenue is still tuition fees and, for residential schools, room and board.

Saskatchewan

The Saskatchewan government, through Saskatchewan Education, provides the province's 115 school divisions with funding that accounts for approximately one-half of school division revenues. The Foundation Grant formula forms the basis for the current operating grant system for elementary and secondary schools. The formula provides that school operating grants are equal to the difference between "recognized expenditures" and "recognized revenues".

The main portion of "recognized expenditures" is calculated by multiplying the number of students by the base rate applicable to the grade category and the type of school division. The rates are established to reflect realistic expenditures for administration, instruction, plant operation and maintenance, non-capital furniture and equipment, non-capital renovations and repairs, current interest expenses and bank

Environ 75 % des subventions que les autorités scolaires reçoivent de la province sont réparties dans le cadre du Fonds du programme de fondation des écoles (FPFE), qui est alimenté par le Trésor provincial (85 %) et par les impôts sur les propriétés non résidentielles (15 %). Les subventions du FPFE servent à financer les constructions scolaires, le transport des élèves et le service de la dette au titre de l'instruction. La province offre également des subventions générales au titre de programmes et services spéciaux comme l'enfance en difficulté, la formation professionnelle, les cours de langue, les programmes complémentaires et les services à la petite enfance.

Le gouvernement provincial fournit des subventions d'égalisation fiscale aux autorités scolaires pour contrebalancer l'effet de facteurs indépendants de leur volonté qui causent une disparité dans le niveau des ressources et des services scolaires accessibles aux élèves. La formule de calcul de ces subventions permet de compenser les conseils scolaires dont l'assiette fiscale est inférieure à la moyenne provinciale ou dont les coûts par élève sont plus élevés à cause d'une faible densité de population; elle comporte également un indice d'éloignement pour contrebalancer les frais de fonctionnement plus élevés qu'ont à assumer les écoles situées à une distance importante des grands centres d'approvisionnement.

Le gouvernement provincial ne contribue pas au fonds de retraite du personnel enseignant. Par contre, il s'est engagé à payer 100 % des pensions des personnes ayant pris leur retraite avant 1939 et 50 % des pensions de celles qui l'ont prise après 1939. Il gère la Direction des manuels scolaires, qui est financièrement indépendante. Le ministère de l'Éducation administre également le *Alberta School for the Deaf*, une école pour les personnes malentendantes, et le *Alberta Distance Learning Resources Distributing Centre*, qui élaboré et offre du matériel pour les cours par correspondance traditionnels et les cours à distance.

Les écoles privées de l'Alberta reçoivent un peu plus du tiers de leurs revenus du gouvernement provincial. Leur principale source de financement demeure cependant les droits de scolarité et de pensionnat.

Saskatchewan

Le gouvernement de la Saskatchewan, par l'entremise du ministère de l'Éducation, verse aux 115 divisions scolaires de la province des subventions qui représentent environ la moitié de leurs revenus. La formule des subventions de base des écoles primaires et secondaires prévoit que les subventions de fonctionnement des écoles sont égales à la différence entre les dépenses approuvées et les recettes approuvées.

Pour l'essentiel, les dépenses approuvées sont calculées en multipliant le nombre d'élèves par le taux de base correspondant à la catégorie du niveau d'enseignement et au type de division scolaire. Les taux reflètent le montant réaliste des frais d'administration et d'enseignement, des dépenses de fonctionnement, d'entretien des locaux, d'achat de mobilier et de matériel ou de rénovations et réparations (en dehors des dépenses d'immobilisations des frais d'intérêt et bancaires,

charges and special events transportation. Other recognized expenditures include conditional funding for programs such as high cost special education students, transportation, tuition fee expenses, shared services, and second language programs.

"Recognized revenues" are calculated by multiplying the equalized assessment of the school division by an equalization factor set by the province. Tuition fees are also included in recognized revenues.

School divisions collect taxes, through the municipalities, on residential and non-residential property. Farm buildings, government buildings and churches are exempt. School divisions must cover their unrecognized expenditures from local revenue.

Local taxes account on average for 45% of school division revenue. Other sources of revenue for school divisions (approximately 4%) are the federal government, auxiliary services, interest, and dividends.

The funding of capital education facilities approved by the province is shared on an average 80% province and 20% school division basis. The provincial share is reimbursed to the school divisions by repayment of the recognized capital long-term debt on approved capital projects.

In addition to the foundation operating and capital grants, the Education Development Fund (EDF) was established in 1985 to finance improvements to Saskatchewan's K-12 education system. The EDF, a ten-year program, is used to fund the acquisition of learning resources, program improvements and efficiency improvements. The Government of Saskatchewan also contributes to the teachers' pension fund, group life insurance plan and dental plan.

The Department operates the Saskatchewan Book Bureau, which is financially self-sufficient. In addition, the Saskatchewan Correspondence School is supported by tuition fee revenues and funding from the Department.

With regard to private schools, elementary schools are not eligible to receive provincial funding, but a limited number of secondary schools do receive provincial support. The main sources of funding for private schools are tuition fees and room and board.

Manitoba

Funding for elementary and secondary education in Manitoba is provided under the Government Support to Education Program (GSEP). The GSEP formula, outlined in the Public Schools Act and related regulations, has five main components: block support, categorical support, equalization support, guaranteed support, and capital support.

et du coût des transports aux manifestations spéciales). Citons encore, au nombre des dépenses approuvées, le financement conditionnel des programmes coûteux d'éducation spéciale, des transports, des frais de scolarité, des services communs et des programmes de langue seconde.

Les recettes approuvées sont calculées en multipliant l'évaluation rajustée de la division scolaire par un facteur de péréquation fixé par la province. Les droits de scolarité font aussi partie des recettes approuvées.

Les divisions scolaires prélevent des taxes, par l'intermédiaire des municipalités, sur les propriétés résidentielles et non résidentielles. Les bâtiments agricoles, les édifices gouvernementaux et les églises sont exemptés. Les divisions scolaires doivent financer leurs dépenses non approuvées à partir de l'impôt local.

L'impôt local représente en moyenne 45 % des recettes des divisions scolaires. Les autres recettes des divisions scolaires (environ 4 %) proviennent entre autres du gouvernement fédéral, des services auxiliaires, et des intérêts et des dividendes.

Le financement des équipements immobiliers pour l'enseignement approuvé par la province est partagé en moyenne, à raison de 80 % pour la province et 20 % pour la division scolaire. La province paye sa part en remboursant la dette à long terme reconnue, contractée par les divisions scolaires pour les projets d'immobilisations approuvés.

Outre les subventions de base (fonctionnement et immobilisations), la province fournit un financement dans le cadre du fonds pour le développement de l'éducation, créé en 1985 pour financer des améliorations au système d'enseignement primaire et secondaire de la Saskatchewan. Ce programme doit s'étaler sur dix ans et a pour but de financer l'acquisition de matériel pédagogique, les améliorations aux programmes et les projets de rentabilisation. Le gouvernement de la Saskatchewan contribue également aux régimes de retraite, d'assurance-vie collective et de soins dentaires du personnel enseignant.

Le Ministère administre le Bureau des manuels scolaires, qui s'autofinance. L'École par correspondance de la Saskatchewan, par ailleurs, est financée par les droits de scolarité et des subventions du Ministère.

Quant aux écoles privées, les écoles primaires ne sont pas admissibles aux subventions provinciales, mais quelques écoles secondaires en reçoivent. La principale source de financement des écoles privées demeure les droits de scolarité et de pensionnat.

Manitoba

Le financement de l'enseignement primaire et secondaire est assuré au Manitoba dans le cadre du programme d'aide gouvernementale à l'éducation (PAGE). La formule de financement, définie dans la Loi et les règlements sur les écoles publiques, comprend cinq grands volets: les subventions globales, les subventions par catégories, les subventions de péréquation, les subventions garanties et les subventions d'équipement.

Overall, school division operating expenditures of approximately \$1 billion in 1989-90 were funded as follows: 71% provincial funding, 24% school division property taxation, 5% miscellaneous revenues.

Under the GSEP, block support is the lesser of a fixed amount per weighted pupil (\$2,280) and a percentage of supportable expenditures (60%).

Decline in enrolment, economies of scale, teacher experience, and isolated locations in northern Manitoba are some of the factors used in weighting eligible enrolment. Supportable expenditures are operating expenditures from the previous year net of school division miscellaneous revenues, adjusted for the current year's enrolment.

Under the categorical support component, the province identifies a number of categories including those related to transportation, special needs, vocational education, small schools, bilingualism, heritage language, "at risk" students, and curricular materials.

Equalization support is based on an equalization factor that uses the highest divisional assessment per pupil as its reference point. Equalization is the amount generated by multiplying supportable expenditures less block and categorical funding by the equalization factor.

The intent of equalization support is to provide additional funding to those divisions with low assessment per pupil.

The GSEP includes a formula for determining an amount of guaranteed funding that ensures that current year block and equalization funding is not less than previous year block, equalization, and guaranteed funding.

Funding is also provided to school divisions in support of capital items including debenture principal and interest, school building support, school buses, vocational equipment replacement and establishment.

The provincial government also provides other support/revenue towards the operating costs of school divisions (e.g. Institutional Programs, In-Service, Shared Services, Evening School).

The Department of Education and Training also administers the Manitoba Textbook Bureau, funds the Manitoba School for the Deaf and correspondence courses, and through the Child Care and Support Services Branch, provides clinician services to many rural school divisions.

En 1989-1990, les dépenses totales de fonctionnement des divisions scolaires, soit environ 1 milliard de dollars, ont été financées comme suit: subventions provinciales, 71 %; taxes foncières levées par les divisions scolaires, 24 %; revenus divers, 5 %.

La subvention globale du PAGE est égale au moindre des deux montants suivants: un montant fixe (2 280 \$) multiplié par l'effectif pondéré, ou un pourcentage des dépenses admissibles (60 %).

Les facteurs de pondération des effectifs sont: la baisse des effectifs, les économies d'échelle, l'expérience des enseignantes et enseignants, l'isolement au Nord de la province, etc. Les dépenses admissibles sont calculées en fonction des dépenses de fonctionnement de chaque division scolaire pour l'année précédente, soustraction faite des revenus divers, avec ajustement selon les effectifs de l'année en cours.

Dans le cadre des subventions par catégories, la province subventionne des programmes dans plusieurs catégories, notamment le transport scolaire, l'enfance en difficulté, l'enseignement professionnel et technique, les petites écoles, le bilinguisme, les langues ancestrales, les élèves à risques et le matériel pédagogique.

Les subventions de péréquation sont calculées selon un facteur de péréquation prenant pour repère la division scolaire ayant l'évaluation par élève la plus élevée de la province. Les subventions de péréquation sont égales aux dépenses admissibles, soustraction faite des subventions globales et par catégories, multipliées par le facteur de péréquation.

Les subventions de péréquation visent à assurer un soutien supplémentaire aux divisions scolaires dont l'évaluation par élève est peu élevée.

Le PAGE est assorti d'une formule qui permet de déterminer un montant de subvention garantie, assurant que le montant des subventions globales et de péréquation de l'année en cours n'est pas inférieur à celui des mêmes subventions l'année précédente.

Les divisions scolaires touchent également des subventions d'équipement, portant sur le capital et les intérêts de débentures, l'aide à la construction d'écoles, les autobus scolaires, le remplacement ou la mise en place du matériel d'enseignement professionnel et technique.

Le gouvernement provincial subventionne également les dépenses de fonctionnement des divisions scolaires dans le cadre de d'autres programmes (p. ex. programmes en établissement, formation en cours d'emploi, services communs, cours du soir).

Le ministère de l'Éducation et de la Formation gère en outre le Centre des manuels scolaires du Manitoba, finance l'école pour les personnes malentendantes du Manitoba ainsi que des cours par correspondance, et fournit les services de personnel clinique dans de nombreuses divisions scolaires rurales par l'intermédiaire de la Direction des soins à l'enfance et des services de soutien.

In addition to support to school divisions, the provincial government must meet its obligations under the Teachers' Pensions Act. Essentially, these consist of providing half the retirement benefits paid in a year.

School divisions receive other revenue from a variety of sources including the Government of Canada, Indian Bands, and other School Divisions.

Approximately two-thirds of provincial funding is from the Consolidated Revenue Fund. The other one-third is raised through a provincial levy on residential and commercial property called the Education Support Levy (ESL). The commercial levy rate is twice the rate applied to residential assessment. The ESL is not applied on farm land and outbuildings. The provincial government also provides tax credits for certain categories of taxpayers in respect of property taxes levied for education. Revenues required to finance expenditures after accounting for provincial and miscellaneous revenues in each school division are raised through the Special Levy, a property tax levied by the school divisions.

For the 1991-92 school year, block, equalization, and guaranteed funding will be replaced by a base support. Categorical funding will remain the same. In 1991-92, base support will be the greater of block, equalization, and guaranteed support for 1990-91, and block, equalization, and guaranteed support for 1990-91 divided by 1990-91 eligible enrolment multiplied by 1991-92 eligible enrolment.

The Manitoba government provides partial funding for private schools if they meet certain financial reporting and accountability criteria. For 1989-90 and 1990-91, the province will contribute a per pupil operating grant based on 50% and 54.5%, respectively, of that provided to public schools. The percentage will increase annually to 80% by 1997-98.

Ontario

In Ontario, elementary and secondary education is the shared responsibility of the province and local school boards.

The province establishes objectives, standards, and guidelines through the Education Act and regulations such as the General Legislative Grants Regulation that determine the allocation of provincial grants for education funding. School boards determine how education programs and services are delivered and the resources required to carry out their responsibilities.

School boards set their annual budgets and raise their share of expenditures through taxes that are levied on residential and non-residential properties within their local jurisdiction. In addition to property taxes, school boards can generate revenues through tuition fees, rentals, property sales, federal grants, etc.

Outre les subventions aux divisions scolaires, le gouvernement provincial doit s'acquitter de ses obligations en vertu de la Loi sur la retraite du personnel enseignant, qui consistent essentiellement à payer la moitié du montant des retraites à verser dans l'année.

Les divisions scolaires reçoivent d'autres revenus provenant de diverses sources: gouvernement du Canada, bandes indiennes, autres divisions scolaires.

Environ les deux tiers du financement provincial proviennent du Trésor. Le reste est levé au moyen d'une taxe d'éducation perçue sur les propriétés résidentielles et commerciales. Les propriétés commerciales sont imposées à un taux double de celui des propriétés résidentielles. Cet impôt ne frappe pas les terres ni les immeubles agricoles. Le gouvernement provincial fournit également des crédits d'impôt pour certaines catégories de contribuables au titre des impôts fonciers prélevés pour l'éducation. Les divisions scolaires lèvent en outre un impôt foncier spécial pour financer les dépenses dépassant le montant des subventions provinciales et des revenus divers.

Pour l'année scolaire 1991-1992, les subventions globales de péréquation et garanties seront remplacées par une subvention de base. Les subventions par catégories resteront inchangées. En 1991-1992, les subventions de base seront égales au plus important des deux montants suivants: soit le total des subventions globales de péréquation et garanties pour 1990-1991, soit le total des subventions globales de péréquation et garanties pour 1990-1991 divisé par les effectifs admissibles en 1990-1991 et multiplié par les effectifs admissibles en 1991-1992.

Le gouvernement du Manitoba subventionne partiellement les écoles privées qui se conforment à certains critères de responsabilité financière. En 1989-1990 et 1990-1991, la province a fourni une subvention de fonctionnement par élève égale à 50 % et 54,5 % respectivement des subventions aux écoles publiques. Ce pourcentage sera augmenté chaque année pour atteindre 80 % en 1997-1998.

Ontario

En Ontario, l'enseignement primaire et secondaire est la responsabilité partagée de la province et des conseils scolaires locaux.

La province établit des objectifs, des normes et des directives dans le cadre de la Loi sur l'éducation et de divers règlements, notamment le Règlement sur les subventions générales, qui régissent la répartition des subventions provinciales pour le financement de l'éducation. Les conseils scolaires déterminent la prestation des programmes et services d'éducation, et calculent les ressources qui leur sont nécessaires pour s'acquitter de leurs responsabilités.

Les conseils scolaires établissent leur budget annuel et financent leur part des dépenses par des impôts prélevés sur les propriétés résidentielles et non résidentielles de leur circonscription. En plus des impôts fonciers, les conseils scolaires touchent des revenus provenant de droits de scolarité, de locations, de ventes de propriétés, de subventions fédérales, etc.

Provincial grants are paid to school boards to ensure that all boards have equitable resources to provide a base level of education programs and services.

The cost sharing arrangement is calculated through a provincially developed education funding model. Under this grant program, the province determines a standard recognized expenditure per pupil, known as the grant ceiling. The ceiling amount reflects the cost of providing a basic level of education to students across the province, including special education programs provided for exceptional students. To meet its recognized expenditures, each school board is required to levy the provincially determined equalized mill rate on its equalized property assessment base. This ensures that all local ratepayers are subject to the same tax effort to support the same base level of education.

The difference between a board's recognized expenditures and the yield of the provincial equalized mill rate is made up by the province in grants.

The level of provincial grants varies from board to board, depending on the relative equalized property assessment wealth of a board. An assessment-rich board is able to meet a significant portion of its recognized expenditures from the provincially determined mill rate. However, an assessment-poor board is only capable of raising a smaller portion of its recognized expenditures from the same mill rate. Consequently, under the funding model's equalization formula, the assessment-poor board receives a larger portion of its recognized expenditures from provincial grants.

On average, more than half of school operating revenue is generated from property taxes and over 40% is provided by grants from the provincial Consolidated Revenue Fund.

In addition to these per pupil grants on recognized expenditures, the province provides Board-Specific Grants to boards that experience higher expenditures for providing the base level of education due to geographic, social, and economic conditions that are beyond their control. Also, Program-Specific Grants are provided to encourage the implementation of programs and services that respond to local needs and meet provincial priorities. All expenditures in excess of the grant ceilings are funded entirely through the local tax base.

Schools in Ontario are constructed and financed as a cooperative undertaking between the individual school board and the Province of Ontario. Each board advises the Ministry of Education annually of its five-year projected capital needs. These requests are analyzed and, within the constraints of the available provincial funding, form the annual capital allocation program. The construction value of this program is the total of the local share and the provincial grants.

Les conseils scolaires reçoivent de la province des subventions qui visent à assurer que tous les conseils disposent de ressources équitables leur permettant de fournir des programmes et services d'éducation de base.

Le calcul du partage des coûts est effectué selon un modèle de financement de l'enseignement mis au point par la province. Dans le cadre de ce programme de subventions, l'administration provinciale établit une norme reconnue de dépenses par élève, intitulée subvention plafond. Ce plafond correspond au coût de services d'éducation de base aux élèves de la province, y compris les services d'enseignement spécialisé aux élèves exceptionnels. Chaque conseil scolaire doit financer ses dépenses reconnues en prélevant le taux au mille rajusté fixé par la province sur son évaluation normalisée. Ainsi, tous les contribuables locaux doivent consentir le même effort fiscal pour financer le même niveau d'éducation de base.

La différence entre les dépenses reconnues d'un conseil scolaire et le rendement du taux provincial au mille rajusté est fournie par la province sous forme de subventions.

Le niveau des subventions provinciales varie d'un conseil à l'autre en fonction du montant relatif de l'évaluation normalisée. Un conseil «riche» peut lever, au taux provincial au mille, une part plus importante de ses dépenses reconnues qu'un conseil «pauvre». Ce dernier reçoit donc, en vertu de la formule de péréquation du modèle de financement, une subvention provinciale correspondant à une part plus importante de ses dépenses reconnues.

Les impôts fonciers représentent en moyenne plus de la moitié des revenus de fonctionnement des conseils scolaires, et les subventions du Trésor provincial, plus de 40 %.

Outre les subventions par élève établies à partir des dépenses reconnues, la province accorde des subventions particulières aux conseils qui, pour offrir un niveau de base de services d'enseignement, doivent faire face à des coûts plus élevés en raison de circonstances géographiques, sociales et économiques qui échappent à leur contrôle. Par ailleurs, des subventions aux initiatives spéciales sont offertes afin d'encourager la mise en oeuvre de programmes répondant aux besoins de la localité ou aux priorités du gouvernement. Toutes les dépenses dépassant le plafond sont financées par les impôts locaux.

Les écoles de l'Ontario sont construites et financées, en coopération, par chaque conseil scolaire et le gouvernement provincial. Chaque conseil informe annuellement le ministère de l'Éducation des besoins d'équipement qu'il prévoit pour les cinq années suivantes. Après analyse de ces demandes, le programme annuel de subventions d'immobilisations est établi dans les limites du budget provincial disponible. Ces subventions provinciales s'ajoutent à une part locale afin d'établir le total disponible pour les projets d'équipement.

As with provincial grants for operating purposes, the level of grant varies from board to board depending on the relative equalized property assessment wealth of a board. School boards are required to levy a provincially determined equalized mill rate on their equalized property assessment as their local share of approved capital project expenditures.

Assistance is given to those boards in greatest need of capital funding, whether for the construction of a new school in a growth area or the refurbishing of an older one. For the past four years, the province has also funded the construction of child care centres in all new schools. This latter funding is a 100% grant that does not involve any local share.

Legislation allows school boards to raise the local share of growth-related projects (new schools and sites) by means of an educational development charge, a levy paid by the developer of new housing lots.

The Province of Ontario also makes significant contributions to the teachers' pension fund. Management of the plan and investment of the assets rest with the Ontario Teachers' Pension Plan Board, an arm's length agency of the government. Plan policy is the responsibility of the government. The government is the plan sponsor and, as such, has majority representation on the Board. The province has agreed to amortize the unfunded liability of the plan with a series of special payments over forty years, beginning in 1990.

The Ontario Ministry of Education is undertaking a comprehensive review of the current funding model. As a result of this study, a new system will emerge for funding elementary and secondary education. At the present time, private schools in Ontario are not publicly funded.

Quebec

The government of Quebec funds about 92% of the expenditures of its 202 school boards. Local taxation and revenues from municipalities represent slightly less than 5% of total revenues.

Expenditures eligible for provincial grants correspond to the total allocations determined in accordance with the budgetary rules elaborated annually by the Ministry of Education. These allocations are of three types: basic allocations, supplementary allocations, and specific allocations. Each of these is calculated in turn on the basis of various parameters relating to the following activities: youth education, adult education, administration, equipment, investments. Generally speaking, the basic allocation uses standardized parameters applicable to all school boards, whereas the purpose of the supplementary and specific allocations is to deal with special situations. For example, in the case of educational activities, criteria such as enrolment and pupil/educator ratio are used, while equipment-related activities use criteria related to building floor area.

Les subventions d'immobilisations varient d'un conseil à l'autre, comme les subventions de fonctionnement, en fonction de l'évaluation normalisée relative de chacun. Les conseils scolaires sont astreints à lever un taux provincial au mille sur leur évaluation normalisée à titre de contribution locale aux immobilisations approuvées.

Les conseils ayant un besoin pressant de subventions d'immobilisations bénéficient d'une assistance, par exemple pour la construction d'une nouvelle école dans une région en pleine croissance ou pour la réfection d'une école ancienne. Depuis quatre ans, la province subventionne également à 100 %, sans contribution locale, la mise en place de garderies dans toutes les écoles neuves.

La Loi permet aux conseils scolaires de lever la part locale de projets liés à la croissance des agglomérations (soit la construction de nouvelles écoles et les terrains où les bâtir) en frappant les nouveaux lotissements résidentiels d'une taxe spéciale pour l'éducation, payée par le promoteur.

La province de l'Ontario fait également des contributions importantes au régime de retraite des enseignantes et enseignants. La gestion du régime et l'investissement de son actif sont confiés au Conseil du régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario, organisme indépendant du gouvernement. Le gouvernement fixe la politique suivie par le régime; à titre de commanditaire du régime, il dispose de la majorité des sièges au conseil d'administration. La province a accepté d'amortir le passif non provisionné du régime en effectuant une série de paiements spéciaux étalés sur quarante années, à partir de 1990.

Le ministère de l'Éducation a entrepris une revue complète de financement courant. Par conséquent, un nouveau système de financement du primaire et secondaire en résultera. À l'heure actuelle, en Ontario, les écoles privées ne sont pas subventionnées.

Québec

Le gouvernement du Québec finance la majeure partie (environ 92 %) des dépenses des 202 commissions scolaires. L'imposition locale et les revenus des municipalités représentent un peu moins de 5 % du total des revenus.

Le montant des dépenses admissibles aux subventions provinciales correspond au total des allocations déterminées selon les règles budgétaires élaborées chaque année par le ministère de l'Éducation. Ces allocations sont de trois types: les allocations de base, les allocations supplémentaires et les allocations spécifiques. Ces allocations sont calculées à leur tour, en utilisant différents paramètres, selon les activités suivantes: éducation des jeunes, éducation des adultes, administration, équipements et investissements. De façon générale, l'allocation de base vise à utiliser des paramètres normatifs uniformes à toutes les commissions scolaires alors que les allocations supplémentaires ou spécifiques visent à tenir compte des situations particulières. Par exemple, pour les activités éducatives, on utilise des critères tels que la clientèle scolaire et le ratio élèves/personnel scolaire alors que les activités d'équipements utilisent des critères de superficie des bâtiments.

Student transportation grants are paid directly to the school boards by the Ministry of Transport. The Ministry of Health and Social Services contributes to school board funding under their agreements with the Ministry of Education concerning special education and the education of disabled persons. The Ministry of Agriculture meets the costs of milk distribution to schools, while the Ministry of Health and Social Services funds education in specialized institutions for those with hearing or visual impairments.

An equalization grant is paid to school boards whose tax base per student is below the provincial average. Expenditures not eligible for grants are funded by local taxes which, by law, cannot exceed a specified level unless a local referendum is held in advance. Other school board revenues (about 3%) are derived mainly from the federal government, fees, and interest on tax arrears. In addition to grants to school boards, the provincial government contributes to the educators' pension plans (RREGOP and RRE) in respect to current and past service.

In Quebec, two types of private schools receive public funding: schools "recognized as supportable by grants" (RSG) and schools "declared to be of public interest" (DPI). Provincial grants comprise a basic allocation for every student enrolled as of September 30 and an amount to compensate the rental value of buildings used for education purposes. In 1988-89, those grants represented 56% of private subsidized institutions' expenditures. However, private schools for disabled children (DPI or RSG) may, under a government regulation, receive up to 100% of their funding.

The second main source of funding of DPI and RSG schools is tuition fees and room and board. These revenues are the main source of funding for the third type of private schools, those operating with a permit, which receive no funding from the provincial government.

New Brunswick

The 42 school districts in New Brunswick are virtually 100% financed by the provincial government from the consolidated revenue fund. The only two exceptions consist of a provision in the Schools Act for local taxation to raise revenue for supplementary programs within a specific school district. Its use however has been extremely limited. Secondly, some expenses such as cafeteria services and extra curricular trips are paid by user fees.

The provincial government taxes all property centrally and collects social and education taxes (sales tax on purchases within the province) for deposit to the consolidated fund. There is no local taxation by school boards except for supplementary programs as noted above.

D'autre part, les subventions pour le transport scolaire sont payées directement aux commissions scolaires par le ministère des Transports. Le ministère de la Santé et des Services sociaux contribuent au financement des commissions scolaires dans le cadre de leurs ententes avec le ministère de l'Éducation pour l'enseignement aux élèves en difficulté d'apprentissage et aux personnes handicapées. Le ministère de l'Agriculture assume les frais de la distribution du lait dans les écoles tandis que le ministère de la Santé et des Services sociaux finance l'enseignement dans les institutions spécialisées pour personnes aveugles ou malentendantes.

Également, une subvention de péréquation est accordée aux commissions scolaires dont l'évaluation imposable par élève est inférieure à la moyenne provinciale. Les dépenses non admissibles à des subventions sont financées par des impôts locaux qui ne doivent pas dépasser, en vertu de la loi, un certain plafond; si c'est le cas, un référendum local doit d'abord être tenu. Les autres revenus des commissions scolaires (environ 3%) viennent principalement du gouvernement fédéral, des frais de scolarité et des intérêts sur les arriérages de taxes. En plus des subventions aux commissions scolaires, le gouvernement provincial contribue aux régimes de retraite du personnel scolaire (R.R.E.G.O.P. et R.R.E.) pour les services courants et les services passés.

Au Québec, deux types d'écoles privées reçoivent du financement public: les écoles «reconnues pour fins de subventions» (R.F.S.) et les écoles «déclarées d'intérêt public» (D.I.P.). Les subventions du gouvernement provincial comprennent une allocation de base pour chaque élève inscrit au 30 septembre et un montant pour compenser la valeur locative des bâtiments utilisés pour des fins éducatives. En 1988-1989, ces subventions représentaient 56 % des dépenses des établissements d'enseignement privés subventionnés. Les écoles privées pour enfants handicapés (D.I.P. ou R.F.S.) peuvent recevoir cependant jusqu'à près de 100 % de leur financement et ce, en vertu d'un règlement gouvernemental.

La deuxième source principale de financement des écoles D.I.P. ou R.F.S. est le prélèvement de frais de scolarité, de pension et de logement. À l'inverse, ces derniers frais deviennent la principale source de financement du troisième type d'écoles privées, à savoir les écoles «détenant un permis», qui ne reçoivent aucune subvention du gouvernement provincial.

Nouveau-Brunswick

Le financement des 42 districts scolaires du Nouveau-Brunswick est assuré en quasi-totalité à partir du Trésor provincial. Il n'existe que deux exceptions. En premier lieu, la Loi scolaire prévoit que les autorités locales peuvent prélever des impôts pour financer des programmes supplémentaires à l'intérieur d'un district scolaire. Cette disposition n'est que très rarement utilisée. En outre, certaines dépenses (services de cafétéria, voyages parascolaires) sont payées par les usagers.

Le Trésor provincial prélève des impôts fonciers et perçoit une taxe sociale et scolaire (taxe de vente sur les achats faits dans la province). Les districts scolaires ne prélèvent pas d'impôts locaux, sauf dans le cas des programmes supplémentaires évoqués plus haut.

The Department of Education is responsible for the allocation of grants to the various school boards throughout the province and the control and use of these grants for public school education.

Budgets are determined in consultation with each school board, based primarily on funding/staffing norms in relation to education programs and school organization. Under this funding arrangement, different levels of funding are provided for different grades to cover teachers' salaries and other professional staff. In addition, funding guidelines have been established for operating expenses such as plant operation and maintenance and transportation.

Department of Education control on school board spending includes the monitoring of prorated expense plans, monthly reports, and on-site evaluations by Departmental staff. In addition, the Schools Act and Regulations require boards to expend monies allocated to them only in the manner and for the purposes prescribed by the Minister of Education. Incentives are provided that permit the retention of surplus funds at the close of a fiscal period and the repayment of deficits from a future year's budget.

In addition to the operating grants issued directly to school boards, the Department of Education provides certain ordinary account services on a centralized basis, e.g. school textbooks and audio visual materials, workers' compensation, and the employer's share of superannuation costs for professional support staff.

Capital account expenditures are also provided on a centralized basis for major repairs to school buildings, new school construction, new school furniture and equipment, and school vehicle acquisitions. Consequently, any debt repayment associated with these capital expenditures is a provincial responsibility.

The province does not provide funding for private schools.

Nova Scotia

The funding received by the 21 school boards in Nova Scotia is derived almost entirely from the municipalities and provincial grants. The school boards themselves have no powers of taxation. The size of municipal contributions varies in accordance with the municipality's tax base (from 6.7% to 48.6% of funding), but the province provides on average 80% of total funding.

Municipal contributions are based on a rate set annually by the province and applied to the total uniform assessment of each municipality. Municipalities collect taxes on residential and non-residential properties, and may provide funds in addition to their basic contribution.

Le ministère de l'Éducation est chargé de répartir les subventions aux districts scolaires de la province et de contrôler l'utilisation de ces subventions dans les écoles publiques.

Les budgets sont établis après consultation avec chacun des districts scolaires, en fonction principalement des normes de financement et de dotation de personnel pour les programmes d'enseignement et l'organisation des écoles. La formule de financement prévoit différents niveaux de subventions pour chaque année d'enseignement correspondant au traitement des enseignantes et enseignants et autres membres du personnel professionnel. De plus, des lignes directrices ont été établies pour le calcul des subventions de fonctionnement, qui correspondent aux frais d'exploitation et d'entretien des écoles et de transport.

Le ministère de l'Éducation contrôle les dépenses des districts scolaires au moyen d'un suivi des plans proportionnels de dépenses, de rapports mensuels et d'évaluations effectuées sur place par le personnel du Ministère. En outre, la Loi scolaire et les règlements stipulent que les districts doivent dépenser leurs subventions uniquement de la manière et pour les fins prescrites par le ministère de l'Éducation. À titre d'incitatif, les conseils peuvent conserver leur surplus éventuel à la fin d'un exercice, ou reporter leur déficit à un exercice futur.

Outre les subventions de fonctionnement accordées directement aux districts scolaires, le ministère de l'Éducation fournit certains services courants centralisés, par exemple les manuels scolaires et le matériel audiovisuel, les contributions de l'employeur au régime d'indemnisation des accidents du travail et au régime de retraite du personnel professionnel de soutien.

Les dépenses en matière d'immobilisations sont aussi centralisées également: réparations importantes des écoles, construction de nouvelles écoles, renouvellement du mobilier et du matériel scolaire et achat de véhicules scolaires. Par conséquent, le remboursement de toute dette contractée pour ces immobilisations incombe à la province.

La province ne finance pas les écoles privées.

Nouvelle-Écosse

Le budget des 21 conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse est financé en quasi-totalité par des subventions municipales et provinciales. Les conseils scolaires n'ont aucun pouvoir d'imposition. La contribution municipale varie selon l'assiette foncière de la municipalité (allant de 6,7 % à 48,6 % de la subvention totale); la province assure en moyenne plus de 80 % du financement.

La contribution municipale est calculée selon un taux fixé chaque année par la province et appliquée à l'ensemble de l'évaluation uniforme de chaque municipalité. Les municipalités perçoivent un impôt sur les propriétés résidentielles et non résidentielles. Elles peuvent fournir des subventions supplémentaires s'ajoutant à leur contribution de base.

The provincial contribution consists of global grants and specific purpose grants. Generally speaking, provincial grants are directly related to weighted enrolment. The global grants include a general formula grant, representing the major operating grant to school boards, and grants for student transportation, driver education, summer school, and property service. School boards may retain any unspent portion of global grants. However, specific purpose grants must be used for the purposes indicated, and the province can recover any unspent amounts. Specific purpose grants are made to support activities related to special education, adult education, and board for students.

The school boards also receive miscellaneous receipts accounting for approximately 3% of total revenues: from the federal government and from sources such as investments, cafeteria receipts, and adult education enrolment.

The provincial government also contributes to the teachers' pension plan, participates in the funding of the Atlantic Provinces Special Education Authority, and provides funding for the Nova Scotia School Book Bureau, which makes textbook credit allocations to school boards and certain private schools to enable them to purchase textbooks and other learning materials.

Private elementary and secondary schools are not funded by the province.

Prince Edward Island

The provincial government finances almost all the expenditures of the public education system through five regional administrative units; other sources of revenue account for less than 1% of total revenues. Private schools represent a very small element of the education system and are not funded by the Province.

The regional administrative units are funded on the basis of the Foundation Program, which uses formulas and other means to distribute available resources on an equitable basis. Funding is provided for the cost of salaries and benefits (including superannuation and pension plan contributions) for authorized instructional and non-instructional staff as well as for the operational costs of administration, maintenance of physical plants, transportation, educational program materials, capital repairs, and equipment replacement, including school buses. The province provides the necessary textbooks for provincially authorized curriculum. This textbook service is also provided to the private schools in the province.

In addition to funding operational costs, the province is responsible for the provision of education facilities, the cost of which is amortized over a period of years through the regional administrative unit accounts.

La contribution provinciale comprend des subventions «globales» et des subventions spéciales. En général, les subventions provinciales sont directement liées aux effectifs pondérés. Les subventions globales comprennent une subvention générale préétablie, qui représente la principale subvention de fonctionnement des conseils scolaires, et les subventions au titre du transport scolaire, des cours de conduite, des cours d'été et de l'entretien des propriétés. Les conseils scolaires peuvent conserver tout surplus restant sur les subventions globales. En revanche, les subventions spéciales doivent être utilisées pour les fins prescrites et la province peut recouvrer tout excédent. Les subventions spéciales sont notamment consacrées aux activités liées à l'enfance en difficulté, à l'éducation des adultes et à la pension des élèves.

Les conseils scolaires complètent leur financement par diverses recettes qui représentent environ 3 % de leurs revenus totaux: subventions du gouvernement fédéral, investissements, recettes de cafétérias et droits d'inscription aux cours pour adultes.

Le gouvernement provincial contribue également au régime de retraite des enseignantes et des enseignants, participe au financement de la Commission de l'enseignement spécial des provinces de l'Atlantique et subventionne le Bureau des manuels scolaires de Nouvelle-Écosse, qui fournit aux conseils scolaires et à certaines écoles privées des crédits d'achat de manuels scolaires et d'autre matériel d'apprentissage.

Les écoles primaires et secondaires privées ne sont pas subventionnées par la province.

Île-du-Prince-Édouard

L'administration provinciale finance pratiquement toutes les dépenses du secteur de l'enseignement public par le moyen de cinq unités administratives régionales. Les autres sources de recettes représentent moins de 1 % du total des recettes. Les écoles privées ne sont qu'une très petite partie du système d'enseignement et ne sont pas financées par la province.

Les unités administratives régionales sont financées à partir du programme "Foundation", qui utilise des formules et d'autres moyens pour répartir les ressources disponibles de façon équitable. Le financement couvre le coût des salaires et des avantages sociaux (dont les contributions au régime de retraite) pour le personnel enseignant et non enseignant autorisé, ainsi que les coûts de fonctionnement de l'administration, l'entretien des installations, le transport, le matériel didactique, les réparations et le remplacement du matériel, y compris les autobus scolaires. La province fournit les manuels nécessaires destinés aux programmes autorisés par la province. Ce service est également mis à la disposition des écoles privées.

Outre qu'elle finance les coûts de fonctionnement, la province a la responsabilité de la fourniture des installations, dont le coût est amorti sur plusieurs années grâce aux comptes des unités administratives régionales.

The province operates a small school for hearing impaired students and participates in a regional cost-sharing agreement for the provision of a residential school program for deaf, blind, and multi-handicapped students through the Atlantic Provinces Special Education Authority.

Newfoundland

Up to fiscal year 1992-93, about 92% of school board spending will be financed by the provincial government. Local funds, representing an average of 6%, are raised through local taxes levied by Local School Tax Authorities as a flat amount on individual wage earners and as a property tax on commercial and industrial enterprises. Rates vary greatly among school tax authorities and are determined in accordance with local operating and capital needs. School boards receive various other revenues such as donations, interest, rental and sales revenues, and insurance claims.

In 1984-85, the Department of Education introduced a new school tax equalization grant designed to compensate school boards with an inadequate tax base. The government meets the costs of salaries and fringe benefits for teachers, superintendents, assistant superintendents, and program coordinators, as well as the costs of school property insurance and textbooks (100% from kindergarten to grade 8 and 50% from grade 9 to grade 12). In addition, it pays grants to the 27 school boards to cover operating expenses, student transportation, costs associated with declining enrolment and other special grants.

In the early 1980s, financing of fixed assets used for education purposes was eliminated from school board budgets. The provincial government provides direct grants to the three Denominational Education Committees, which are responsible for setting priorities and financing capital expenditures for all Newfoundland school boards.

The provincial government contributes to its teachers' pension fund, administers a program for hospitalized children and the School for the Deaf. It also participates in the funding of the Atlantic Provinces Special Education Authority. Other funded institutions include one school for native students and two schools operated by the Department of Social Services.

There are only two private schools in Newfoundland; they do not receive any funding from the province.

La province administre également une petite école pour les élèves malentendants et participe à l'accord régional des partages des coûts pour la prestation d'un programme en résidence destiné aux personnes malentendantes, aveugles ou handicapées graves, grâce à la Commission de l'enseignement spécial des provinces de l'Atlantique.

Terre-Neuve

Jusqu'à l'année budgétaire 1992-1993, environ 92 % des dépenses des conseils scolaires de Terre-Neuve seront financées par la province. Le financement local, qui représente en moyenne 6 %, est prélevé par les commissions d'imposition scolaire locales, qui prélèvent des impôts locaux consistant en un montant fixe payé par les personnes salariées et un impôt foncier frappant les entreprises commerciales et industrielles. Les taux d'imposition varient sensiblement d'un conseil scolaire à l'autre et sont déterminés en fonction des besoins locaux en matière de dépenses de fonctionnement et d'immobilisations. Les conseils scolaires reçoivent d'autres sommes provenant de dons, d'intérêts, de recettes de location et de ventes et de règlements d'assurance.

En 1984-1985, le ministère de l'Éducation a mis sur pied une nouvelle subvention de péréquation des impôts scolaires afin d'indemniser les conseils scolaires ayant une assiette fiscale insuffisante. Le gouvernement provincial assume le coût du traitement et des avantages sociaux des enseignantes et enseignants, des surintendantes et surintendants, des surintendantes adjointes et surintendants adjoints et des coordonnatrices et coordonnateurs de programmes, ainsi que le coût des assurances sur les biens des écoles et le coût des manuels (100 % de la maternelle à la 8^e année et 50 % de la 9^e à la 12^e année). De plus, elle accorde des subventions aux 27 conseils scolaires pour les dépenses de fonctionnement, le transport des élèves et les coûts attribuables à la baisse des effectifs, ainsi que d'autres subventions spéciales.

Au début des années 1980, le financement des immobilisations à des fins scolaires a été supprimé du budget des conseils scolaires. La province subventionne directement les trois «conseils de l'enseignement confessionnel», qui sont responsables de l'établissement des priorités et du financement des dépenses d'immobilisations de tous les conseils scolaires de la province.

Le gouvernement provincial contribue au régime de retraite des enseignantes et des enseignants, gère un programme pour enfants hospitalisés ainsi que l'école pour les malentendantes et malentendants. Il participe aussi au financement de la Commission de l'enseignement spécial des provinces de l'Atlantique, et finance une école pour les autochtones et deux autres écoles gérées par le ministère des Services sociaux.

Il n'existe que deux écoles privées à Terre-Neuve, qui ne sont pas financées par la province.

Yukon

While the Yukon's education system is to a large extent centrally administered by the Department of Education, implementation of the new Education Act has made it possible for school boards to be established by the end of 1992. The new legislation was proclaimed in August, 1990, following an extensive four-year consultation and drafting process that involved literally hundreds of Yukon people.

Approximately 5,400 students attend the Yukon's 26 publicly-funded schools. School Councils, elected bodies that possess some but not all of the powers of a high school board, represent the interests of parents and the community at large at almost all schools. Public funding is available for the territory's two separate (Roman Catholic) schools, as required by the Yukon Act. Public funding is not available for the territory's three registered private schools.

The territorial government wholly funds the public school system, exclusive of federal recoveries for programs such as French First Language, with no school tax levied in any jurisdiction within the Yukon. This approach guarantees equitable funding for schools while some municipalities have a significant tax base, many schools are in small communities with a negligible tax base. The British Columbia curriculum is followed, with some appropriate modifications to meet Yukon and community needs.

Capital expenditures continue to account for a sizeable portion of public school spending. Capital expenditures for 1992-93 are estimated to be \$14.4 million, compared with \$68.3 million for operations and maintenance. School budgets and staffing entitlements are determined by the Department of Education using formulas that are enrolment-based but also recognize special conditions existing in various communities, e.g. numbers of special needs students.

Teachers are paid as employees of the Yukon Government, although they have their own collective agreement through the Yukon Teachers' Association. (Other government employees are covered through the Yukon Employees Union, a component of the Public Service Alliance of Canada.) All Government employee pensions are handled through Yukon Government's contributions to the Federal Public Service Superannuation Plan.

The Department's Special Programs Branch provides assessment, therapy and consultation services to all schools with respect to children with special needs. There are no special schools for special needs students; instead, professionals are on staff within the schools to implement Individualized Education Plans and work directly with students with severe or multiple exceptionalities.

Yukon

Alors qu'au Yukon l'administration de l'éducation est en grande partie assumée centralement par le ministère de l'Éducation, la nouvelle loi sur l'éducation (Education Act) permettra, à la fin de l'année 1992, la création de commissions scolaires locales. La nouvelle loi est entrée en vigueur en août 1990, après quatre années de consultations approfondies et de préparation auxquelles, littéralement, des centaines de personnes du Yukon ont participé.

Environ 5400 élèves fréquentent les 26 écoles du Yukon financées par l'état. Les intérêts des parents et de la collectivité sont représentés dans presque toutes les écoles par des conseils d'école qui possèdent une partie des pouvoirs d'une commission scolaire. Conformément à la loi du Yukon (Yukon Act), les deux écoles séparées (catholiques) du territoire peuvent recevoir des subventions. Les trois écoles privées enregistrées n'ont pas accès à ces subsides.

Le gouvernement du territoire finance entièrement les écoles publiques, exception faite de l'argent fourni par le gouvernement fédéral au titre de programme comme ceux de français langue première; il n'y a pas de taxe scolaire au Yukon. Cette formule garantit un financement équitable des écoles -- si certaines municipalités ont une assiette fiscale confortable, beaucoup d'écoles sont situées dans des localités de petite taille dont l'assiette fiscale est négligeable. C'est le programme d'études de Colombie-Britannique qui est utilisé, avec les modifications voulues pour tenir compte des besoins du Yukon et de la collectivité.

Les dépenses en immobilisations continuent à représenter une portion importante des dépenses des écoles publiques. En 1992-1993, il est estimé qu'elles seront de 14.4 millions de dollars, contre 68.3 millions pour les dépenses de fonctionnement et d'entretien. Le budget des écoles et leur dotation en personnel sont déterminés par le ministère de l'Éducation d'après des formules basées sur les effectifs, mais qui tiennent également compte de la situation particulière des diverses localités, comme le nombre d'enfants en difficulté.

Les membres du personnel enseignant sont payés comme s'ils étaient des employés du gouvernement du Yukon, mais ils ont leur propre convention collective, par l'entremise de l'association des enseignantes et enseignants du Yukon (Yukon Teachers' Association). Les autres employées et employés du gouvernement relèvent du syndicat des employés du Yukon (Yukon Employees Union), qui fait partie de l'Alliance de la fonction publique du Canada. Les retraites de tous les employés du gouvernement sont traitées sous la forme de contributions du gouvernement du Yukon au Régime de pension de retraite de la fonction publique fédérale.

La direction de l'enfance en difficulté du Ministère offre des services d'évaluation, de traitement et de consultation à toutes les écoles qui en ont besoin pour leurs élèves en difficulté. Il n'y a pas d'écoles spéciales pour ces enfants; ce sont les spécialistes du personnel des écoles qui appliquent des programmes d'enseignement personnalisés et qui travaillent directement avec les enfants ayant des difficultés profondes ou multiples.

Northwest Territories

In the Northwest Territories, the Department of Education is responsible for elementary and secondary as well as postsecondary education. Before 1985, the Department directly administered schools through local offices. Since 1985, Divisional Boards of Education have been established, so that all schools are under the control of a Board of Education. There are Boards of Education controlling a total of 78 schools.

The Department of Education provides 100% of operational funding to Divisional Boards, based on student enrolment. However, approximately 75% of formula-determined funding levels are provided to Yellowknife school boards that are able to supplement this funding with local taxes. Capital expenditures are fully funded by the Department of Education.

Territoires du Nord-Ouest

Dans les Territoires du Nord-Ouest, le ministère de l'Éducation est responsable de l'enseignement primaire et secondaire et de l'enseignement postsecondaire. Avant 1985, il gérait les écoles directement, par ses bureaux locaux. Depuis 1985, des conseils divisionnaires de l'éducation ont été établis de façon à ce que toutes les écoles soient sous leur direction. Au total, ces conseils contrôlent 78 écoles.

Le ministère de l'Éducation finance à 100 % les frais de fonctionnement des conseils divisionnaires. Les subventions sont calculées en fonction des effectifs scolaires, et environ 75 % des subventions précalculées vont aux conseils scolaires de Yellowknife, qui financent le reste au moyen des impôts locaux. Toutes les subventions de fonctionnement aux conseils de l'éducation sont calculées d'après les effectifs scolaires. Les dépenses en immobilisations sont entièrement financées par le ministère de l'Éducation.

Appendix II

Definitions

Annexe II

Définitions

Enrolment and Graduates

Age of students: For enrolment purposes, age is calculated as of September 30 for all provinces and territories except for Newfoundland (December 31), Prince Edward Island (October 31) and Alberta (September 1). For graduation data, age is calculated as of June 1 for all provinces.

Elementary-Secondary: The level of education that refers to programs from pre-grade one to the last year of schooling (grade 11 or 12, depending on the particular province).

Enrolment: Headcount of students enrolled as of September 30 of the school year.

Full-time-equivalent (FTE) enrolment: Half-day pre-grade 1 classes at 50%; all other grades and programs, headcount.

Graduation Rate: The graduation rate compares the number of graduates for a given age group to the total population for that same age group. In this document, the graduation rate is the sum of age-specific ratios: ([number of graduates aged 15 divided by the population aged 15] + [number of graduates aged 16 divided by the population aged 16]... + [number of graduates aged 19 divided by the population aged 19]). The ratios are calculated from June 1990. Only the first diploma issued is counted.

Literacy and Numeracy Skills: The information processing skills necessary to use printed material commonly encountered at work, at home, and in the community.

Minority-language education: Programs for the official minority linguistic group in each province, i.e., English schools in Quebec and French schools elsewhere.

Participation in French immersion: Enrolment in public school French immersion programs as a proportion of total non-French public school enrolment.

Participation in French or English minority-language education: Enrolment in French or English minority-language programs of public schools as a proportion of minority-language public school-age population.

Participation Rate: The ratio of school enrolment as of September 30, of a given year of a specific age group to the eligible population. Eligible population is defined as the population that has not already graduated from school.

Public schools: Schools operated under locally elected or appointed school boards, including Roman Catholic and Protestant Separate schools, where such exist.

Effectifs et diplômes

Âge des élèves: Aux fins du calcul des effectifs, on utilise l'âge des élèves au 30 septembre pour toutes les provinces ou territoires, sauf Terre-Neuve (31 décembre), l'Île-du-Prince-Édouard (31 octobre) et l'Alberta (1^{er} septembre). Pour la diplomation, on utilise l'âge des élèves au 1^{er} juin dans toutes les provinces.

Enseignement primaire et secondaire: Palier d'enseignement désignant les programmes allant de la première année du préscolaire à la dernière année d'école (11^e ou 12^e année selon la province).

Effectifs: Nombre d'élèves inscrits au 30 septembre de l'année scolaire en cours.

Effectifs équivalents temps plein (ETP): 50 % du nombre d'élèves inscrits pour une demi-journée au niveau préscolaire; nombre total d'élèves inscrits dans toutes les autres années et programmes.

Taux de diplomation: Le taux de diplomation est le rapport entre le nombre d'élèves diplômés dans un groupe d'âge donné et la population de ce groupe d'âge. Dans le présent document, c'est la somme des rapports obtenus pour le groupe d'âge 15 à 19 ans : ([nombre de diplômés de 15 ans divisé par la population des 15 ans] + [nombre de diplômés de 16 ans divisé par la population des 16 ans]... + [nombre de diplômés de 19 ans divisé par la population des 19 ans]). Le taux est calculé d'après les chiffres disponibles au 1^{er} juin de l'année étudiée. Seul le premier diplôme décerné compte.

Compétences de base en langue et en mathématiques: Les aptitudes à traiter l'information dont on a besoin pour utiliser les documents que l'on trouve habituellement au travail, au foyer et dans la collectivité.

Enseignement dans la langue de la minorité: Cours destinés au groupe appartenant à la minorité de langue officielle de la province, soit les écoles de langue anglaise au Québec et les écoles de langue française ailleurs.

Participation aux programmes d'immersion en français: Effectif des programmes d'immersion en français des écoles publiques, proportionnellement à la population non francophone totale des écoles publiques.

Participation aux programmes d'enseignement dans la langue de la minorité francophone ou anglophone: Effectif des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité francophone ou anglophone des écoles publiques, proportionnellement à la population d'âge scolaire du groupe linguistique minoritaire des écoles publiques.

Taux de participation: Le rapport entre l'effectif scolaire au 30 septembre d'une année donnée pour un groupe d'âge précis et la population admissible. La population admissible est la population n'ayant pas encore obtenu le diplôme de fin d'études.

Écoles publiques: Écoles relevant de commissions ou conseils scolaires élus ou désignés localement, y compris les écoles séparées catholiques ou protestantes là où elles existent.

Educators

Age of educators: Age as of December 31 of the school year.

Administrative positions: Positions of principal and vice-principal.

Educators: All school-based administrative and educational staff (teachers, principals, vice-principals, department heads, and school librarians) and board-based instructional staff.

Pupil-educator ratio: The ratio of pupils to all educators, giving an indication of the number of professional staff (such as classroom teachers, consultants, counsellors, resource teachers, and school administrators) who contribute to the learning environment.

Finance

Consumer Price Index (CPI): Measure of the percentage change through time in the cost of purchasing a constant set of goods and services by an average consumer.

Current Dollars: Actual amounts spent at a given point in time. These amounts have not been inflated and are not based on constant dollars of a specified base year, using an index.

Education Price Index (EPI): Measure of the percentage change through time in the cost of purchasing a constant set of goods and services by school boards.

Fringe benefits: An employment benefit granted by an employer that involves a money cost without affecting basic salaries or wages. This includes items paid by the employer, such as contributions to private or public pension plans, unemployment insurance, life insurance plans, health plans, dental and drug plans, vision care plans, workers' compensation plans, private disability insurance plans, early retirement gratuities, private use of institutional goods and services, employee discounts and any other benefits not directly related to regular salaries and wages.

Gross Domestic Product (GDP): Measure of the unduplicated value of production originating within the geographical boundaries of a region, regardless of whether the factors of production are resident or non-resident. In other words, it is a measure of the size of the economy.

Personnel scolaire

Âge du personnel scolaire: Âge au 31 décembre de l'année scolaire en cours.

Postes administratifs: Postes de directeur et directrice, directeur adjoint et directrice adjointe.

Personnel scolaire: Tous les membres du personnel administratif et enseignant d'un établissement (enseignants et enseignantes, directeurs et directrices, directeurs adjoints et directrices adjointes, chefs de département et bibliothécaires), ainsi que le personnel enseignant rattachés aux conseils et commissions scolaires.

Rapport élèves/personnel scolaire: Le rapport entre les élèves et tous les membres du personnel scolaire, qui donne une idée du nombre de personnes professionnellement qualifiées (enseignants et enseignantes, personnel d'orientation, consultants et consultantes pédagogiques, personnel enseignant suppléant et personnel administratif) qui contribuent au milieu scolaire.

Les finances

Indice des prix à la consommation (IPC): Mesure en pourcentage du changement survenu au cours des ans dans le prix d'achat d'un même «ensemble» de biens et services par un consommateur moyen ou consommatrice moyenne.

Dollars courants: Sommes effectivement dépensées à un moment précis. Les chiffres n'ont pas subi l'effet de l'inflation et ne sont pas basés sur les dollars constants d'une année de référence, avec un coefficient de rajustement.

Indice des prix à l'enseignement (IPE): Mesure en pourcentage du changement survenu au cours des ans dans le prix d'achat d'un même «ensemble» de biens et services par les commissions ou conseils scolaires.

Avantages sociaux: Les prestations monnayables versées par une ou un employeur mais qui ne changent pas le salaire ou la rémunération de base, comme les cotisations à un régime de retraite privé ou public, l'assurance-chômage, les régimes d'assurance-vie, les régimes d'assurance maladie, de soins dentaires, de remboursement des médicaments et de soins ophtalmologiques, les assurances contre les accidents du travail, les assurances-invalidité privées, les primes de retraite anticipée, l'utilisation à des fins personnelles de biens et services de la compagnie, les escomptes au personnel et tout autre avantage qui n'est pas directement lié au salaire ou à la rémunération ordinaire.

Produit intérieur brut (PIB): Mesure sans double compte de la valeur de la production réalisée à l'intérieur des limites géographiques d'une région, peu importe que les agents ou agents de cette production soient résidents ou non.

Instructional Costs: All expenditures dealing with activities related to the teaching process, such as salaries, wages, fringe benefits, and special allowances of regular, part-time and supply teachers, principals, vice-principals, student assistants and certified personnel; instructional supplies and materials; services purchased or contracted; any other expenses dealing directly with the instruction function.

Per Capita: The total expenditure for education, divided by the total population.

Public school expenditures: All expenditures, operating and capital, of school boards, as well as departmental expenditures for the provision of direct services on behalf of school boards.

Total elementary and secondary education expenditures: Operating and capital expenditures for public and non-public schools.

Coûts de l'enseignement: Toutes les dépenses attribuables aux activités liées au processus d'enseignement, comme les salaires et les avantages sociaux du personnel enseignant ordinaire, à temps partiel et en suppléance, des directrices et directeurs d'école, des directrices et directeurs adjoints, des élèves enseignants et du personnel certifié, les fournitures et le matériel pédagogique, les services achetés et obtenus sous contrat, ainsi que toute autre dépense liée directement à la fonction enseignante.

Par personne: Le montant total des dépenses au titre de l'éducation divisé par la population totale.

Dépenses des écoles publiques: Toutes les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations des commissions et conseils scolaires ainsi que les dépenses engagées par les ministères pour la prestation de services directs pour les commissions et conseils scolaires.

Dépenses totales de l'enseignement primaire et secondaire: Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations des écoles publiques et non publiques.

Appendix III

**Data Tables to Support the Graphs in
the Text**

Annexe III

**Données brutes appuyant les graphiques
présentés dans le texte**

Table 1

Enrolment in Public Schools by Specific Age, by Province/Territory¹, Canada, 1989-90

	Age 4		Age 5		Age 4 + 5		Age 17		Age 18		Age 19 +		Age 17-19 +	
	Âge 4		Âge 5		Âge 4 + 5		Âge 17		Âge 18		Âge 19 +		Âge 17-19 +	
	Enrolment	Effectif	Enrolment	Effectif										
	%		%		%		%		%		%		%	
Nfld./T.-N.	-	1	8,679	99.76	8,679	50.46	9,848	87.93	3,192	28.25	957	8.86	13,997	42.00
P.E.I./Î.-P.-É.	-	1	450	11.84	450	11.53	1,580	75.24	660	31.43	235	11.19	2,475	39.29
N.S./N.-É.	106	0.88	12,057	100.48	12,163	50.47	11,281	80.58	4,890	33.49	1,639	11.71	17,810	41.81
N.B./N.-B.	39	0.39	2,606	26.06	2,645	13.29	9370	78.08	3,632	29.77	1,143	9.77	14,145	39.40
Que./Qué.	8,119	9.51	84,096	96.55	92,215	53.46	22,836	26.10	9931	10.66	3,800	4.01	36,567	13.28
Ont.	97,337	73.52	130,064	99.97	227,401	93.91	114,635	84.85	80,166	54.91	13,333	9.27	208,134	48.97
Man.	5,431	33.73	14,508	90.68	19,939	62.12	11,761	73.05	4,481	26.05	1,664	9.96	17,906	35.81
Sask.	3,489	20.89	15,627	94.14	19,116	57.41	11,259	75.56	3,748	24.18	1,185	7.95	16,192	35.74
Alta./Alb.	14,306	35.59	32,910	82.28	47,216	58.87	23,736	66.67	8,954	23.26	2,061	5.41	34,751	30.97
B.C./C.-B.	10,794	25.40	40,067	95.32	51,401	60.40	29,350	71.94	8,200	18.51	1,950	4.37	39,500	30.45
Yukon	109	21.80	491	98.20	600	60.00	254	63.50	80	16.00	24	6.00	358	27.54
N.W.T./T.N.-O.	322	26.83	1,197	99.75	1,519	63.29	507	46.09	283	25.73	119	10.82	909	27.55
Canada	140,052	38.11	343,292	93.62	483,344	65.83	246,417	66.46	128,217	32.34	28,110	7.15	402,744	34.71

¹ Please note that Newfoundland, Prince Edward Island and New Brunswick did not provide regular programs for 4-year-olds in 1989-90.

¹ À noter que Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Edouard et le Nouveau-Brunswick n'offraient pas de programme régulier pour les jeunes de 4 ans en 1989-90.

Supporting table for Graph 1. – Tableau correspondant au Graphique 1

Table 2

School Enrolment, Age 15 and Over, Selected Years, Canada, 1970-71 to 1989-90

	Age 15		Age 16		Age 17		Age 18		Age 19		Age 20 +		Total	Population 15 and over
	Âge 15	Âge 16	Âge 16	Âge 17	Âge 17	Âge 18	Âge 18	Âge 19	Âge 19	Âge 20 +	Âge 20 +	Population 15 ans et plus		Population 15 ans et plus
1970-71	423,622	370,058	267,715	126,427	38,065	15,041	1,240,928						14,843,300	
1975-76	334,948	296,553	266,490	95,877	22,152	8,472	1,024,492						16,693,300	
1980-81	318,045	309,611	283,753	102,118	23,206	12,974	1,049,707						18,518,200	
1985-86	380,285	358,783	260,527	120,156	36,312	33,465	1,189,528						19,727,800	
1988-89	357,644	344,111	271,132	129,824	36,543	43,751	1,183,005						20,455,400	
1989-90	356,254	341,305	255,706	132,828	40,249	48,368	1,174,710						20,718,600	

Supporting table for Graph 2. – Tableau correspondant au Graphique 2

Tableau 1

Effectifs des écoles publiques pour certains âges, par province/territoire¹, Canada, 1989-90

Tableau 2

Effectifs des jeunes de 15 ans et plus, pour certaines années, Canada, 1970-71 à 1989-90

Table 3

Participation and Graduation Rates, by Province/Territory, Canada, 1988-89 and 1989-90

Tableau 3

Taux de participation et de diplomation, par province/territoire, Canada, 1988-89 et 1989-90

Age - Âge	Participation (%) - Participation (%)					Graduation (%)	
	1988-89					1988-89	1989-90
	15	16	17	18	19		
Nfld./T.-N.	98.91	94.69	85.85	51.08	21.24	64.30	66.90
P.E.I./Î.-P.-É.	97.75	92.63	87.32	61.92	29.15	75.37	75.97
N.S./N.-É.	99.07	96.58	86.84	62.58	28.14	69.49	70.33
N.B./N.-B.	97.73	95.52	97.17	59.56	31.37	78.02	83.02
Que./Qué.	96.48	90.16	58.94	30.06	12.02	64.22	63.66
Ont.	-	-	-	-	-	69.71	73.76
Man.	100	96.39	94.68	53.85	29.09	71.75	72.94
Sask.	98.81	97.81	95.67	78.98	31.49	73.61	75.20
Alta./Alb.	97.95	93.50	79.91	48.64	16.60	60.80	60.13
B.C./C.-B.	100	98.11	88.68	44.29	11.98	62.92	63.95
Yukon	-	-	-	-	-	-	-
N.W.T./T.N.-O.	89.44	80.62	53.09	29.03	12.70	18.00	21.00
Canada	98.04	93.83	80.39	45.17	17.05	67.00	69.00

Supporting table for Graphs 3 & 4 – Tableau correspondant aux Graphiques 3 & 4.

Table 4

Population by Age Groups, Canada, 1971 to 2000

Tableau 4

Population selon des groupes d'âge, Canada, 1971 à 2000

Age - Âge	1971	1976	1981	1986	1991	1996	2000
0 – 3	1,430,290	1,377,073	1,429,850	1,453,719	1,493,604	1,443,254	1,390,363
4 – 5	797,230	731,172	709,256	727,543	743,578	750,306	721,021
6 – 15	4,598,555	4,275,055	3,768,402	3,619,351	3,674,048	3,773,911	3,801,838
16 – 18	1,277,675	1,404,796	1,417,934	1,147,630	1,090,091	1,122,682	1,148,154
0 – 18	8,103,750	7,788,096	7,325,442	6,948,243	7,001,321	7,090,153	7,061,376

Major assumptions: Fertility rate to reach 1.67 by 2011, annual immigration, 200,000 and emigration, 80,000 by 2011

Principales hypothèses: Taux de fécondité de 1.67 en l'an 2011; immigration annuelle de 200 000 et émigration de 80 000 en l'an 2011.

Supporting table for Graph 6. – Tableau correspondant au Graphique 6.

Table 5

**Population by Age Group, by Province/Territory,
Canada, June 1, 1989**

Tableau 5

**Population selon les groupes d'âge, par province/
territoire, Canada, 1 juin 1989**

	0-3	4-5	6-15	16-18	Total population Population totale
Nfld./T.-N.	31,180	17,188	98,681	33,476	571,000
P.E.I./Î.-P.-É.	7,869	3,899	19,881	6,206	130,000
N.S./N.-É.	48,513	24,099	124,238	42,139	885,900
N.B./N.-B.	38,843	19,882	107,817	35,932	718,600
Que./Qué.	339,574	172,518	924,475	266,535	6,692,100
Ont.	542,787	262,483	1,270,733	412,013	9,578,700
Man.	66,998	32,115	156,085	49,160	1,084,800
Sask.	67,530	33,318	158,159	45,268	1,007,300
Alta./Alb.	165,975	80,192	359,779	109,024	2,423,000
B.C./C.-B.	169,652	85,153	403,306	125,135	3,053,300
Yukon	1,952	990	3,781	1,239	25,300
N.W.T./T.N.-O.	5,648	2,483	10,067	3,100	53,300
Canada	1,486,521	734,320	3,637,002	1,129,227	26,223,300

Age Groups as Percentage of Total Population

Groupes d'âge comme pourcentage de la population totale

	0-3	4-5	6-15	16-18
Nfld./T.-N.	5.46	3.01	17.28	5.86
P.E.I./Î.-P.-É.	6.05	3.00	15.29	4.77
N.S./N.-É.	5.48	2.72	14.02	4.76
N.B./N.-B.	5.41	2.77	15.00	5.00
Que./Qué.	5.07	2.58	13.81	3.98
Ont.	5.67	2.74	13.27	4.30
Man.	6.18	2.96	14.39	4.53
Sask.	6.70	3.31	15.70	4.49
Alta./Alb.	6.85	3.31	14.85	4.50
B.C./C.-B.	5.56	2.79	13.21	4.10
Yukon	7.72	3.91	14.94	4.90
N.W.T./T.N.-O.	10.60	4.66	18.89	5.82
Canada	5.67	2.80	13.87	4.31

Supporting table for Graph 7. – Tableau correspondant au Graphique 7.

Table 6

School Enrolment by Grade, Canada, 1971-72 to 1989-90

Tableau 6

Effectif scolaire, selon l'année d'études, Canada, 1971-72 à 1989-90

	Pre-elementary	Grade 1-6	Grade 7-12 ¹	Total
	Préscolaire	Année scolaire 1-6	Année scolaire 7-12 ¹	
1971-72	335,110	2,873,714	2,592,430	5,801,254
1972-73	341,218	2,793,920	2,620,155	5,755,293
1973-74	357,291	2,701,649	2,626,710	5,685,650
1974-75	386,084	2,609,844	2,632,298	5,628,226
1975-76	398,090	2,554,666	2,637,304	5,590,060
1976-77	390,473	2,479,228	2,639,532	5,509,233
1977-78	379,880	2,420,941	2,605,625	5,406,446
1978-79	381,085	2,366,419	2,542,546	5,290,050
1979-80	385,040	2,329,486	2,466,289	5,180,815
1980-81	397,123	2,312,347	2,393,302	5,102,772
1981-82	391,139	2,294,580	2,334,944	5,020,663
1982-83	399,219	2,270,634	2,321,114	4,990,967
1983-84	400,533	2,247,047	2,324,337	4,971,917
1984-85	413,209	2,244,353	2,285,594	4,943,156
1985-86	421,423	2,253,475	2,249,411	4,924,309
1986-87	429,453	2,268,308	2,236,643	4,934,404
1987-88	440,317	2,286,616	2,242,317	4,969,250
1988-89	457,984	2,315,155	2,247,220	5,020,359
1989-90	472,452	2,339,745	2,266,876	5,079,073

¹ Calculations include grade 13 students in Ontario until 1984-85, when new graduation requirements were introduced and grade 13 was phased out.

¹ Les chiffres comprennent les élèves ontariens de 13^e année jusqu'en 1984-1985, lorsque de nouveaux critères d'obtention de diplôme ont été mis en place et la 13^e année a graduellement été éliminée.

Supporting table for Graph 8. – Tableau correspondant au Graphique 8.

Table 7

Number of Immigrants Under 18, by Language Spoken, by Province/Territory, Urban Centres, Canada, 1989

Tableau 7

Nombre d'immigrants de moins de 18 ans, selon la langue parlée, par province/territoire, centres urbains, Canada, 1989

	Total		English		French		Bilingual		None	
	Total	%	Anglais		Français		Total	%	Total	%
			Total	%	Total	%				
Nfld./T.-N.										
Total	108	100.0	55	50.9	-	-	-	-	53	49.1
P.E.I./Î-P.-É.										
Total	42	100.0	24	57.1	-	-	-	-	18	42.9
N.S./N.-É.										
Total	306	100.0	131	42.8	7	2.3	3	1.0	165	53.9
N.B./N.-B.										
Total	225	100.0	120	53.3	5	2.2	3	1.3	97	43.1
Que./Qué.										
Montréal	8,639	100.0	1,454	16.8	1,094	12.7	239	2.8	5,852	67.7
Remainder/ Reste	1,123	100.0	68	6.1	203	18.1	16	1.4	836	74.4
Total	9,762	100.0	1,522	15.6	1,297	13.3	255	2.6	6,688	68.5
Ontario										
Toronto	16,717	100.0	5,951	35.6	71	0.4	89	0.5	10,606	63.4
Remainder/ Reste	10,813	100.0	3,273	30.3	81	0.7	59	0.5	7,400	68.4
Total	27,530	100.0	9,224	33.5	152	0.6	148	0.5	18,006	65.4
Manitoba										
Winnipeg	1,514	100.0	394	26.0	2	0.1	7	0.5	1,111	73.4
Remainder/ Reste	156	100.0	77	49.4	-	-	1	0.6	78	50.0
Total	1,670	100.0	471	28.2	2	0.1	8	0.5	1,189	71.2
Saskatchewan										
Total	593	100.0	148	25.0	4	0.7	3	0.5	438	73.9
Alberta										
Calgary	1,607	100.0	500	31.1	13	0.8	6	0.4	1,088	67.7
Edmonton	1,960	100.0	465	23.7	17	0.9	2	0.1	1,476	75.3
Remainder/ Reste	619	100.0	181	29.2	3	0.5	3	0.5	432	69.8
Total	4,186	100.0	1,146	27.4	33	0.8	11	0.3	2,996	71.6
B.C./C.-B.										
Vancouver	5,358	100.0	1,561	29.1	24	0.4	13	0.2	3,760	70.2
Remainder/ Reste	1,010	100.0	325	32.2	2	0.2	-	683	67.6	
Total	6,368	100.0	1,886	29.6	26	0.4	13	0.2	4,443	69.8
Yukon										
Total	17	100.0	9	52.9	-	-	-	-	8	47.1
N.W.T./T.N.-O.										
Total	21	100.0	13	61.9	-	-	-	-	8	38.1
Canada										
Montréal	8,639	100.0	1,454	16.8	1,094	12.7	239	2.8	5,852	67.7
Toronto	16,717	100.0	5,951	35.6	71	0.4	89	0.5	10,606	63.4
Winnipeg	1,514	100.0	394	26.0	2	0.1	7	0.5	1,111	73.4
Calgary	1,607	100.0	500	31.1	13	0.8	6	0.4	1,088	67.7
Edmonton	1,960	100.0	465	23.7	17	0.9	2.0	0.1	1,476	75.3
Vancouver	5,358	100.0	1,561	29.1	24	0.4	13.0	0.2	3,760	70.2
Remainder/ Reste	15,033	100.0	3,924	26.1	289	1.9	79	0.5	9,429	62.7
Total	50,828	100.0	14,249	28.0	1,510	3.0	435	0.9	33,322	65.6

Supporting table for Graphs 9 & 10. – Tableau correspondant aux Graphiques 9 & 10.

Table 8

Net Interprovincial Migration of Children Under 18, by Province/Territory, Canada, 1980 to 1990

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Nfld./T.-N.	-1,560	-1,515	-2,091	507	-667	-955
P.E.I./Î.-P.-É.	-121	-416	-131	93	181	176
N.S./N.-É.	-813	-802	-321	791	817	658
N.B./N.-B.	-740	-1,531	-642	970	397	-51
Que./Qué.	-8,567	-6,079	-5,942	-5,485	-3,830	-1,427
Ont.	-5,880	-8,480	-829	5,868	9,945	9,411
Man.	-4,003	-2,570	-510	651	209	-170
Sask.	-1,270	-1,297	16	1,069	543	-255
Alta./Alb.	12,788	13,373	9,295	-2,670	-8,365	-6,368
B.C./C.-B.	10,810	9,601	1,139	-1,182	1,076	-1,069
Yukon	-183	52	13	-531	-165	-47
N.W.T./T.N.-O.	-461	-336	3	-81	-141	97
Canada	-	-	-	-	-	-
	1986	1987	1988	1989	1990	Cumulative
Nfld./T.-N.	-1,343	-1,126	-734	-465	-443	-10,392
P.E.I./Î.-P.-É.	34	9	189	235	5	254
N.S./N.-É.	-440	174	-161	-30	223	96
N.B./N.-B.	-341	-478	-498	154	312	-2,448
Que./Qué.	-451	-227	-1,449	-1,251	-1,161	-35,869
Ont.	9,574	12,113	10,013	3,215	-1,323	43,627
Man.	-654	-572	-1,559	-2,694	-2,202	-14,074
Sask.	-1,761	-1,340	-3,937	-4,722	-5,531	-18,485
Alta./Alb.	-2,106	-8,913	-6,766	-1,096	1,366	538
B.C./C.-B.	-1,913	811	5,385	6,932	8,989	40,579
Yukon	-234	221	40	-46	35	-845
N.W.T./T.N.-O.	-365	-672	-523	-232	-270	-2,981
Canada	-	-	-	-	-	-

Supporting table for Graph 11. – Tableau correspondant au Graphique 11.

Table 9

Interprovincial Migration of Children Under 18, by Province/Territory, 1989

	In-Migration	Out-Migration
	Entrées	Sorties
Nfld./T.-N.	2,769	3,212
P.E.I./Î.-P.-É.	966	961
N.S./N.-É.	5,538	5,315
N.B./N.-B.	4,573	4,261
Qué.	7,592	8,753
Ont.	22,893	24,216
Man.	5,394	7,596
Sask.	5,045	10,576
Alta./Alb.	20,169	18,803
B.C./C.-B.	21,344	12,355
Yukon	647	612
N.W.T./T.N.-O.	988	1,258
Canada	97,918	97,918

Supporting table for Graph 12. – Tableau correspondant au Graphique 12.

Tableau 8

Migration interprovinciale nette d'enfants de moins de 18 ans, par province/territoire, Canada, 1980 à 1990

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Nfld./T.-N.	-1,560	-1,515	-2,091	507	-667	-955
P.E.I./Î.-P.-É.	-121	-416	-131	93	181	176
N.S./N.-É.	-813	-802	-321	791	817	658
N.B./N.-B.	-740	-1,531	-642	970	397	-51
Que./Qué.	-8,567	-6,079	-5,942	-5,485	-3,830	-1,427
Ont.	-5,880	-8,480	-829	5,868	9,945	9,411
Man.	-4,003	-2,570	-510	651	209	-170
Sask.	-1,270	-1,297	16	1,069	543	-255
Alta./Alb.	12,788	13,373	9,295	-2,670	-8,365	-6,368
B.C./C.-B.	10,810	9,601	1,139	-1,182	1,076	-1,069
Yukon	-183	52	13	-531	-165	-47
N.W.T./T.N.-O.	-461	-336	3	-81	-141	97
Canada	-	-	-	-	-	-
	1986	1987	1988	1989	1990	Cumulative
Nfld./T.-N.	-1,343	-1,126	-734	-465	-443	-10,392
P.E.I./Î.-P.-É.	34	9	189	235	5	254
N.S./N.-É.	-440	174	-161	-30	223	96
N.B./N.-B.	-341	-478	-498	154	312	-2,448
Que./Qué.	-451	-227	-1,449	-1,251	-1,161	-35,869
Ont.	9,574	12,113	10,013	3,215	-1,323	43,627
Man.	-654	-572	-1,559	-2,694	-2,202	-14,074
Sask.	-1,761	-1,340	-3,937	-4,722	-5,531	-18,485
Alta./Alb.	-2,106	-8,913	-6,766	-1,096	1,366	538
B.C./C.-B.	-1,913	811	5,385	6,932	8,989	40,579
Yukon	-234	221	40	-46	35	-845
N.W.T./T.N.-O.	-365	-672	-523	-232	-270	-2,981
Canada	-	-	-	-	-	-

Tableau 9

Migration interprovinciale d'enfants de moins de 18 ans, par province/territoire, 1989

	In-Migration	Out-Migration
	Entrées	Sorties
Nfld./T.-N.	2,769	3,212
P.E.I./Î.-P.-É.	966	961
N.S./N.-É.	5,538	5,315
N.B./N.-B.	4,573	4,261
Qué.	7,592	8,753
Ont.	22,893	24,216
Man.	5,394	7,596
Sask.	5,045	10,576
Alta./Alb.	20,169	18,803
B.C./C.-B.	21,344	12,355
Yukon	647	612
N.W.T./T.N.-O.	988	1,258
Canada	97,918	97,918

Table 10

Minority Language Enrolment as a Percentage of Total School Enrolment, by Province/Territory, Canada, 1979-80 and 1989-90

	Minority Language Enrolment		Total School Enrolment		% Enrolled	
	Effectif langue de la minorité		Effectif total		% inscrit	
	1979-80	1989-90	1979-80	1989-90	1979-80	1989-90
Nfld./T.-N.	164	204	150,382	130,109	0.11	0.16
P.E.I./Î.-P.-É.	589	542	27,277	24,673	2.16	2.20
N.S./N.-É.	5,290	3,555	189,225	166,263	2.80	2.14
N.B./N.-B.	50,455	44,943	156,385	134,731	32.26	33.36
Que./Qué.	173,549	102,843	1,174,552	1,037,593	14.78	9.91
Ont.	97,485	95,061	1,866,107	1,891,881	5.22	5.02
Man.	7,139	5,304	208,770	197,724	3.42	2.68
Sask.	1,520	1,073	208,009	200,335	0.73	0.54
Alta./Alb.	1	2,338	434,383	471,086	1	0.50
B.C./C.-B.	213	2,238	511,671	513,533	0.04	0.44
Yukon	-	52	5,122	5,113	-	1.02
N.W.T./T.N.-O.	-	-	12,828	13,732	-	-
Canada	336,404 ²	258,153	4,944,711	4,786,773	7.46 ²	5.39

¹ Data not available. – Données non disponibles.

² Excludes Alberta. – Exclut l'Alberta.

Supporting table for Graph 13. – Tableau correspondant au Graphique 13.

Tableau 10

Effectif dans la langue de la minorité comme pourcentage de l'effectif total, par province/territoire, Canada, 1979-80 et 1989-90

Table 11

Participation in French Immersion, by Province/Territory, Canada, 1980-81 and 1989-90

	Enrolment		Eligible Population		Participation rate	
	Effectif		Population admissible		Taux de participation	
	1980-81	1989-90	1980-81	1989-90	1980-81	1989-90
Nfld./T.-N.	392	4,036	148,408	129,905	0.26	3.11
P.E.I./Î.-P.-É.	1,280	3,460	26,296	24,131	4.87	14.34
N.S./N.-É.	590	5,428	180,384	162,708	0.33	3.34
N.B./N.-B.	5,532	16,091	103,487	89,788	5.35	17.92
Que./Qué.	17,000	28,717	158,541	102,843	10.72	27.92
Ont.	46,638	127,264	1,739,327	1,796,820	2.68	7.08
Man.	4,286	19,024	197,894	192,420	2.17	9.89
Sask.	1,603	10,556	203,652	199,262	0.79	5.30
Alta./Alb.	1	26,227	1	468,748	1	5.60
B.C./C.-B.	4,368	26,510	509,146	511,295	0.86	5.18
Yukon	35	368	4,925	5,061	0.71	7.27
N.W.T./T.N.-O.	37	393	12,572	13,732	0.29	2.86
Canada	81,761 ²	268,074	328,463 ²	3,696,713	2.49 ²	7.25

¹ Data not available. – Données non disponibles.

² Excludes Alberta. – Exclut l'Alberta.

Supporting table for Graph 14. – Tableau correspondant au Graphique 14.

Table 12

Number of Educators in Public Schools, Canada, 1980-81 to 1989-90

Tableau 12

Effectif du personnel scolaire dans les écoles publiques, Canada, 1980-81 à 1989-90

	Men	Women	Total	% Women
	Hommes	Femmes		% Femmes
1980-81	116,689	1440,88	260,777	55.25
1981-82	116,262	144,316	260,578	55.38
1982-83	114,786	143,284	258,070	55.52
1983-84	114,435	141,712	256,147	55.32
1984-85	112,733	139,645	252,378	55.33
1985-86	112,155	141,131	253,286	55.72
1986-87	111,245	143,590	254,835	56.35
1987-88	111,823	149,016	260,839	57.13
1988-89	112,246	154,903	267,149	57.98
1989-90	110,768	160,588	271,356	59.18

Supporting table for Graph 15. – Tableau correspondant au Graphique 15.

Table 13

Educators¹ in Public Schools, by Gender, by Province/Territory, Canada, 1989-90

Tableau 13

Personnel scolaire¹ dans les écoles publiques, selon le sexe, par province/territoire, Canada, 1989-90

	Men	Women	Total	% Women
	Hommes	Femmes		% Femmes
Nfld./T.-N.	3,723	4,197	7,920	52.99
P.E.I./Î.-P.-É.	579	796	1,375	57.89
N.S./N.-É.	4,177	5,854	10,031	58.36
N.B./N.-B.	3,039	4,668	7,707	60.57
Que./Qué.	21,481	36,251	57,732	62.79
Ont.	44,562	66,602	111,164	59.91
Man.	5,417	6,470	11,887	54.43
Sask.	4,713	6,027	10,740	56.12
Alta./Alb.	101,98	14,608	24,806	58.89
B.C./C.-B.	12,436	14,413	26,849	53.68
Yukon	126	195	321	60.75
N.W.T./T.N.-O.	317	507	824	61.53
Canada	110,768	1605,88	271,356	59.18

¹ This table includes only full-time educators.

¹ Ce tableau inclut uniquement le personnel scolaire à temps plein.

Supporting table for Graph 16. – Tableau correspondant au Graphique 16.

Table 14

Women in School Administration, Canada, 1980-81 to 1989-90

Tableau 14

Les femmes dans l'administration scolaire, Canada, 1980-81 à 1989-90

	Principal – Direction						Vice-principal – Direction adjointe					
	Men		Women		Total	Men		Women		Total		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			
1980-81	10,900	83.87	2,096	16.13	12,996	100.00	6,021	82.22	1,302	17.78	7,323	100.00
1981-82	10,732	83.79	2,076	16.21	12,808	100.00	5,889	81.72	1,317	18.28	7,206	100.00
1982-83	10,762	83.85	2,073	16.15	12,835	100.00	5,981	81.51	1,357	18.49	7,338	100.00
1983-84	10,722	83.58	2,106	16.42	12,828	100.00	5,957	81.18	1,381	18.82	7,338	100.00
1984-85	10,650	83.35	2,127	16.65	12,777	100.00	5,808	80.31	1,424	19.69	7,232	100.00
1985-86	10,535	83.15	2,135	16.85	12,670	100.00	5,762	79.03	1,529	20.97	7,291	100.00
1986-87	10,476	82.51	2,221	17.49	12,697	100.00	5,695	77.42	1,661	22.58	7,356	100.00
1987-88	10,465	81.14	2,432	18.86	12,897	100.00	5,754	75.55	1,862	24.45	7,616	100.00
1988-89	10,322	80.45	2,509	19.55	12,831	100.00	5,788	73.42	2,095	26.58	7,883	100.00
1989-90	10,215	79.36	2,656	20.64	12,871	100.00	5,836	70.83	2,404	29.17	8,240	100.00
Total (principal + vice principal)						Teachers and department heads						
Total (direction + direction adjointe)						Personnel d'enseignement et chefs de département						
	Men		Women		Total	Men		Women		Total		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			
1980-81	16,921	83.28	3,398	16.72	20,319	100.00	99,768	41.49	140,690	58.51	240,458	100.00
1981-82	16,621	83.05	3,393	16.95	20,014	100.00	99,641	41.42	140,923	58.58	240,564	100.00
1982-83	16,743	83.00	3,430	17.00	20,173	100.00	98,043	41.21	139,854	58.79	237,897	100.00
1983-84	16,679	82.71	3,487	17.29	20,166	100.00	97,756	41.43	138,225	58.57	235,981	100.00
1984-85	16,458	82.25	3,551	17.75	20,009	100.00	96,275	41.43	136,094	58.57	232,369	100.00
1985-86	16,297	81.64	3,664	18.36	19,961	100.00	95,858	41.08	137,467	58.92	233,325	100.00
1986-87	16,171	80.64	3,882	19.36	20,053	100.00	95,074	40.49	139,708	59.51	234,782	100.00
1987-88	16,219	79.07	4,294	20.93	20,513	100.00	95,604	39.78	144,722	60.22	240,326	100.00
1988-89	16,110	77.77	4,604	22.23	20,714	100.00	96,136	39.01	150,299	60.99	246,435	100.00
1989-90	16,051	76.03	5,060	23.97	21,111	100.00	94,717	37.85	155,528	62.15	250,245	100.00
Total Educators – Total du personnel scolaire												
	Men			Women			Femmes			Total		
	Hommes			Femmes								
1980-81	116,689	44.75	44.75	144,088	55.25	55.25	260,777	55.25	260,777	55.25	260,777	55.25
1981-82	116,262	44.62	44.62	144,316	55.38	55.38	260,578	55.38	260,578	55.38	260,578	55.38
1982-83	114,786	44.48	44.48	143,284	55.52	55.52	258,070	55.52	258,070	55.52	258,070	55.52
1983-84	114,435	44.68	44.68	141,712	55.32	55.32	256,147	55.32	256,147	55.32	256,147	55.32
1984-85	112,733	44.67	44.67	139,645	55.33	55.33	252,378	55.33	252,378	55.33	252,378	55.33
1985-86	112,155	44.28	44.28	141,131	55.72	55.72	253,286	55.72	253,286	55.72	253,286	55.72
1986-87	111,245	43.65	43.65	143,590	56.35	56.35	254,835	56.35	254,835	56.35	254,835	56.35
1987-88	111,823	42.87	42.87	149,016	57.13	57.13	260,839	57.13	260,839	57.13	260,839	57.13
1988-89	112,246	42.02	42.02	154,903	57.98	57.98	267,149	57.98	267,149	57.98	267,149	57.98
1989-90	110,768	40.82	40.82	160,588	59.18	59.18	271,356	59.18	271,356	59.18	271,356	59.18

Supporting table for Graph 17. – Tableau correspondant au Graphique 17.

Table 15

Proportion of Women in School Administration, by Province/Territory, Canada, 1989-90

Tableau 15

La proportion de femmes dans l'administration scolaire, par province/territoire, Canada, 1989-90

	Principal			Vice-Principal			Total (Principal + Vice-principal)		
	Direction			Direction adjointe			Total (Direction + direction adjointe)		
	Men	Women	% Women	Men	Women	% Women	Men	Women	% Women
	Hommes	Femmes	% Femmes	Hommes	Femmes	% Femmes	Hommes	Femmes	% Femmes
Nfld./T.-N.	428	119	21.76	250	81	24.47	678	200	22.78
P.E.I./Î.-P.-É.	55	7	11.29	46	12	20.69	101	19	15.83
N.S./N.-É.	379	109	22.34	261	123	32.03	640	232	26.61
N.B./N.-B.	319	93	22.57	236	72	23.38	555	165	22.92
Que./Qué.	1,761	643	26.75	927	370	28.53	2,688	1,013	27.37
Ont.	3,707	892	19.40	2,012	994	33.07	5,719	1,886	24.80
Man.	507	156	23.53	218	108	33.13	725	264	26.69
Sask.	722	132	15.46	340	106	23.77	1,062	238	18.31
Alta./Alb.	1,138	242	17.54	801	283	26.11	1,939	525	21.31
B.C./C.-B.	1,140	234	17.03	721	246	25.44	1,861	480	20.50
Yukon	16	9	36.00	10	4	28.57	26	13	33.33
N.W.T./T.N.-O.	43	20	31.75	14	5	26.32	57	25	30.49
Canada	10,215	2,656	20.64	5,836	2,404	29.17	16,051	5,060	23.97

Supporting table for Graph 18. – Tableau correspondant au Graphique 18.

Table 16

Average Age of Educators in Public Schools, by Province/Territory, Canada, 1972-73, 1979-80 and 1989-90

Tableau 16

Âge moyen du personnel scolaire dans les écoles publiques, par province/territoire, Canada, 1972-73, 1979-80 et 1989-90

	1972-73	1979-80	1989-90
Nfld./T.-N.	30	33	39
P.E.I./Î.-P.-É.	36	37	41
N.S./N.-É.	36	37	41
N.B./N.-B.	34	37	41
Que./Qué.	34	37	43
Ont.	34	38	41
Man.	35	37	40
Sask.	36	37	39
Alta./Alb.	36	36	39
B.C./C.-B.	37	38	41
Yukon	33	34	40
N.W.T./T.N.-O.	31	33	37
Canada	35	37	41

Supporting table for Graph 19. – Tableau correspondant au Graphique 19.

Table 17**Age Profile of Educators in Public Schools,
Canada, 1972-73, 1979-80 and 1989-90**

Age - Âge	1972-73	1979-80	1989-90
Under 25 – Moins de 25	32,591	8,525	5,168
25-29	49,920	37,025	22,058
30-34	31,077	46,591	25,184
35-39	19,608	35,000	38,609
40-44	15,891	23,672	52,005
45-49	12,615	16,530	38,293
50-54	10,420	12,676	22,705
55-59	9,158	8,260	7,392
60 +	5,475	3,746	2,210
Total ¹	186,755	192,025	213,624

¹ Note: Excludes Quebec for 1972-73; data are unavailable.¹ Note: Exclut le Québec pour 1972-73, dont les données ne sont pas disponibles.

Supporting table for Graph 20 – Tableau correspondant au Graphique 20

Tableau 17**Profil d'âge du personnel scolaire dans les écoles publiques, Canada, 1972-73, 1979-80 et 1989-90****Table 18****Ratio of Enrolment to Educators in Public Schools, Canada, 1980-81 to 1989-90**

Year	FTE Enrolment	FTE Educators	Ratio
Année	Effectifs ETP	Personnel scolaire ETP	Rapport
1980-81 ¹	4,662,123	270,534	17.23
1981-82	45,849,15	269,571	17.01
1982-83	4,543,575	267,998	16.95
1983-84	4,516,168	266,805	16.93
1984-85	4,460,576	265,154	16.82
1985-86	4,443,809	265,814	16.72
1986-87	4,455,616	268,868	16.57
1987-88	4,486,901	275,897	16.26
1988-89	4,530,384	282,675	16.03
1989-90	4,568,515	290,306	15.74

¹ Includes full-time educators only for Yukon and Northwest Territories.¹ Pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, comprend uniquement le personnel scolaire à temps plein.

Note: FTE = Full-Time Equivalent

Note: ETP = Équivalence à temps plein

Supporting table for Graph 21. – Tableau correspondant au Graphique 21.

Table 19

Ratio of Enrolment to Educators in Public Schools, by Province/Territory, Canada, 1980-81 and 1989-90

Tableau 19

Rapport des effectifs scolaires au personnel scolaire dans les écoles publiques, par province/territoire, Canada, 1980-81 et 1989-90

	1980-81			1989-90		
	Enrolment	Educators	Ratio	Enrolment	Educators	Ratio
	Effectif	Personnel scolaire	Rapport	Effectif	Personnel scolaire	Rapport
Nfld./T.-N.	142,922	7,770	18.39	125,732	8,035.1	15.65
P.E.I./P.-É.	26,646	1,400	19.03	24,673	1,428.8	17.27
N.S./N.-É.	183,915	10,570	17.40	165,188	10,360.8	15.94
N.B./N.-B.	152,698	7,771	19.65	134,658	7,941	16.96
Que./Qué.	1,081,136	72,809	14.85	991,890	64,695	15.33
Ont.	1,747,820	95,519	18.30	1,782,849	116,573.3	15.29
Man.	195,737	11,503	17.02	188,661	12,802	14.74
Sask.	197,080	11,252	17.52	192,105	11,535.7	16.65
Alta./Alb.	425,350	23,338	18.23	452,197	26,319.5	17.18
B.C./C.-B.	492,054	27,640	17.80	492,611	29,435.4	16.74
Yukon	4,740	271	17.49	4,862	344.4	14.12
N.W.T./T.N.-O.	12,025	691	17.40	13,089	835	15.68
Canada	4,662,123	270,534	17.23	4,568,515	290,306	15.74

Note: Ratios are based on full-time equivalents.

1980-81 educators in Yukon and N.W.T. are full-time only.

Note: Les rapports sont basés sur les équivalences à temps plein.

Au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest, comprend uniquement le personnel scolaire à temps plein.

Supporting table for Graph 22. – Tableau correspondant au Graphique 22.

Table 20

Expenditures on Education as a Percentage of Total Provincial/Local Expenditures, by Province/Territory, Canada, 1985-86 and 1989-90

Tableau 20

Dépenses d'éducation comme pourcentage des dépenses totales des administrations provinciales et municipales, par province et territoire, Canada, 1985-86 et 1989-90

			Expenditures on Education		Total Provincial/ Local Expenditures	
			Dépenses d'éducation		Dépenses provinciales/ municipales totales	
	1985-86	1989-90	1985-86	1989-90	1985-86	1989-90
	(%)	(%)	(\$'000)	(\$'000)	(\$'000)	(\$'000)
Nfld./T.-N.	17.00	16.10	446,999	564,427	2,628,805	3,504,829
P.E.I./Î.P.-É.	14.97	14.97	80,415	105,930	537,347	707,836
N.S./N.-É.	14.64	15.40	559,961	793,257	3,824,975	5,152,158
N.B./N.-B.	18.12	17.19	561,687	681,027	3,099,522	3,962,008
Que./Qué.	14.65	12.65	5,166,681	5,486,248	35,269,060	43,380,170
Ontario	18.20	18.95	7,690,419	11,197,936	42,250,950	59,093,310
Manitoba	14.90	15.28	811,412	1,089,460	5,445,655	7,131,766
Saskatchewan	13.83	15.30	802,705	948,814	5,804,846	6,202,791
Alberta	12.75	13.77	2,013,834	2,495,401	15,795,610	18,122,780
B.C./C.-B.	13.94	14.77	1,887,896	2,550,461	13,541,480	17,263,890
Yukon	12.09	11.58	28,743	42,755	237,744	369,332
N.W.T./T.N.-O.	13.68	11.90	95,882	131,815	701,128	1,107,407
Canada	15.60	15.72	20,146,634	26,087,531	129,137,122	165,998,277

Supporting table for Graph 23. – Tableau correspondant au Graphique 23.

Table 21

Expenditures on Education Per Capita, by Province/Territory, Canada, 1985-86 and 1989-90

	Total expenditures per capita (\$)		Total expenditures (\$ 000) Elementary and secondary		Population	
	Dépenses totales par habitant (\$)		Dépenses totales (000 \$) Élémentaire et secondaire		Population	
	1985-86	1989-90	1985-86	1989-90	1985-86	1989-90
Nfld./T.-N.	830	1,029	474,258	587,397	571,500	571,100
P.E.I./I.P.-É.	666	811	83,967	105,393	126,000	129,900
N.S./N.-É.	786	935	684,408	830,398	871,000	888,300
N.B./N.-B.	800	989	568,215	709,916	709,900	717,800
Que./Qué.	847	937	5,516,199	6,274,455	6,514,200	6,698,200
Ontario	908	1,242	8,177,983	11,911,507	9,006,400	9,589,600
Manitoba	925	1,190	984,384	1,292,881	1,064,000	1,086,300
Saskatchewan	903	1,086	910,176	1,093,577	1,008,400	1,006,700
Alberta	922	1,129	2,166,381	2,739,854	2,348,500	2,425,900
B.C./C.-B.	727	916	2,086,297	2,791,019	2,870,100	3,048,300
Yukon	1,301	1,838	30,563	46,874	23,500	25,500
N.W.T./T.N.-O.	1,805	2,406	93,684	127,272	51,900	52,900
Canada	865	1,087	21,776,515	28,510,543	25,165,400	26,240,500

Supporting table for Graph 24. – Tableau correspondant au Graphique 24.

Tableau 21

Dépenses en éducation par habitant, par province/territoire, Canada, 1985-86 et 1989-90

	Total expenditures per capita (\$)		Total expenditures (\$ 000) Elementary and secondary		Population	
	Dépenses totales par habitant (\$)		Dépenses totales (000 \$) Élémentaire et secondaire		Population	
	1985-86	1989-90	1985-86	1989-90	1985-86	1989-90
Nfld./T.-N.	830	1,029	474,258	587,397	571,500	571,100
P.E.I./I.P.-É.	666	811	83,967	105,393	126,000	129,900
N.S./N.-É.	786	935	684,408	830,398	871,000	888,300
N.B./N.-B.	800	989	568,215	709,916	709,900	717,800
Que./Qué.	847	937	5,516,199	6,274,455	6,514,200	6,698,200
Ontario	908	1,242	8,177,983	11,911,507	9,006,400	9,589,600
Manitoba	925	1,190	984,384	1,292,881	1,064,000	1,086,300
Saskatchewan	903	1,086	910,176	1,093,577	1,008,400	1,006,700
Alberta	922	1,129	2,166,381	2,739,854	2,348,500	2,425,900
B.C./C.-B.	727	916	2,086,297	2,791,019	2,870,100	3,048,300
Yukon	1,301	1,838	30,563	46,874	23,500	25,500
N.W.T./T.N.-O.	1,805	2,406	93,684	127,272	51,900	52,900
Canada	865	1,087	21,776,515	28,510,543	25,165,400	26,240,500

Table 22

Public School Expenditures¹ Per Student as a Percent of Gross Domestic Product Per Capita, by Province/Territory, Canada, 1985-86 and 1989-90

			Expenditures per student (\$)		Gross Domestic Product per capita of population (\$)	
	1985-86 (%)	1989-90 (%)	Dépenses par élève (\$)		Produit intérieur brut par habitant (\$)	
			1985-86	1989-90	1985-86	1989-90
Nfld./T.-N.	28.79	31.46	3,207	4,630	11,143	14,719
P.E.I./P.-É.	32.43	29.23	3,398	4,269	10,476	14,604
N.S./N.-É.	27.67	26.39	3,791	4,760	13,702	18,033
N.B./N.-B.	30.94	28.52	3,926	5,024	12,688	17,616
Que./Qué.	30.76	25.60	5,097	5,802	16,571	22,663
Ontario	22.44	22.13	4,574	6,308	20,381	28,505
Manitoba	26.63	26.38	4,420	5,702	16,599	21,619
Saskatchewan	24.09	25.57	4,165	4,981	17,291	19,480
Alberta	16.86	19.79	4,693	5,418	27,827	27,378
B.C./C.-B.	21.47	22.42	4,078	5,614	18,989	25,041
Yukon	31.76	26.95	6,419	9,310	20,213	34,549
N.W.T./T.N.-O.	20.89	26.09	7,045	9,824	33,719	37,656
Canada	23.87	23.42	4,535	5,817	18,994	24,833

¹ Public school expenditures and FTE students exclude Adult Education.

¹ Les dépenses des écoles publiques et ETP excluent l'éducation aux adultes.

Tableau 22

Dépenses des écoles publiques¹ par élève comme pourcentage du produit intérieur brut par habitant, par province/territoire, Canada, 1985-86 et 1989-90

			Expenditures per student (\$)		Gross Domestic Product per capita of population (\$)	
	1985-86 (%)	1989-90 (%)	Dépenses par élève (\$)		Produit intérieur brut par habitant (\$)	
			1985-86	1989-90	1985-86	1989-90
Nfld./T.-N.	28.79	31.46	3,207	4,630	11,143	14,719
P.E.I./P.-É.	32.43	29.23	3,398	4,269	10,476	14,604
N.S./N.-É.	27.67	26.39	3,791	4,760	13,702	18,033
N.B./N.-B.	30.94	28.52	3,926	5,024	12,688	17,616
Que./Qué.	30.76	25.60	5,097	5,802	16,571	22,663
Ontario	22.44	22.13	4,574	6,308	20,381	28,505
Manitoba	26.63	26.38	4,420	5,702	16,599	21,619
Saskatchewan	24.09	25.57	4,165	4,981	17,291	19,480
Alberta	16.86	19.79	4,693	5,418	27,827	27,378
B.C./C.-B.	21.47	22.42	4,078	5,614	18,989	25,041
Yukon	31.76	26.95	6,419	9,310	20,213	34,549
N.W.T./T.N.-O.	20.89	26.09	7,045	9,824	33,719	37,656
Canada	23.87	23.42	4,535	5,817	18,994	24,833

¹ Public school expenditures and FTE students exclude Adult Education.

¹ Les dépenses des écoles publiques et ETP excluent l'éducation aux adultes.

Supporting table for Graph 25. – Tableau correspondant au Graphique 25.

Table 23

Public School Expenditures¹ per Student, by Province/ Territory, Canada, 1985-86 and 1989-90

	Operating (\$)	Capital (\$)	Operating (\$)	Capital (\$)
	Fonctionnement (\$)	Immobilisation (\$)	Fonctionnement (\$)	Immobilisation (\$)
	1985-86	1985-86	1989-90	1989-90
Nfld./T.-N.	2,905.15	302.27	4150.22	480.06
P.E.I./I.P.-É.	2,966.08	431.51	3909.17	359.34
N.S./N.-É.	3,516.09	274.50	4383.54	376.27
N.B./N.-B.	3,316.00	609.82	4305.32	718.95
Que./Qué.	4,665.51	430.99	5359.48	443.02
Ontario	4,282.35	292.15	5815.48	492.67
Manitoba	4,007.76	412.42	5234.59	467.86
Saskatchewan	3,836.60	328.49	4560.70	420.52
Alberta	4,135.16	557.54	4764.97	653.11
B.C./C.-B.	3,670.75	406.89	5153.80	459.95
Yukon	5,941.22	477.38	7686.96	1623.20
N.W.T./T.N.-O.	5,567.88	1477.19	7656.35	2167.85
Canada	4,152.91	381.81	5319.25	497.58

¹ Public School Expenditures and FTE students exclude Adult Education FTE = full time student.

¹ Les dépenses des écoles publiques et ETP excluent l'éducation aux adultes. ETP = élève à temps plein.

Supporting table for Graph 26. – Tableau correspondant au Graphique 26.

Tableau 23

Dépenses des écoles publiques¹ par élève, par province et territoire, Canada, 1985-86 et 1989-90

Table 24

Increase of Public School Expenditures¹ per Student Compared to the Education Price Index, by Province, Canada, 1985-86 and 1989-90

	Increase in Public School Expenditures per FTE (%)	Increase in the EPI (%)	Public School Expenditures per FTE Student (\$)	
	Augmentation des dépenses des écoles publiques par ETP(%)	Augmentation de l'IPE (%)	Dépenses des écoles publiques par l'ETP (\$)	
			1985-86	1989-90
Nfld./T.-N.	44.36	18.19	3,207	4,630
P.E.I./Î.P.-É.	25.63	19.29	3,398	4,269
N.S./N.-É.	25.57	14.94	3,791	4,760
N.B./N.-B.	27.98	16.79	3,926	5,024
Que./Qué.	13.85	18.44	5,097	5,802
Ontario	37.90	20.24	4,574	6,308
Manitoba	29.01	14.50	4,420	5,702
Saskatchewan	19.59	14.13	4,165	4,981
Alberta	15.46	13.30	4,693	5,418
B.C./C.-B.	37.67	15.37	4,078	5,614
Canada	28.27	17.87	4,535	5,817

¹ Public School Expenditures and FTE exclude Adult Education; the EPI is not available for Yukon and N.W.T.

¹ Les dépenses des écoles publiques et les ETP n'incluent pas l'éducation aux adultes, l'IPE n'est pas disponible pour le Yukon et les T.N.-O.

Supporting Table for Graph 27. – Tableau correspondant au Graphique 27.

Tableau 24

Pourcentage d'augmentation des dépenses des écoles publiques¹ par élève, comparé à l'indice des prix à l'enseignement, par province, Canada, 1985-86 et 1989-90

	Increase in Public School Expenditures per FTE (%)	Increase in the EPI (%)	Public School Expenditures per FTE Student (\$)	
	Augmentation des dépenses des écoles publiques par ETP(%)	Augmentation de l'IPE (%)	Dépenses des écoles publiques par l'ETP (\$)	
			1985-86	1989-90
Nfld./T.-N.	44.36	18.19	3,207	4,630
P.E.I./Î.P.-É.	25.63	19.29	3,398	4,269
N.S./N.-É.	25.57	14.94	3,791	4,760
N.B./N.-B.	27.98	16.79	3,926	5,024
Que./Qué.	13.85	18.44	5,097	5,802
Ontario	37.90	20.24	4,574	6,308
Manitoba	29.01	14.50	4,420	5,702
Saskatchewan	19.59	14.13	4,165	4,981
Alberta	15.46	13.30	4,693	5,418
B.C./C.-B.	37.67	15.37	4,078	5,614
Canada	28.27	17.87	4,535	5,817

Table 25**Sources of School Board Revenue by Province/Territory, Canada, 1989-90****Tableau 25****Sources des revenus des commissions et conseils scolaires, par province /territoire, Canada, 1989-90**

	Provincial (%)	School Taxes (%)	Other (%)	Provincial (\$)	School Taxes (\$)	Others (\$)	Total (\$)
	Provincial (%)	Taxes scolaires (%)	Autres (%)	Provincial (\$)	Taxes scolaires (\$)	Autres (\$)	
Nfld./T.-N.	90.68	7.30	2.03	483,831,933	38,937,870	10,816,385	533,586,188
P.E.I./Î.P.-É.	99.60	-	0.40	104,788,690	-	424,530	105,213,220
N.S./N.-É.	80.84	16.42	2.74	600,677,561	121,976,474	20,379,282	743,033,317
N.B./N.-B.	97.88	-	2.12	499,377,892	-	10,798,100	510,175,992
Que./Qué.	90.86	4.89	4.25	5,354,235,023	288,322,543	250,505,836	5,893,063,402
Ontario	41.79	56.17	2.04	4,515,461,941	6,068,890,048	220,093,937	10,804,445,926
Manitoba	50.71	44.52	4.77	514,543,695	451,681,227	48,432,199	1,014,657,121
Saskatchewan	48.82	47.47	3.71	435,250,710	423,246,550	33,097,236	891,594,496
Alberta	53.23	41.70	5.07	1,250,871,205	980,052,035	119,084,865	2,350,008,105
B.C./C.-B.	63.58	31.13	5.28	1,631,455,421	798,814,368	135,524,318	2,565,794,107
Yukon	92.46	4.87	2.67	41,853,866	2,205,182	1,207,158	45,266,206
N.W.T./T.N.-O.	93.80	4.96	1.23	122,040,808	6,456,722	1,603,914	130,101,444
Canada	60.79	35.88	3.33	15,554,388,745	9,180,583,019	851,967,760	25,586,939,524

Supporting Table for Graph 28. – Tableau correspondant au Graphique 28.

Table 26**Distribution of Public School Expenditures Canada, 1985-86 and 1989-90****Tableau 26****Répartition des dépenses des écoles publiques, Canada, 1985-86 et 1989-90**

	Super- annuation	Plant Operation	Ins- truction	Capital	Other	Trans- portation	Total
	Caisse de retraite	Entretien	Enseigne- ment	Immobi- lisations	Autres	Transport	
1989-90 %	3.9	10.1	60.8	7.7	12.5	5.0	100.0
\$'000,000	1,043.0	2,743.2	16,453.7	2,087.5	3,388.6	1,342.6	27,058.6
1985-86 %	5.7	10.5	59.6	7.8	11.4	5.0	100.0
\$'000,000	1171.9	2145.5	12,218	1603.9	2339.0	1011.3	20,489.7

Supporting Table for Graph 29. – Tableau correspondant au Graphique 29.

Table 27

Average Educators' Salaries¹, by Province/Territory, Canada, 1985-86 and 1989-90²

	Average Educators' salary (\$)	Average Educators' salary (\$)	Total Educators' Salaries (\$)	Total Educators' Salaries (\$)	Total FTE Educators	Total FTE Educators
	Salaire moyen du personnel scolaire (\$)	Salaire moyen du personnel scolaire (\$)	Salaire du personnel scolaire (\$)	Salaire du personnel scolaire (\$)	Personnel scolaire à temps plein	Personnel scolaire à temps plein
	(1985-86)	(1989-90)	(1985-86)	(1989-90)	(1985-86)	(1989-90)
Nfld./T.-N.	33,660	43,960	275,096,349	353,224,182	8,174,000	8,035,100
P.E.I./P.-É.	33,980	42,700	45,535,379	61,010,852	1,340,000	1,428,800
N.S./N.-É.	38,170	45,420	396,353,828	470,621,577	10,383,000	10,360,800
N.B./N.-B.	36,430	42,630	273,866,494	338,509,811	7,517,000	7,941,000
Que./Qué.	35,850	43,390	2,309,414,077	2,807,111,247	64,411,000	64,695,000
Ontario	43,130	51,310	4,264,288,257	5,981,938,828	98,876,000	116,573,297
Manitoba	36,940	43,870	443,889,372	561,633,640	12,015,000	12,802,000
Saskatchewan	37,120	42,610	419,918,143	491,556,356	11,311,000	11,535,700
Alberta	43,010	49,150	1,079,992,169	1,293,472,515	25,110,000	26,319,500
B.C./C.-B.	37,840	46,960	970,798,928	1,382,339,880	25,657,000	29,434,400
Yukon	48,110	61,190	14,673,007	21,075,364	305,000	344,400
N.W.T./T.N.-O.	52,880	67,940	37,809,907	56,732,351	715,000	835,000
Canada	39,620	47,600	10,531,635,910	13,819,226,603	265,814	290,306

¹ Educators' Salaries exclude Superannuation Costs and Adult Education.

¹ Le salaire du personnel scolaire exclut la caisse de retraite et l'éducation aux adultes.

² Number of FTE teachers also excludes Adult Education.

² Le nombre de ETP ne comprend pas l'éducation aux adultes.

Supporting Table for Graph 30. – Tableau correspondant au Graphique 30.

Tableau 27

Salaire moyen du personnel scolaire¹ par province et territoire, Canada, 1985-86 et 1989-1990²

	Average Educators' salary (\$)	Average Educators' salary (\$)	Total Educators' Salaries (\$)	Total Educators' Salaries (\$)	Total FTE Educators	Total FTE Educators
	Salaire moyen du personnel scolaire (\$)	Salaire moyen du personnel scolaire (\$)	Salaire du personnel scolaire (\$)	Salaire du personnel scolaire (\$)	Personnel scolaire à temps plein	Personnel scolaire à temps plein
	(1985-86)	(1989-90)	(1985-86)	(1989-90)	(1985-86)	(1989-90)
Nfld./T.-N.	33,660	43,960	275,096,349	353,224,182	8,174,000	8,035,100
P.E.I./P.-É.	33,980	42,700	45,535,379	61,010,852	1,340,000	1,428,800
N.S./N.-É.	38,170	45,420	396,353,828	470,621,577	10,383,000	10,360,800
N.B./N.-B.	36,430	42,630	273,866,494	338,509,811	7,517,000	7,941,000
Que./Qué.	35,850	43,390	2,309,414,077	2,807,111,247	64,411,000	64,695,000
Ontario	43,130	51,310	4,264,288,257	5,981,938,828	98,876,000	116,573,297
Manitoba	36,940	43,870	443,889,372	561,633,640	12,015,000	12,802,000
Saskatchewan	37,120	42,610	419,918,143	491,556,356	11,311,000	11,535,700
Alberta	43,010	49,150	1,079,992,169	1,293,472,515	25,110,000	26,319,500
B.C./C.-B.	37,840	46,960	970,798,928	1,382,339,880	25,657,000	29,434,400
Yukon	48,110	61,190	14,673,007	21,075,364	305,000	344,400
N.W.T./T.N.-O.	52,880	67,940	37,809,907	56,732,351	715,000	835,000
Canada	39,620	47,600	10,531,635,910	13,819,226,603	265,814	290,306

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA

Ca OOS



1010127841

DATE DUE

May 24/96

5102 40

